



OFF
A11E8
G3/
PTIE2
EX.2

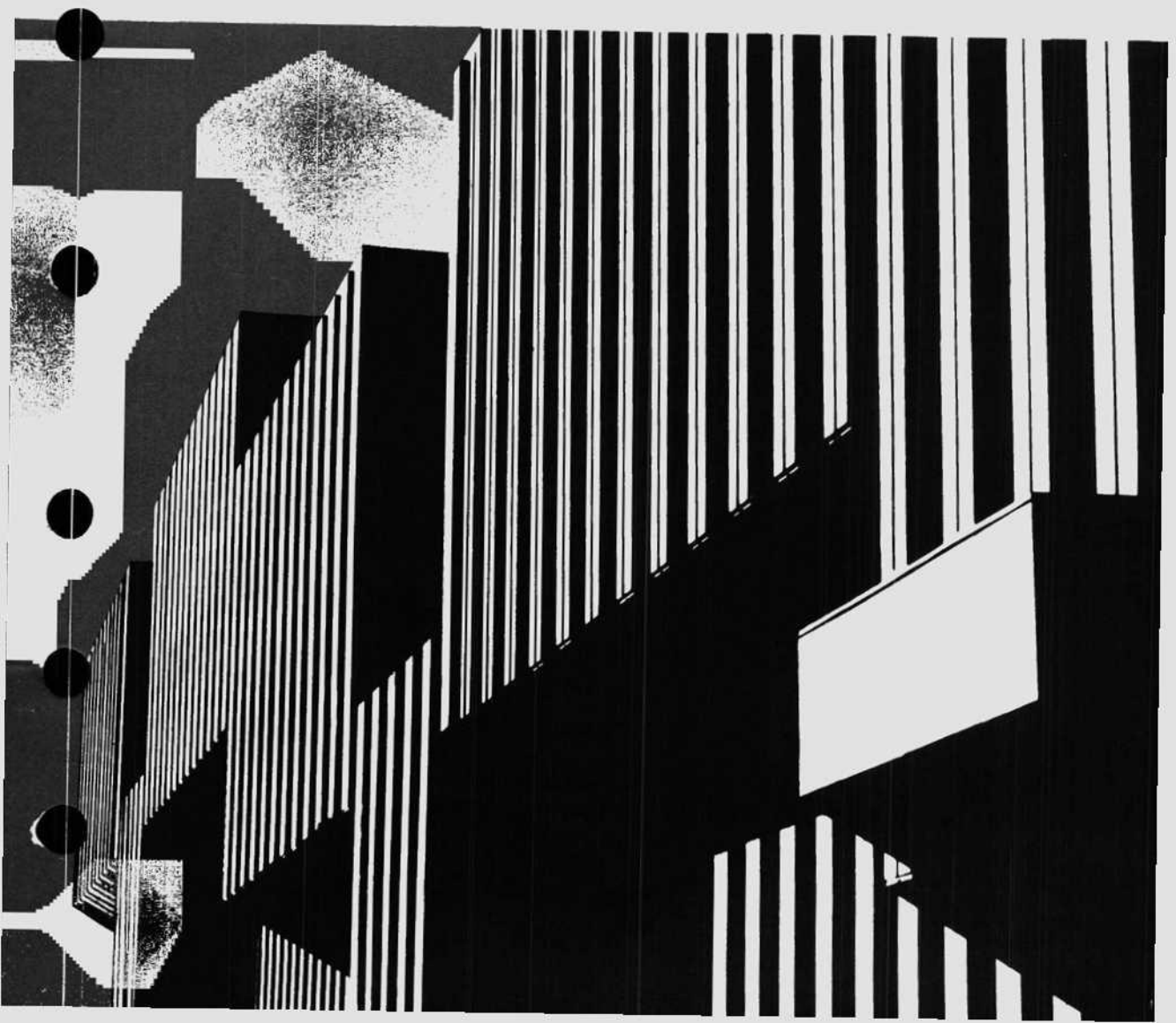
GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

106^e ANNEE
VOL. 106
N^o 3
413

PARTIE 2
LOIS ET RÉGLEMENTS

PART 2
LAWS AND REGULATIONS



PARTIE 2

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est publiée en vertu de la Loi sur la Législature (S.R.Q. 1964, ch. 6 et am.) et du Règlement concernant la *Gazette officielle du Québec* (A.C. 3213-72, au moins les deuxième et quatrième mercredis de chaque mois.

La Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* comprend tous les actes d'une nature législative, c'est-à-dire les lois de l'Assemblée nationale et les textes réglementaires adoptés par arrêté en conseil ou décret, par ordonnance ou autres actes comportant l'édition de normes générales et impersonnelles. On insère également dans cette partie les proclamations mettant en vigueur toute ou partie d'une loi. On a donc voulu réunir dans cette deuxième partie tous les actes à caractère législatif.

Il est possible d'obtenir un tiré à part de tout règlement ou de tout texte réglementaire publié dans le présent numéro en s'adressant à l'Éditeur officiel du Québec qui indiquera le tarif sur demande.

On peut consulter la *Gazette officielle du Québec* Partie 2, dans la plupart des bibliothèques.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Gazette officielle du Québec* Partie 2 est de \$30 et le prix d'un exemplaire de \$1.00. Prière d'adresser les commandes à l'Éditeur officiel du Québec, Québec.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

PART 2

NOTICE TO READERS

The *Québec Official Gazette* is published under the authority of the Legislature Act (R.S.Q. 1964, ch. 6 and am.) and the Regulation respecting the *Québec Official Gazette* (O.C. 3213-72) on at least the second and fourth Wednesday of each month.

Part 2 of the *Québec Official Gazette* contains all instruments of a legislative nature, namely the acts of the National Assembly and all statutory instruments made by Order in Council, decree or ordinance, or any other instrument concerning the enactment of general and impersonal rules. Every proclamation enforcing all or part of an act is also inserted in this Part. Thus, the object of Part 2 is the publication in one edition of legislative instruments only.

Each regulation or statutory instrument published in this number may be obtained as a separate reprint from the Québec Official Publisher who will quote rates on request.

The *Québec Official Gazette* Part 2 is available in most libraries for consultation.

The cost of an annual subscription to the *Québec Official Gazette* Part 2 is \$30, and single issues \$1.00. Orders should be addressed to the Québec Official Publisher, Québec.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Cité Parlementaire,
Québec G1A 1G7, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec G1A 1G7, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

LOIS ET RÈGLEMENTS

LAWS AND REGULATIONS

Textes réglementaires

Statutory instruments

C.T. 77160, 9 janvier 1974
Règ. 74-10, 15 janvier 1974

LOI DE LA FONCTION PUBLIQUE
(L.Q., 1965, ch. 14)

Personnel de bureau, techniciens, etc.

CONCERNANT le « Règlement concernant le statut particulier des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés au Centre de réadaptation de la Commission des accidents du travail ».

ATTENDU QUE la Commission de la fonction publique a adopté, à son assemblée du 12 décembre 1973, un règlement concernant le statut particulier des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés au Centre de réadaptation de la Commission des accidents du travail;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi de la fonction publique (L.Q., 1965, 1ère session, ch. 14) les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et doivent être publiés dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 22 de la Loi de l'administration financière (L.Q., 1970, ch. 17) le Conseil du trésor exerce les pouvoirs qui sont conférés au lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la fonction publique;

IL EST DÉCIDÉ par le Conseil du trésor:

QUE soit approuvé le « Règlement concernant le statut particulier des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail, adopté par la Commission de la fonction publique à son assemblée du 12 décembre 1973 et dont une copie est jointe au présent C.T.;

QUE ce règlement prenne effet le 31 décembre 1973 et soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier adjoint du Conseil du trésor,
PIERRE-YVES VACHON.

T.B. 77160, 9 January 1974
Reg. 74-10, 15 January 1974

CIVIL SERVICE ACT
(S.Q. 1965, ch. 14)

Office personnel, technicians, etc.

CONCERNING the Regulation respecting the particular status of supervisors of office personnel, technicians and integrated personnel at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

WHEREAS the Civil Service Commission made, at its meeting held on 12 December 1973, a Regulation respecting the particular status of supervisors of office personnel, technicians and integrated personnel at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission;

WHEREAS under section 16 of the Civil Service Act (S.Q., 1965, 1st Session, ch. 14), the regulations of the Commission shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and shall be published in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS under section 22 of the Financial Administration Act (S.Q., 1970, ch. 17), the Treasury Board shall exercise the powers conferred upon the Lieutenant-Governor in Council under the Civil Service Act;

IT IS DECIDED by the Treasury Board:

THAT the Regulation respecting the particular status of supervisors of office personnel, technicians and integrated personnel at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission, made by the Civil Service Commission at its meeting held on 12 December 1973, a copy of which is annexed to this T.B., be approved;

THAT this Regulation become effective on 31 December 1973 and be published in the *Québec Official Gazette*.

PIERRE-YVES VACHON,
Assistant Clerk of the Treasury Board.

Règlement de la Commission de la
fonction publique concernant le
statut particulier des agents de maîtrise
du personnel de bureau, techniciens et
assimilés au Centre de Réadaptation de la
Commission des accidents du travail

Première partie

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Ce règlement comprend les emplois d'encadrement immédiat du personnel de bureau, techniciens et assimilés au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail. Les titulaires de ces emplois sont responsables de la supervision technique et administrative de diverses activités reliées à la réalisation de certains programmes au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

Le rôle général des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail consiste à s'assurer que les travaux progressent selon les étapes prévues, à recommander des modifications aux programmes d'activités, à diriger, coordonner et contrôler le personnel d'exécution nécessaire à la réalisation de ces programmes, à noter ou réviser la notation du personnel sous sa direction et à représenter l'employeur dans l'application des normes des conventions collectives de travail.

CLASSIFICATION

La classification des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail comprend les classes suivantes:

Section: Approvisionnement: La classe d'agent de maîtrise en approvisionnement au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

Section: Électrotechnique et mécanique du bâtiment: La classe d'agent de maîtrise en électrotechnique et en mécanique du bâtiment au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

Section: Physiothérapie ou ergothérapie: La classe d'agent de maîtrise en physiothérapie ou ergothérapie au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

Section: Prothèse ou orthèse: La classe d'agent de maîtrise en prothèse ou orthèse au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

Regulation of the Civil Service Commission
respecting the particular status of
supervisors of office personnel,
technicians and integrated personnel
at the Rehabilitation Centre of the
Workmen's Compensation Commission

Part I

GENERAL PROVISIONS

This Regulation concerns the employment of immediate superiors of office personnel, technicians and integrated personnel at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission. The holders of such employment are responsible for the technical and administrative supervision of various activities related to the implementation of certain programmes at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

The duties of the supervisors of office personnel, technicians and integrated personnel at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission consist in ensuring the conduct of operations in accordance with the rules of procedure laid down, in recommending modifications to activity programmes, in directing, coordinating and controlling the operating personnel necessary to the enforcement of such programmes, in rating or reviewing the rating of the personnel under their control and in representing the employer in the enforcement of collective labour agreement standards.

CLASSIFICATION

The classification of supervisors of office personnel, technicians and integrated personnel at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is as follows:

Division: Supplies: The supply supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

Division: Building electrotechnology and mechanics: The building electrotechnology and mechanics supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

Division: Physiotherapy or ergotherapy: The physiotherapy or ergotherapy supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

Division: Prosthesis or orthopedic apparatus: The prosthesis or orthopedic apparatus technician supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

Section: Radiologie médicale: La classe d'agent de maîtrise en radiologie médicale au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

Section Récréation: La classe d'agent de maîtrise en récréation au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

Section: Soins infirmiers: La classe I d'agent de maîtrise en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

La classe II d'agent de maîtrise en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

Section: Soutien administratif: La classe d'agent de maîtrise du personnel de bureau au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

La description des classes ci-haut mentionnées apparaît à la deuxième partie de ce règlement intitulé: « Description des fonctions caractéristiques des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail. ».

Intégration: L'employé de la fonction publique temporaire ou permanent dont le travail consiste, à la date de l'approbation du présent règlement, à exercer de façon principale et habituelle des fonctions correspondant à l'ensemble ou à une partie significative des fonctions caractéristiques de l'une ou l'autre des classes d'emploi du règlement des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail est intégré à cette classe. Cette intégration prend effet au 31 décembre 1973.

L'employé est informé de son intégration par un avis écrit signé par le directeur du personnel de la Commission des accidents du travail. Cet avis doit comporter notamment l'identification complète de l'employé, son classement et son traitement à la date de l'approbation du présent règlement, le classement résultant de son intégration et la date à laquelle son nouveau classement prend effet.

Droit d'appel: L'employé intégré peut en appeler de son classement lorsque, selon lui, la classe d'emploi qui lui a été attribuée à l'intégration ne l'a pas été en conformité avec la règle édictée au premier alinéa de la rubrique « Intégration ».

Procédure d'appel: L'employé doit loger l'appel prévu ci-haut auprès de la Commission dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de l'avis lui indiquant son nouveau classement; l'exercice de ce droit d'appel est réglé quant au reste par l'article 4 du règlement de la Commission concernant le droit et la procédure d'appel relatif au classement de certains fonctionnaires, approuvé par le C.T. 67777 du 22 novembre 1972.

Division: Medical radiology: The medical radiology supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

Division: Recreation: The recreation supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

Division: Nursing care: The nursing care supervisor Class I at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

The nursing care supervisor Class I at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

Division: Clerical personnel: The office personnel supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

The above-mentioned classes are described in Part II of this Regulation entitled: "Description of main duties of supervisors of office personnel, technicians and integrated personnel at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission".

Integration: The employee of the Civil Service employed on a temporary or permanent basis whose work consisted, on the date of approval of this Regulation, in carrying out the main and regular duties corresponding to the whole, or a significant part, of the duties pertaining to one or other of the classes of employment of the Regulation respecting supervisors of office personnel, technicians and integrated personnel at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is integrated to that class. This integration is effective on 31 December 1973.

The employee is notified of his integration by a written notice signed by the personnel manager of the Workmen's Compensation Commission. This notice must include, in particular, the employee's complete identification, his classification and his salary at the date of approval of this Regulation, the classification resulting from his integration and the date on which his new classification takes effect.

Right of appeal: The integrated employee may appeal from his classification when, according to him, the employment class which was assigned to him at integration was not assigned in accordance with the rule enacted in the first paragraph under the heading "Integration".

Appeal procedure: The employee must lodge the appeal hereinabove provided for with the Commission within 30 days following upon the date of receipt of the notice informing him of his new classification; the exercise of this right of appeal is governed in respect of the remainder by section 4 of the Regulation of the Commission respecting the right and procedure of appeal from decisions concerning the classification of certain functionaries, approved by T.B. 67777 dated 22 November 1972.

Entrée en vigueur: Le présent règlement entre en vigueur à la date de son approbation par l'autorité compétente et prend effet le 31 décembre 1973.

Coming into force: This Regulation shall come into force on the date of its approval by the competent authority and shall become effective on 31 December 1973.

Deuxième partie

Part II

Description des fonctions caractéristiques des agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

Description of main duties of supervisors of office personnel, technicians and integrated personnel at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

Section

Division

APPROVISIONNEMENT

SUPPLIES

La classe d'agent de maîtrise en approvisionnement au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

The supply supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission

1. Fonctions caractéristiques: L'agent de maîtrise en approvisionnement au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail est responsable de la supervision technique et administrative des activités du magasin.

1. Main duties: The supply supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is responsible for the technical and administrative supervision of the store activities.

L'agent de maîtrise en approvisionnement au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail dirige des magasiniers et du personnel ouvrier; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il répartit le travail entre les employés sous son autorité; il contrôle l'exécution du travail de son personnel; il détermine les priorités dans l'exécution du travail des employés qu'il dirige; il est responsable de la définition et de l'application des procédures de réception, de classement des diverses marchandises et de distribution; il contrôle le système d'inventaire continu; il fait préparer et vérifie les demandes d'achats pour le matériel requis; il assure un stock suffisant de marchandises pour répondre aux besoins des différentes sections.

The supply supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission directs stock-keepers and workmen; he ensures that new employees are initiated in their work; he distributes the work among the employees under his jurisdiction; he controls the carrying out of the work of his personnel; he determines priorities in the carrying out of the work of the employees he directs; he is responsible for the definition and application of procedures for the reception, classification and distribution of various goods; he controls the continuous inventory system; he has purchase slips for the material required prepared and verifies them; he ensures a sufficient stock of goods to meet the needs of the various divisions.

Enfin, l'agent de maîtrise en approvisionnement au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

Further, the supply supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission may be assigned other related duties.

Section

Division

ÉLECTROTECHNIQUE ET MÉCANIQUE DU BÂTIMENT

BUILDING ELECTROTECHNOLOGY AND MECHANICS

La classe d'agent de maîtrise en électrotechnique et en mécanique du bâtiment au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

The building electrotechnology and mechanics supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

1. Fonctions caractéristiques: L'agent de maîtrise en électrotechnique et en mécanique du bâtiment au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail est responsable de la supervision technique et administrative des activités reliées aux travaux d'entretien et de réparation en électrotechnique et en mécanique du bâtiment des différents édifices de la Commission des accidents du travail.

1. Main duties: The building electrotechnology and mechanics supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is responsible for the technical and administrative supervision of the activities related to maintenance work and repairs in building electrotechnology and mechanics for various buildings of the Workmen's Compensation Commission.

L'agent de maîtrise en électrotechnique et en mécanique du bâtiment au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail dirige des techniciens en électrotechnique, des techniciens en mécanique du bâtiment, des techniciens de l'équipement motorisé et du personnel ouvrier; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il vérifie la présence au travail des employés qu'il dirige et autorise leurs absences; il détermine les priorités dans l'exécution du travail des employés sous son autorité; il répartit le travail entre son personnel; il contrôle l'exécution du travail des employés qu'il dirige par la révision et l'analyse de leurs rapports d'activités et par des tournées occasionnelles sur le terrain; il collige, vérifie et analyse les documents nécessaires à l'exécution des travaux; il fait rapport sur les progrès des travaux et sur les coûts impliqués; il voit à ce que les matériaux et méthodes de réparation soient conformes aux normes en vigueur; il peut être appelé à participer à des travaux de recherche dans le but d'améliorer divers systèmes électro-mécaniques et leurs composantes; il est responsable de placer les commandes pour l'achat des matériaux nécessaires aux divers travaux.

Enfin, l'agent de maîtrise en électrotechnique et en mécanique du bâtiment au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

Section

PHYSIOTHÉRAPIE OU ERGOTHÉRAPIE

La classe d'agent de maîtrise en physiothérapie ou ergothérapie au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

1. Fonctions caractéristiques: L'agent de maîtrise en physiothérapie ou ergothérapie au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail est responsable de la supervision technique et administrative des activités de la section physiothérapie ou de la section ergothérapie.

L'agent de maîtrise en physiothérapie ou ergothérapie au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail dirige des physiothérapeutes ou des ergothérapeutes, des auxiliaires en réadaptation physique et du personnel de soutien administratif; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il répartit le travail entre les employés sous son autorité; il contrôle l'exécution du travail des employés qu'il dirige; il voit à assurer le bon fonctionnement des appareils et accessoires utilisés dans sa section; il voit à la formation et au perfectionnement du personnel aux nouvelles techniques de physiothérapie ou d'ergothérapie; il entretient des relations étroites et constantes avec les autres sections au Centre de Réadaptation oeuvrant dans des domaines connexes.

The building electrotechnology and mechanics supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission directs technicians in electrotechnology, technicians in buildings mechanics, technicians in motorized equipment and workmen he ensures that new employees are initiated in their work; he verifies the attendance at work of the employees he directs and authorizes their absences; he determines priorities in the carrying out of the work of the employees under his jurisdiction; he distributes the work among his personnel; he controls the carrying out of the work of the employees he directs through the revision and analysis of their activity reports and by occasional field tours; he collects, verifies and analyses the documents necessary for the carrying out of the work; he reports on the progress of the work and on the costs involved; he ensures that the materials and methods of repair conform to the standards in force; he may be called upon to participate in research work for the purpose of improving various electro-mechanic systems and their components; he is responsible for the ordering of material necessary for the various work.

Further, the building electrotechnology and mechanics supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission may be assigned other related duties.

Division

PHYSIOTHERAPY OR ERGOTHERAPY

The physiotherapy or ergotherapy supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

1. Main duties: The physiotherapy or ergotherapy supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is responsible for the technical and administrative supervision of the activities of the physiotherapy division or the ergotherapy division.

The physiotherapy or ergotherapy supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission directs physiotherapists or occupational therapists, auxiliaries in physical rehabilitation and administrative clerical personnel; he ensures that new employees are initiated in their work; he distributes the work among his personnel; he controls the carrying out of the work of the employees he directs; he ensures the proper functioning of the apparatus and accessories used in his division; he provides for the training and perfecting of his personnel in the new techniques of physiotherapy or ergotherapy; he maintains close and constant relations with the other divisions of the Rehabilitation Centre working in related fields.

Enfin, l'agent de maîtrise en physiothérapie ou ergothérapie au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

Further, the physiotherapy or ergotherapy supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission may be assigned other related duties.

Section

PROTHÈSE OU ORTHÈSE

La classe d'agent de maîtrise en prothèse ou orthèse au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

1. Fonctions caractéristiques: L'agent de maîtrise en prothèse ou orthèse au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail est responsable de la supervision des activités techniques et administratives de la section prothèse ou orthèse.

L'agent de maîtrise en prothèse ou orthèse au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail dirige des prothésistes ou orthésistes, des auxiliaires-prothésistes ou auxiliaires-orthésistes et du personnel de soutien administratif; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il répartit le travail entre les employés sous son autorité; il contrôle l'exécution du travail de son personnel; il détermine les priorités dans l'exécution du travail des employés qu'il dirige; il adapte et développe de nouvelles méthodes de travail et améliore celles déjà existantes; il voit à la formation et au perfectionnement de son personnel aux nouvelles techniques de prothèse ou orthèse; il participe aux cliniques de réadaptation; il voit à l'approvisionnement en matériel de sa section; il entretient des relations étroites et constantes avec les autres sections du Centre de Réadaptation œuvrant dans des domaines connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise en prothèse ou orthèse au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

Section

RADIOLOGIE MÉDICALE

La classe d'agent de maîtrise en radiologie médicale au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

1. Fonctions caractéristiques: L'agent de maîtrise en radiologie médicale au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail est responsable de la supervision technique et administrative des activités de la section radiologie.

L'agent de maîtrise en radiologie médicale au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail dirige des techniciens en radiologie médicale, des auxiliaires

Division

PROSTHESES OR ORTHOPEDIC APPARATUS

The prostheses or orthopedic apparatus technician supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

1. Main duties: The prostheses or orthopedic apparatus technician supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is responsible for the supervision of technical and administrative activities of the prostheses or orthopedic apparatus division.

The prostheses or orthopedics technician supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission directs prosthetists or orthopedics technicians, assistant prosthetists or assistant orthopedics technicians and the clerical personnel; he ensures that new employees are initiated in their work; he distributes the work among the employees under his jurisdiction; he ensures that the work of his personnel is done; he determines priorities in the carrying out of the work of the employees whom he directs; he adjusts and develops new working methods and improves those already existing; he ensures the training and perfecting of his personnel in new prosthesis or orthopedic apparatus techniques; he participates in clinical lectures dealing with rehabilitation; he ensures the supplying of material for his division; he maintains close and constant relations with the other divisions of the Rehabilitation Centre involved in related fields.

Further, the prostheses or orthopedic apparatus technician supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission may be assigned other related duties.

Division

MEDICAL RADIOLOGY

The medical radiology technician supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

1. Main duties: The medical radiology technician supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is responsible for the technical and administrative supervision of the activities of the radiology division.

The medical radiology technician supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission directs medical radiology technicians, labora-

de laboratoire et du personnel de soutien administratif; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il répartit le travail entre les employés sous son autorité; il contrôle l'exécution du travail des employés qu'il dirige; il adapte et développe de nouvelles méthodes de travail et améliore celles déjà existantes; il s'assure du bon fonctionnement des appareils de radiologie; il voit à la formation et au perfectionnement du personnel aux nouvelles techniques de radiologie médicale; il entretient des relations étroites et constantes avec les autres sections du Centre de Réadaptation oeuvrant dans des domaines connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise en radiologie médicale au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

Section RÉCRÉATION

La classe d'agent de maîtrise en récréation au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

1. Fonctions caractéristiques: L'agent de maîtrise en récréation au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail est responsable de la supervision technique et administrative des activités de divertissement et de récréation offertes aux accidentés du travail.

L'agent de maîtrise en récréation au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail dirige des moniteurs en récréation; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il répartit le travail entre les employés sous son autorité; il contrôle l'exécution du travail de son personnel; il détermine les priorités dans l'exécution du travail des employés qu'il dirige; il vérifie la présence au travail des employés qu'il dirige et établit des horaires rotatifs de travail; il planifie, coordonne et contrôle les activités de récréation offertes aux accidentés du travail; il voit à ce que les appareils, les accessoires et l'équipement soient maintenus en bon état; il entretient des relations étroites et constantes avec les autres sections du Centre de Réadaptation oeuvrant dans des domaines connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise en récréation au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

Section SOINS INFIRMIERS

La classe I d'agent de maîtrise en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

1. Fonctions caractéristiques: L'agent de maîtrise de la classe I en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail est responsable de

tory assistants and clerical personnel; he ensures that new employees are initiated in their work; he distributes the work among the employees under his jurisdiction; he ensures that the work of his personnel is done; he adjusts and develops new working methods and improves those already existing; he ensures the good operation of the radiology equipment; he ensures the training and perfecting of the personnel in new medical radiology techniques; he maintains close and constant relations with the other divisions of the Rehabilitation Centre involved in related fields.

Further, the medical radiology supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission may be assigned other related duties.

Division RECREATION

The recreation supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

1. Main duties: The recreation supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is responsible for the technical and administrative supervision of the entertainment and recreational activities provided to work-accident victims.

The recreation supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission directs recreation instructors; he ensures that new employees are initiated in their work; he distributes the work among the employees under his jurisdiction; he ensures that the work of his personnel is done; he determines priorities in the carrying out of the work of the employees whom he directs; he verifies the attendance of the employees whom he directs and prepares shift schedules; he plans, coordinates and controls the recreational activities provided to work-accident victims; he ensures that the apparatus, accessories and equipment are kept in good condition; he maintains close and constant relations with the other divisions of the Rehabilitation Centre involved in related fields.

Further, the recreation supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission may be assigned other related duties.

Division NURSING CARE

The nursing care supervisor class I at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

1. Main duties: The nursing care supervisor class I at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is responsible for the organization, coordina-

l'organisation, de la coordination et du contrôle des activités de l'ensemble de la section des soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

L'agent de maîtrise de la classe I en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail dirige des agents de maîtrise de la classe II en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail ainsi que des infirmiers ou infirmières; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il répartit le travail entre les employés sous son autorité; il contrôle l'exécution du travail de son personnel; il détermine les priorités dans l'exécution du travail des employés qu'il dirige; il planifie et coordonne les activités des sous-sections qui lui sont rattachées; il procède à des études et à des recherches concernant les problèmes rencontrés au sein de sa section en vue de prendre les décisions qui s'imposent ou de proposer des solutions envisagées; il approuve certains dossiers qui présentent des problèmes complexes; il s'assure du respect et de l'application des directives et instructions de régie interne; il est fréquemment appelé à participer au sein de comités à l'étude de problèmes techniques ou de gestion interne; il contrôle le système de laissez-passer pour les accidentés du travail; il entretient des relations étroites et constantes avec les autres sections du Centre de Réadaptation oeuvrant dans des domaines connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise de la classe I en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

Section

SOINS INFIRMIERS

La classe II d'agent de maîtrise en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

1. Fonctions caractéristiques: L'agent de maîtrise de la classe II en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail est responsable de la supervision technique et administrative des activités reliées à certains soins infirmiers généraux dispensés aux accidentés du travail.

L'agent de maîtrise de la classe II en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail dirige des auxiliaires infirmiers ainsi que des surveillants en institution; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il vérifie et établit des horaires rotatifs de travail; il vérifie l'exécution du travail des employés sous son autorité; il voit à ce que les appareils, les accessoires et l'équipement soient maintenus en bon état; il voit à l'application des mesures de sécurité dans sa section; il assure l'application d'un système de laissez-passer pour les accidentés du travail.

tion and control of the activities of the entire nursing division at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

The nursing care supervisor class I at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission directs nursing care supervisors class II at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission and also male nurses or female nurses; he ensures that new employees are initiated in their work; he distributes the work among the employees under his jurisdiction; he ensures that the work of his personnel is done; he determines priorities in the carrying out of the work to be done by the employees whom he directs; he plans and coordinates the activities of the subdivisions for which he is responsible; he carries out studies and research concerning the problems encountered within his division in order to make essential decisions or to recommend anticipated solutions; he approves certain records which present complex problems; he ensures that directives and internal management orders are complied with and implemented; he is often required to participate in committees for the study of technical or internal management problems; he controls the pass system for work-accident victims; he maintains close and constant relations with the other divisions of the Rehabilitation Centre involved in related fields.

Further, the nursing care supervisor class I at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission may be assigned other related duties.

Division

NURSING CARE

The nursing care supervisor class II at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

1. Main duties: The nursing care supervisor class II at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is responsible for the technical and administrative supervision of the activities related to certain general nursing care provided to work-accident victims.

The nursing care supervisor class II at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission directs nursing assistants and also institution supervisors; he ensures that new employees are initiated in their work; he verifies and prepares shift schedules; he ensures that the work of the employees under his authority is done; he ensures that the apparatus, accessories and equipment are kept in good condition; he ensures that security measures are applied in his division; he ensures that a pass system is implemented for work-accident victims.

Enfin, l'agent de maîtrise de la classe II en soins infirmiers au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

Section

SOUTIEN ADMINISTRATIF

La classe d'agent de maîtrise de personnel de bureau au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail.

1. Fonctions caractéristiques: L'agent de maîtrise de personnel de bureau au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail est responsable de l'organisation, de la coordination et du contrôle des activités d'une section administrative chargée de l'application de règlements, de directives et de mesures administratives.

L'agent de maîtrise de personnel de bureau au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail dirige à titre de supérieur immédiat du personnel de soutien administratif composé majoritairement d'agents de bureau; il voit à l'initiation au travail des nouveaux employés; il répartit le travail entre les employés sous son autorité; il vérifie la présence au travail des employés qu'il dirige; il autorise leur absence; il contrôle l'exécution du travail de son personnel par la révision des rapports d'activités; il détermine les priorités dans l'exécution du travail des employés sous son autorité; il s'assure du respect et de l'application des directives et instructions de régie interne; il rédige des rapports périodiques sur les activités de sa section administrative; il entretient des relations étroites et constantes avec les autres sections du Centre de Réadaptation oeuvrant dans des domaines connexes.

Enfin, l'agent de maîtrise de personnel de bureau au Centre de Réadaptation de la Commission des accidents du travail peut se voir confier d'autres fonctions connexes.

328-o

Further, the nursing care supervisor class II at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission may be assigned other related duties.

Division

CLERICAL PERSONNEL

The office personnel supervisor class at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission.

1. Main duties: The office personnel supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission is responsible for the organization, coordination and control of the activities of an administrative division responsible for the implementation of regulations, directives and administrative procedures.

The office personnel supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission directs, as immediate superior, the clerical personnel principally consisting of office clerks; he ensures that new employees are initiated in their work; he distributes the work among the employees under his jurisdiction; he verifies the attendance of the employees whom he directs; he authorizes their absence; he ensures that the work of his personnel is done by reviewing the activity reports; he determines priorities in the carrying out of the work of the employees under his jurisdiction; he ensures that the directives and internal management orders are complied with and implemented; he prepares periodical reports on the activities of his administrative division, he maintains close and constant relations with the others divisions of the Rehabilitation Centre involved in related fields.

Further, the office personnel supervisor at the Rehabilitation Centre of the Workmen's Compensation Commission may be assigned other related duties.

328-o



A.C. 189-74, 16 janvier 1974
 Règ. 74-26, 22 janvier 1974
 LOI DES MINES
 (L.Q., 1965, ch. 34)

Règlement concernant la Loi des mines

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement pour prescrire les formules à utiliser dans l'application de la Loi des mines.

ATTENDU QU'en vertu de l'alinéa *u* de l'article 268 de la Loi des mines, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer les formules à utiliser dans l'application de ladite loi;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil 312 du 8 février 1968, le lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé un règlement pour prescrire des formules à être utilisées pour l'obtention de permis de prospecteur et de permis de mise en valeur;

ATTENDU QU'en vertu de la loi modifiant la Loi des mines (L.Q., 1970, ch. 27) les travaux requis pour chaque acre sont évalués en dollars et non pas en heures d'ouvrage comme auparavant;

ATTENDU QU'en vertu de l'arrêté en conseil 4283 du 15 décembre 1971, huit (8) règlements ont été adoptés concernant les travaux de recherche à être évalués en dollars conformément à la section IX de la Loi des mines tel que modifiée par le chapitre 27 des lois de 1970;

ATTENDU QUE conséquemment, il y a lieu de modifier la formule de demande d'émission et de renouvellement de permis de mise en valeur par suite de l'adoption desdits règlements.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des richesses naturelles:

QUE l'arrêté en conseil 312 du 8 février 1968, prescrivant les formules à être utilisées dans l'application de la Loi des mines soit modifié en remplaçant la formule de demande de permis de mise en valeur par la formule dont le texte est joint au présent arrêté en conseil;

QUE ce règlement ait force de loi après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
 JULIEN CHOUINARD.

O.C. 189-74, 16 January 1974
 Reg. 74-26, 22 January 1974
 MINING ACT
 (S.Q., 1965, ch. 34)

Regulation under the Mining Act

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING a regulation prescribing the forms to be used in the application of the Mining Act.

WHEREAS under paragraph *u* of section 268 of the Mining Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to prescribe the forms to be used in the application of the said Act;

WHEREAS under Order in Council 312 dated 8 February 1968, the Lieutenant-Governor in Council approved a regulation prescribing the forms to be used to obtain a prospector's licence or a development licence;

WHEREAS under the Act to amend the Mining Act (S.Q., 1970, ch. 27), the work required for each acre shall be appraised in dollars rather than in hours of work as before;

WHEREAS under Order in Council 4283 dated 15 December 1971, eight (8) regulations were enacted respecting exploration work to be appraised in dollars in accordance with Division IX of the Mining Act amended by chapter 27 of the 1970 Statutes;

WHEREAS as a result of the enactment of such regulations, it is expedient to modify the application form for the issuance and renewal of development licences;

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT Order in Council 312 dated 8 February 1968 prescribing the forms to be used in the application of the Mining Act be amended by replacing the application form for a development licence by the form annexed to this Order in Council;

THAT this Regulation have force of law following upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
 Clerk of the Executive Council.

TRAVAUX REQUIS SUR LES CLAIMS – WORK REQUIRED ON THE CLAIMS

NOUVEAUX TRAVAUX valables pour l'année courante des claims précités
NEW WORK valid for current year of above-mentioned claims

– Sur les claims visés par la demande (Articles 76, 80, 81, 82, 86) Pointez s'il y a lieu
 – On the claims covered by the application (Sections 76, 80, 81, 82, 86) Check if applicable

– Sur des terrains contigus (Articles 78, 79) portant les numéros – On contiguous lands (Sections 78, 79) the numbers of which are:

Genre de travaux – Type of work	Soumission par – Filing by	Date de dépôt Date of filing	Coût – Cost
			\$

TOTAL: \$

SURPLUS DE TRAVAUX ACCUMULÉS – SURPLUS WORK ACCUMULATED

– Sur les claims visés par la demande (Article 77): Pointez s'il faut utiliser ces travaux et précisez s'il y a lieu:
 – On the claims covered by the application (Section 77): Check if such work is to be used and give details if advisable:

– Sur des terrains contigus (Articles 77, 78) portant les numéros:
 – On contiguous lands (Sections 77, 78) the numbers of which are:

REMARQUES, EXPLICATIONS – ADDITIONAL INFORMATION



A.C. 206-74, 16 janvier 1974
Règ. 74-27, 22 janvier 1974

LOI DES TRANSPORTS
(L.Q. 1972, ch. 55)

Camionnage en vrac

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement 12E1 remplaçant le Règlement 12E.

ATTENDU QUE le Règlement 12E modifiant le Règlement 12 sur le camionnage en vrac a été adopté par l'arrêté en conseil 4191-73 du 27 décembre 1973;

ATTENDU QUE ledit Règlement 12E modifie les normes de taux et tarifs du camionnage en vrac;

ATTENDU QUE le Commission des transports du Québec doit statuer à l'intérieur desdites normes;

ATTENDU QUE lors de l'adoption dudit Règlement 12E des demandes relatives à des modifications de taux et tarifs de camionnage en vrac étaient pendantes devant la Commission des transports du Québec;

ATTENDU QUE le Règlement 12E astreint les requérants dans les affaires susdites à modifier leur demande de telle façon que des publications additionnelles soient nécessaires;

ATTENDU QUE lesdites publications entraîneraient des délais additionnels causant aussi des préjudices sérieux aux requérants dans lesdites affaires;

ATTENDU QU'il est urgent que la Commission statue sur les demandes pendantes relatives aux taux et tarifs de transport par camionnage en vrac;

ATTENDU QU'il y a lieu par conséquent de dispenser les requérants, dans lesdites affaires, de publications additionnelles;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports:

QUE le Règlement 12E1 annexé au présent arrêté en conseil soit adopté et entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

**Règlement 12E1 remplaçant
le Règlement 12E**

12E.1.1 Le Règlement 12E modifiant le Règlement 12 sur le camionnage en vrac adopté par l'arrêté en conseil 4791-73 du 27 décembre 1973 est remplacé par le suivant:

O.C. 206-74, 16 January 1974
Reg. 74-27, 22 January 1974

TRANSPORT ACT
(S.O., 1972, ch. 55)

Bulk trucking

Present: The Lieutenant-Governor in Council in Council.

CONCERNING Regulation 12E1 replacing Regulation 12E.

WHEREAS Regulation 12E amending Regulation 12 respecting bulk trucking was enacted under Order in Council 4191-73 dated 27 December 1973;

WHEREAS the said Regulation 12E amends the standards governing bulk trucking rates and tariffs;

WHEREAS the Québec Transport Commission must make rulings within the said standards;

WHEREAS upon the enactment of the said Regulation 12E, applications relative to amendments of bulk trucking rates and tariffs were pending before the Québec Transport Commission;

WHEREAS under Regulation 12E applicants in the abovementioned matters are compelled to modify their application thereby making it necessary to have additional publications;

WHEREAS the said publications would involve additional delays also resulting in serious prejudice to applicants in the said matters;

WHEREAS it is urgent that the Commission decide on the pending applications relative to bulk trucking transport rates and tariffs;

WHEREAS it is therefore expedient to exempt the applicants in the said matters from additional publications;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Regulation 12E1 annexed to this Order in Council be enacted and come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Regulation 12E1 replacing
Regulation 12E**

12E.1.1 Regulation 12E amending Regulation 12 respecting bulk trucking enacted under Order in Council 4791-73 dated 27 December 1973 is replaced by the following:

« Règlement 12E modifiant le Règlement 12 sur le camionnage en vrac.

12E.1 Le Règlement 12 sur le camionnage en vrac adopté par l'arrêté en conseil 2389-73 du 29 juin 1973, modifié par le Règlement 12A adopté par l'arrêté en conseil 2689-73 du 19 juillet 1973, par le Règlement 12B adopté par l'arrêté en conseil 3363-73 du 19 septembre 1973, par le Règlement 12C adopté par l'arrêté en conseil 3497-73 du 25 septembre 1973, par le Règlement 12D adopté par l'arrêté en conseil 3596-73 du 25 septembre 1973 est de nouveau modifié:

a) en remplaçant l'article 12.46 par le suivant:

« 12.46 Le taux minimum à la tonne pour un service de camionnage en vrac fourni au moyen d'un véhicule ou d'un ensemble de véhicules de 3 essieux ou moins est:

- a) de \$0.24 du lieu d'origine jusqu'au premier mille;
- b) de \$0.06 par mille ou fraction de mille du premier jusqu'au trentième mille;
- c) de \$0.05 par mille ou fraction de mille du trentième jusqu'au centième mille; et
- d) de \$0.04 par mille ou fraction de mille au-delà du centième mille.

b) en remplaçant l'article 12.47 par le suivant:

« 12.47 Le taux minimum à la tonne pour un service de camionnage en vrac fourni au moyen d'un véhicule ou d'un ensemble de véhicules de 3 essieux ou moins, pour le transport d'une des matières visées aux sous-paragraphes *i*, *iii*, *iv* et *viii* du paragraphe *b* de l'article 12.1, qui est effectué en tout ou en partie dans la zone II décrite à l'annexe E; est:

- a) de \$0.24 du lieu d'origine jusqu'au premier mille;
- b) de \$0.072 par mille ou fraction de mille du premier jusqu'au trentième mille;
- c) de \$0.05 par mille ou fraction de mille du trentième jusqu'au centième mille; et
- d) de \$0.04 par mille ou fraction de mille au-delà du centième mille.

c) en ajoutant immédiatement après l'article 12.47, le suivant:

« 12.47.1 Le taux minimum à la tonne pour un service de camionnage en vrac fourni au moyen d'un véhicule ou d'un ensemble de véhicules munis de plus de 3 essieux est:

- a) de \$0.24 du lieu d'origine jusqu'au premier mille;
- b) de \$0.06 par mille ou fraction de mille du premier jusqu'au trentième mille; et
- c) de \$0.03 par mille ou fraction de mille au-delà du trentième mille.

**Regulation 12E amending Regulation 12 respecting bulk trucking.

12E.1 Regulation 12 respecting bulk trucking enacted under Order in Council 2389-73 dated 29 June 1973, amended by Regulation 12A enacted under Order in Council 2689-73 dated 19 July 1973, by Regulation 12B enacted under Order in Council 3363-73 dated 19 September 1973, by Regulation 12C enacted under Order in Council 3497-73 dated 25 September 1973, by Regulation 12D enacted under Order in Council 3596-73 dated 25 September 1973 is further amended:

(a) by replacing section 12.46 by the following:

**12.46 The minimum rate per ton for a bulk trucking service furnished by means of a vehicle or combination of vehicles equipped with 3 axles or less shall be:

- (a) \$0.24 from the point of origin up to the first mile;
- (b) \$0.06 per mile or fraction of a mile from the first mile up to 30 miles;
- (c) \$0.05 per mile or fraction of a mile from 30 miles up to 100 miles; and
- (d) \$0.04 per mile or fraction of a mile for each mile in excess of 100 miles.

(b) by replacing section 12.47 by the following:

**12.47 The minimum rate per ton for a bulk trucking service furnished by means of a vehicle or combination of vehicles equipped with 3 axles or less, for the transport of the materials contemplated in subparagraphs *i*, *iii*, *iv* and *viii* of paragraph *b* of section 12.1, carried out in whole or in part within zone II described in Schedule E, shall be:

- (a) \$0.24 from the point of origin up to the first mile;
- (b) \$0.072 per mile or fraction of a mile from the first mile up to 30 miles;
- (c) \$0.05 per mile or fraction of a mile from 30 miles up to 100 miles; and
- (d) \$0.04 per mile or fraction of a mile for each mile in excess of 100 miles.

(c) by adding immediately after section 12.47 the following:

**12.47.1 The minimum rate per ton for a bulk trucking service furnished by means of a vehicle or combination of vehicles equipped with more than 3 axles shall be:

- (a) \$0.24 from the point of origin up to the first mile;
- (b) \$0.06 per mile or fraction of a mile from the first mile up to 30 miles; and
- (c) \$0.03 per mile or fraction of a mile for each mile in excess of 30 miles.

- d) en remplaçant, dans l'article 12.51, les mots « à celui qui a requis ses services » par les mots « aux autres parties au contrat de transport ».
- e) en remplaçant les mots « le requérant de service » par les mots « le récipiendaire d'une facture ».
- f) en ajoutant immédiatement après l'article 12.53, le suivant:
- « Au sens des articles 12.45 à 12.53, le mot « partie » signifie le transporteur et toute personne qui contribue à la rémunération du transporteur notamment au moyen d'une subvention. »

12E.2 Toute demande pendante relative aux taux et tarifs faite dans le cadre du Règlement 12 sur le camionnage en vrac adopté par l'arrêté en conseil 2389-73 du 29 juin 1973 avant l'entrée en vigueur du présent Règlement peut, avec la permission de la Commission, aux conditions qu'elle détermine, être amendée dans le cadre du présent Règlement, sans publication additionnelle. »

12E1.2 Le présent Règlement entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

330-o

- (d) by replacing in section 12.51 the words "to the person who requested his services" by the words "to the other parties to the transport contract".

- (e) by replacing the words "the person requesting the service" by the words "the recipient of an invoice".

- (f) by adding immediately after section 12.53 the following:

"Within the meaning of sections 12.45 to 12.53, the word "party" means the carrier and every person who contributes to the remuneration of the carrier, in particular by means of a subsidy."

12E.2 Every pending application relative to the rates and tariffs made within the scope of Regulation 12 respecting bulk trucking enacted under Order in Council 2389-73 dated 29 June 1973 prior to the coming into force of this Regulation may, with the consent of the Commission and upon the conditions which it determines, be amended within the scope of this Regulation, without any additional publication."

12E1.2 This Regulation shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

330-o



A.C. 211-74, 16 janvier 1974
Règ. 74-28, 22 janvier 1974

LOI MÉDICALE
(S.R.Q., 1964, ch. 249)

Amendement au règlement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à l'arrêté en conseil 4678-73, du 12 décembre 1973 concernant un règlement modifiant les Règlements du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

ATTENDU QUE lors de la rédaction de l'arrêté en conseil 4678-73, du 12 décembre 1973, on a omis par erreur d'inscrire à la fin du sous-alinéa 1. de l'alinéa *i* du paragraphe 35 de l'article 52a des Règlements du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à la suite des mots « date de naissance », les mots « et sexe ».

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des affaires sociales:

QUE l'arrêté en conseil 4678-73, du 12 décembre 1973, soit modifié de telle façon que l'on puisse lire à la fin du sous-alinéa 1. de l'alinéa *i* du paragraphe 35 de l'article 52a des Règlements du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à la suite des mots « date de naissance », les mots « et sexe ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

331-o

O.C. 211-74, 16 January 1974
Reg. 74-28, 22 January 1974

MEDICAL ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 249)

Amendment to the by-law

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to Order in Council 4678-73 dated 12 December 1973 respecting a by-law amending the By-laws of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec.

WHEREAS in the drafting of Order in Council 4678-73 dated 12 December, the words and "and sex" were omitted by error after the words "date of birth" at the end of subparagraph 1 of paragraph *i* of subsection 35 of section 52a of the By-laws of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec.

IT IS ORDERED therefore upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT Order in Council 4678-73 dated 12 December 1973 be amended such that the words "and sex" be inserted after the words "date of birth" at the end of subparagraph 1 of paragraph *i* of subsection 35 of section 52a of the By-laws of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

331-o



Règ. 74-29, 21 janvier 1974

LOI SUR LES BIENS CULTURELS
(L.Q., 1972, ch. 19)

Le ministre des affaires culturelles donne avis conformément à l'article 29 de la Loi sur les biens culturels (L.Q., 1972, ch. 19) qu'il a procédé au classement du bien culturel ci-dessous décrit et que ce classement prend effet à compter du 2 octobre 1973 date où fut signifié au propriétaire l'avis d'intention de classer le bien culturel ci-après désigné, à savoir:

1) Cinq portes avec encadrement et boiseries.

Auteur: D'après les plans de Victor Bourgeau.

Dimensions:

Avant droite L: 75" H: 122" (Cf. plan 10)

Avant gauche L: 102" H: 122" (Cf. plan 11)

Côté gauche L: 40 1/2" (Cf. plan 12)

Vers l'avant

Côté gauche

Centre L: 68 1/2" (Cf. plan 13)

Arrière L: 46" (Cf. plan 14)

2) Trois (3) armoires à vêtements sacerdotaux.

Auteur: D'après les plans de Victor Bourgeau.

Matière et procédé: bois vernis (érable piqué et mérisier?)

Dimensions: H: 145" L: 68 1/2"

Chaque armoire comporte 2 grandes portes dans la partie haute et 6 petites dans la partie basse.

Elles sont situées du côté droit de la sacristie (Côté est). Cf. plans 8, 8A et 9.

3) Deux (2) armoires.

Auteur: D'après les plans de Victor Bourgeau.

Matière et procédé: bois vernis (érable piqué et mérisier?)

Dimensions: H: 145" L: 43" Prof: 35"

Ces armoires comportent 4 portes superposées deux à deux. Elles sont situées à l'arrière de la sacristie de part et d'autre de la porte centrale (côté sud).

Cf. plans 6 et 7.

4) Deux (2) ensembles de boiseries — partie inférieure à caissons et partie supérieure ajourée et munie de verre givrée formant les cloisons des extrémités nord et sud de la sacristie.

Reg. 74-29, 21 January 1974

CULTURAL PROPERTY ACT
(S.Q., 1972, ch. 19)

The Minister of Cultural Affairs gives notice in accordance with section 29 of the Cultural Property Act (S.Q., 1972, ch. 19), that he has proceeded to the classification of the cultural property hereinafter described and that such classification shall take effect from 2 October 1973, the latter being the date on which the notice of intention of classifying the cultural property described as follows was served on the owner:

(1) Five doors with frame and woodwork.

Author: From the plans of Victor Bourgeau.

Dimensions:

Right front W: 75" H: 122" (Ref. Plan 10)

Left front W: 102" H: 122" (Ref. Plan 11)

Left side W: 40 1/2" (Ref. Plan 12)

towards the

front

Left side

Centre W: 68 1/2" (Ref. Plan 13)

Back W: 46" (Ref. Plan 14)

(2) Three (3) wardrobes for vestments.

Author: From the plans of Victor Bourgeau.

Material and process: varnished wood (bird's eye maple and yellow birch)

Dimensions: H: 145" W: 68 1/2"

Each wardrobe has 2 large doors on the upper part and 6 small ones on the lower part.

They are located on the right-hand side of the sacristy (east side). Ref. Plans 8, 8A and 9.

(3) Two (2) wardrobes.

Author: From the plans of Victor Bourgeau.

Material and process: varnished wood (bird's eye maple and yellow birch).

Dimensions: H: 145" W: 43" Depth: 35"

These wardrobes contain 4 doors superposed two upon two. They are located at the rear of the sacristy on both sides of the central door (south side). Ref. Plans 6 and 7.

(4) Two (2) suites of woodwork panelled lower part and the upper part fretworked and covered with frosted panes forming the partitions of the northern and southern ends of the sacristy.

Auteur: D'après les plans de Victor Bourgeau.
Dimensions: H: 145" environ
L: 418" environ

Cf. plans 17 et 18.

5) Deux (2) vestiaires secondaires.

Auteur: D'après les plans de Victor Bourgeau.
Matière et procédé: bois vernis (érable piqué et mérisier?)
Dimensions: L: 164 1/2" Prof: 55"
Cf. plans 4 et 5.

6) Banc d'oeuvre.

Auteur: D'après les plans de Victor Bourgeau.
Matière: Bois vernis.
Dimensions:
H: 36" environ Prof: 30" environ
L: 60" environ
Il est situé dans la sacristie avant côté gauche.
(Nord-ouest).

Cf. plan 15.

7) Six (6) Verrières.

Auteur: La compagnie Hobbs Mfg Montréal.
Dimensions: H: 102" L: 39 1/2"

Saint-Henri	Sacristie
Vénérable Marguerite Bourgeoise	côté droit (est)
Saint-Stanislas de Kostka	Cf. plan 2
Bienheureux Olier	

Saint-Vincent-de-Paul	Ancien baptistère
Baptême du Christ	Cf. plan 3

État de conservation: bon.

8) Vestiaire de sacristie.

Matière et procédé: bois vernis (érable piqué et mérisier?)
Auteur: Probablement l'oeuvre de G. Ducharme d'après un plan de Victor Bourgeau.
Dimensions: Table H: 36" Retable H: 118 1/2"
Gradin H: 5" Prof: 39 3/4"
Table L: 264" Prof: 62 1/4"
Il est situé dans la partie avant de la sacristie côté nord.
Cf. plan 1.

Author: From the plans of Victor Bourgeau.
Dimensions: H: approximately 145"
W: approximately 418"

Ref. Plans 17 and 18.

(5) Two (2) smaller cloakrooms.

Author: From the plans of Victor Bourgeau.
Material and process: varnished wood (bird's eye maple and yellow birch).
Dimensions: W: 164 1/2" Depth: 55"
Ref. Plans 4 and 5.

(6) Churchwarden's pew:

Author: From the plans of Victor Bourgeau.
Material: Varnished wood.
Dimensions:
H: approximately 36" Depth: approximately 30"
W: approximately 60"
It is located in the sacristy on the forward left-hand side.
(Northwest).
Ref. Plan 15.

(7) Six (6) stained glass windows.

Author: Hobbs Manufacturing Company, Montreal.
Dimensions: H: 102" W: 39 1/2"
Titles:
Saint-Henri Sacristy
Vénérable Marguerite Bourgeoise
Saint-Stanislas de Kostka right-hand side (east)
Bienheureux Olier Ref. Plan 2
Saint-Vincent-de-Paul Former
Baptême du Christ Baptistry
Ref. Plan 3
State of preservation: good.

(8) Sacristy cloakroom.

Material and process: Varnished wood (bird's eye maple and yellow birch).
Author: Probably the work of G. Ducharme from a plan of Victor Bourgeau.
Dimensions: Table H: 36" Retable H: 118 1/2"
Step H: 5" Depth: 39 3/4"
Table W: 264" Depth: 62 1/4"
It is located in the forward part of the sacristy, north side.
Ref. Plan 1.

9) Statuettes du vestiaire.

Auteur: Probablement G. Ducharme.

Titres: *Bienheureux Olier*

H: 14 1/2"	Base	L: 4 1/2"
	Prof	3 3/4"

Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle

H: 14 1/4"	Base	L: 4 1/2"
	Prof	3 3/4"

Saint-François-de-Sales

H: 14 1/4"	Base	L: 4 1/2"
	Prof	3 3/4"

Saint-Joseph

H: 14 15/16"	Base	L: 4 5/8"
	Prof	3 15/16"

Vierge

H: 16"	Base	L: 4 7/8"
	Prof	3 15/16"

Saint-Jean

H: 14 1/2"	Base	L: 4 9/16"
	Prof	3 3/4"

Curé d'Ars

H: 14 1/2"	Base	L: 4 9/16"
	Prof	4"

Saint-Vincent-de-Paul

H: 14 3/4"	Base	L: 4 1/2"
	Prof	4"

Saint-Louis-Grignon-de-Montfort

H: 14 1/2"	Base	L: 4 1/2"
	Prof	3 7/8"

10) Sacré Coeur

Auteur: Olindo Gratton

Matière et procédé: sculpture, pin décapé.

Dimensions H: 48" environ Base H: 14"

État de conservation: Le coeur embrasé a été enlevé de la poitrine de la statue.

Localisation: Conservé dans le chemin ouvert derrière le chevet de l'église.

11) Trois (3) Prie-Dieu.

Matière: bois vernis.

Dimensions: L: 29" H: 36" Prof: 21 3/4".

Auteur: D'après les plans de Victor Bourgeau.

Cf. plan 19.

(9) Statuettes in the cloakroom

Author: Probably G. Ducharme

Titles: *Bienheureux Olier*

H: 14 1/2"	Base	W: 4 1/2"
	Depth	3 3/4"

Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle

H: 14 1/4"	Base	W: 4 1/2"
	Depth	3 3/4"

Saint-François-de-Sales

H: 14 1/4"	Base	W: 4 1/2"
	Depth	3 3/4"

Saint-Joseph

H: 14 15/16"	Base	W: 4 5/8"
	Depth	3 15/16"

Vierge

H: 16"	Base	W: 4 7/8"
	Depth	3 15/16"

Saint-Jean

H: 14 1/2"	Base	W: 4 9/16"
	Depth	3 3/4"

Curé d'Ars

H: 14 1/2"	Base	W: 4 9/16"
	Depth	4"

Saint-Vincent-de-Paul

H: 14 3/4"	Base	W: 4 1/2"
	Depth	4"

Saint-Louis-Grignon-de-Montfort

H: 14 1/2"	Base	W: 4 1/2"
	Depth	3 7/8"

(10) Sacré Coeur

Author: Olindo Gratton

Matériau and process: sculpture, scraped pine

Dimensions: H: approximately 48" Base H: 14"

State of preservation: The burning heart was removed from the chest of the statue.

Location: Preserved on the open road behind the apse of the church.

(11) Three (3) prie-dieu.

Material: varnished wood.

Dimensions: W: 29" H: 36" Depth: 21 3/4".

Author: From the plans of Victor Bourgeau.

Ref. Plan 19.

12) Confessionnal (façade).

Auteur: D'après les plans de Victor Bourgeau.

Matière: bois vernis.

Dimensions: L: 70" H: 145"

Il est situé du côté gauche de la sacristie — vers l'arrière (sud-ouest).

Cf. plan 16.

Le ministre des affaires culturelles,
DENIS HARDY.

333-o

(12) Confessionnal (façade)

Author: From the plans of Victor Bourgeau.

Material: varnished wood.

Dimensions: W: 70" H: 145"

It is located on the left-hand side of the sacristy — towards the rear (southwest).

Ref. Plan 16.

DENIS HARDY,
Minister of Cultural Affairs.

333-o

A.M. 4 janvier 1974
Règ. 74-30, 25 janvier 1974

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C., 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-3-2.1 région s'étendant de la Pointe de la Baie des 1,000 vaches (Pointe de la Péninsule de Portneuf) à 1,000 pieds au sud-ouest du dépotoir municipal de Ste-Anne de Portneuf

N-3-2.6 Partie extérieure de l'Île du Hâvre.

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 38, paragraphe 2 du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, le ministre ordonne l'ouverture desdites régions à la pêche et permet à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

334-o

M.O., 4 January 1974
Reg. 74-30, 25 January 1974

FISHERIES ACT
(R.S.C., 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

WHEREAS the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-3-2.1 the area extending from 1,000 Vaches Bay Point (Portneuf Peninsula Point) to 1,000 feet southwest of the municipal dump of Ste. Anne de Portneuf

N-3-2.6 the outer part of Île du Hâvre.

are no longer toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

Therefore, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister hereby orders the opening of the said areas to fishing and directs that any person may fish for, take or possess shellfish from the said areas.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

334-o



A.M. 7 janvier 1974
Règ. 74-31, 25 janvier 1974

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C., 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-4.2 région s'étendant de la Pointe Orient (en ligne avec le pont de Rivière Laval) au pont de la Rivière Blanche ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 38, paragraphe 2 du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, le ministre ordonne l'ouverture desdites régions à la pêche et permet à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

334-o

M.O., 7 January 1974
Reg. 74-31, 25 January 1974

FISHERIES ACT
(R.S.C., 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-4.2 the area extending from Pointe Orient (in line with the Laval River bridge) to the Blanche River bridge are no longer toxic to such a degree that they are unfit for consumption as raw food.

Therefore, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister hereby orders the opening of the said areas to fishing and directs that any person may fish for, take or possess shellfish from the said areas.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

334-o



A.M., 11 janvier 1974
Règ. 74-32, 25 janvier 1974

LOI SUR LES PÊCHERIES
(S.R.C., 1970, ch. F-14)

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la santé nationale et du bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-6.1 région s'étendant de la Pointe-aux-Outardes ouest à la Grosse Pointe

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la mise en conserve.

À ces causes et conformément à l'article 38, paragraphe 2 du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, le ministre ordonne l'ouverture desdites régions à la pêche et permet à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
GUY SAINT-PIERRE.

334-o

M.O., 11 January 1974
Reg. 74-32, 25 January 1974

FISHERIES ACT
(R.S.C., 1970, ch. F-14)

Québec Fishery Regulations

Notice respecting shellfishing

Whereas the Minister of National Health and Welfare has decided that shellfish in the shellfishing areas along the shores and in the waters of:

N-6.1 the area extending from Pointe-aux-Outardes west to Grosse Pointe

are no longer toxic to such a degree that they are unfit for canning.

Therefore, pursuant to subsection 2 of section 38 of the Québec Fishery Regulations, the Minister hereby orders the opening of the said areas to fishing and directs that any person may fish for, take or possess shellfish from the said areas.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Industry and Commerce.

334-o



A.C. 250-74, 24 janvier 1974
Règ. 74-33, 25 janvier 1974

LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE
(L.Q., 1969, ch. 58)

Réserve de la rivière Matamec

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de la rivière Matamec.

ATTENDU QUE le paragraphe *r* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q., 1969, ch. 58), tel qu'amendé, stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour établir des réserves de chasse et pêche;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil 1608, en date du 8 avril 1970, créait la réserve de la rivière Matamec;

ATTENDU QUE la *Woods Hole Oceanographic Institution* effectue des travaux de recherches dans le bassin de la rivière Matamec;

ATTENDU QUE lesdits travaux s'avéreront très utiles pour le ministère;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le territoire de ladite réserve;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le territoire ci-après décrit constitue la réserve de chasse et de pêche de la rivière Matamec;

- a) tout le bassin hydrographique de la rivière Matamec, comté de Duplessis, d'une superficie d'environ 400 milles carrés;
- b) toutes les propriétés de la *Woods Hole Oceanographic Institution*, notamment le lot numéro 1 du canton Blanche situé à l'est de la rivière Matamec, ainsi que le lot numéro 3 de la rivière Matamec dans le canton Blanche.

QUE l'arrêté en conseil 1608, en date du 8 avril 1970, soit abrogé.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

336-o

O.C. 250-74, 24 January 1974
Reg. 74-33, 25 January 1974

WILD-LIFE CONSERVATION ACT
(S.O., 1969, ch. 58)

Matamec River Reserve

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Fish and Game Reserve of the Matamec River.

WHEREAS under subparagraph *r* of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.O., 1969, ch. 58 and am.), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to establish game and fish reserves;

WHEREAS the Matamec River Reserve was created under Order in Council 1608 dated 8 April 1970;

WHEREAS the Woods Hole Oceanographic Institution is carrying on research work in the Matamec River basin;

WHEREAS the said research will prove to be very useful to the Department;

WHEREAS it is expedient to modify the territory of the said Reserve;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the territory hereinafter described constitute the Fish and Game Reserve of the Matamec River:

- (a) the whole hydrographic basin of the Matamec River, county of Duplessis, containing an area of approximately 400 square miles;
- (b) all the property owned by the Woods Hole Oceanographic institution, in particular lot number 1 of the township of Blanche situated east of the Matamec River, as well as lot number 3 of the Matamec River in the township of Blanche.

THAT Order in Council 1608 dated 8 April 1970 be revoked;

THAT this Order in Council come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

336-o



A.C. 255-74, 24 janvier 1974
Règ. 74-34, 25 janvier 1974

CODE DE LA ROUTE
 (S.R.Q., 1964, ch. 231)

**Circulation sur certaines voies
 de communication (Région de Montréal)**

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le Règlement de la circulation, du dépannage et du remorquage sur certaines voies de communication de la région de Montréal.

ATTENDU QUE l'alinéa 2 du sous-paragraph 2 du paragraphe 1 de l'article 82 du Code de la route (S.R.Q., 1964, ch. 231) donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de faire tous règlements qu'il juge nécessaires à la mise à exécution de ladite loi;

ATTENDU QUE le sous-paragraph 2 du paragraphe 1 dudit article permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'adopter des mesures pour empêcher la répétition d'accidents à certains endroits du réseau routier de la province;

ATTENDU QUE des règlements ont été adoptés à ces fins par les arrêtés en conseil 340 du 20 février 1967, 2544 du 20 septembre 1967 et 53 du 11 janvier 1968;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ces règlements pour les fonder en un seul et en étendre l'application à l'autoroute est-ouest (A20);

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des transports,

QUE le Règlement de la circulation, du dépannage et du remorquage sur certaines voies de communication de la région de Montréal, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté tel que rédigé;

QUE ledit Règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*;

QUE les arrêtés en conseil suivants soient abrogés, savoir:
 numéro 340 adopté le 20 février 1967,
 numéro 2544 adopté le 20 septembre 1967,
 numéro 53 adopté le 11 janvier 1968.

Le greffier du Conseil exécutif,
 JULIEN CHOUINARD.

O.C. 255-74, 24 January 1974
Reg. 74-34, 25 January 1974

HIGHWAY CODE
 (R.S.Q., 1964, ch. 231)

**Traffic on certain main arteries
 (Montreal Region)**

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Regulation respecting traffic, emergency repairs and towing on certain main arteries of the Montreal Region.

WHEREAS under subparagraph 2 of paragraph 2 of subsection 1 of section 82 of the Highway Code (R.S.Q., 1964, ch. 231), the Lieutenant-Governor in Council may make all regulations which he deems necessary for the carrying out of the said Act;

WHEREAS under paragraph 2 of subsection 1 of the said section, the Lieutenant-Governor in Council may take the measures required to prevent the recurrence of accidents at certain places on the road network of the province;

WHEREAS regulations were enacted for such purposes under Orders in Council 340 dated 20 February 1967, 2544 dated 20 September 1967 and 53 dated 11 January 1968;

WHEREAS it is expedient to amend such regulations in order to consolidate them into one regulation and extend the application thereof to the east-west autoroute (A20);

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the Regulation respecting traffic, emergency repairs and towing on certain main arteries of the Montreal Region, annexed to this Order in Council, be enacted as drafted;

THAT the said Regulation come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*;

THAT the following Orders in Council be revoked:
 340 enacted on 20 February 1967,
 2544 enacted on 20 September 1967,
 53 enacted on 11 January 1968.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Règlement de la circulation, du
dépannage et du remorquage sur
certaines voies de communication de
la région de Montréal

Section I

LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Dans le présent règlement, à moins que le contexte ou une disposition particulière ne s'y oppose ou n'indique un sens différent, l'expression « réseau routier » comprend les voies de communication suivantes:

- a) le tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine entre la cité de Jacques-Cartier et l'Île de Montréal de même que les approches de ce tunnel,
- b) les sections en tunnel de l'autoroute est-ouest (A20) dans la ville de Montréal et leurs approches, et
- c) les voies rapides et les voies d'accès suivantes:
 - i) la Montée St-Léonard (A20, A25) depuis l'approche sud du tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine (Île Charon) jusqu'au boulevard Métropolitain (A40),
 - ii) l'échangeur Montée St-Léonard (A25)—boulevard Métropolitain (A40),
 - iii) le boulevard Métropolitain (A40) depuis la rue Azilda dans la ville d'Anjou jusqu'au rond-point de la Côte de Liesse (520),
 - iv) l'échangeur Décarie (A15)—boulevard Métropolitain (A40),
 - v) le boulevard Décarie (A15) jusqu'à l'échangeur Turcot,
 - vi) l'échangeur Turcot,
 - vii) l'autoroute 20 reliant l'échangeur Turcot aux approches Nord du Pont Mercier via la cour de triage Turcot,
 - viii) les approches Nord du Pont Mercier, y compris l'échangeur les reliant à l'autoroute 20,
 - ix) le Pont Mercier,
 - x) les approches sud du Pont Mercier jusqu'à leur jonction avec les routes 3 et 9c,
 - xi) le raccordement de l'échangeur Turcot (A15) au Pont Champlain jusqu'à l'endroit où cette route tombe sous la juridiction du Conseil des Ports Nationaux, et
 - xii) l'autoroute est-ouest (A20) entre l'échangeur Turcot et la rue Sanguinet dans la ville de Montréal.

2. Le présent règlement est un règlement sur les transports et, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots définis à l'article 1 de la Loi des transports (L.Q., 1972, ch. 55), et l'article 1 du Code de

Regulation respecting traffic,
emergency repairs and towing
on certain main arteries
of the Montreal Region

Division I

GENERAL PROVISIONS

1. In this Regulation, unless the context or a particular provision indicates otherwise, the expression "road network" comprises the following main arteries:

- (a) the Louis-Hippolyte Lafontaine tunnel between the City of Jacques-Cartier and the Island of Montreal and also the approaches to such tunnel,
- (b) the tunnelled sections of the east-west autoroute (A20) in the City of Montreal and their approaches, and
- (c) the following expressways and access roads:
 - (i) the Montée St. Léonard (A20, A25) from the southern approach of the Louis-Hippolyte Lafontaine tunnel (Île Charron), up to the Metropolitan Boulevard (A40),
 - (ii) the Montée St. Léonard (A25)—Metropolitan Boulevard (A40) interchange,
 - (iii) the Metropolitan Boulevard (A40) from Azida street in Ville d'Anjou up to the Côte de Liesse traffic circle (520),
 - (iv) the Décarie (A15)—Metropolitan Boulevard (A40) interchange,
 - (v) Décarie boulevard (A15) up to the Turcot interchange,
 - (vi) the Turcot interchange,
 - (vii) autoroute 20 connecting the Turcot interchange to the northern approaches of Mercier Bridge via the Turcot marshalling yard;
 - (viii) the northern approaches of Mercier Bridge, including the interchange connecting them to autoroute 20.
 - (ix) Mercier Bridge,
 - (x) the southern approaches of Mercier Bridge up to their junction with routes 3 and 9c,
 - (xi) the junction of the Turcot interchange (A15) with Champlain Bridge up to the place where such highway falls under the jurisdiction of the National Harbours Board, and
 - (xii) the east-west autoroute (A20) between the Turcot interchange and Sanguinet street in the City of Montreal.

2. This Regulation is a transport regulation and, unless the context indicates otherwise, the words and expressions defined in section 1 of the Transport Act (S.Q., 1972, ch. 55), in section 1 of the Highway Code (R.S.Q., 1964,

la route (S.R.Q., 1964, ch. 231) et au Règlement 1 sur l'interprétation des règlements sur les transports adopté par l'arrêté en conseil 2876-72 du 28 septembre 1972 ont la signification indiquée dans ces lois ou ce règlement, chaque fois qu'ils se rencontrent dans le présent règlement.

Section II

LES NORMES DE CIRCULATION

3. Nul ne peut circuler sur le réseau routier à pied, à bicyclette ou au moyen de tout autre véhicule non motorisé.

4. Nul ne peut circuler sur le réseau routier à une vitesse;

- a) supérieure à celle affichée sur les panneaux indicateurs, ou
- b) inférieure à 30 milles à l'heure.

5. Sous réserve de l'article 4, nul ne peut circuler dans le tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine à une vitesse supérieure à 60 milles à l'heure.

6. Sous réserve de l'article 4, nul ne peut circuler dans les sections en tunnel de l'autoroute est-ouest à une vitesse supérieure à 45 milles à l'heure.

7. Sauf en cas d'urgence, nul ne peut s'arrêter, stationner ou faire marche arrière sur le réseau routier.

8. Nul ne peut, dans le tunnel Louis-Hippolyte Lafontaine et ses approches ou dans les sections en tunnel de l'autoroute est-ouest (A20) et leurs approches:

- a) passer d'une voie à l'autre, sauf en cas de nécessité ou d'indication contraire,
- b) circuler sur une autre voie que la voie extérieure droite en service avec un véhicule de ferme, un véhicule de service, un véhicule de commerce ou un véhicule de livraison, lorsque la pesanture à l'immatriculation de ce véhicule est de 5,000 livres ou plus,
- c) transporter des matières inflammables, explosives ou caustiques d'un poids total de 250 livres ou plus, sauf entre minuit et 6 heures du matin.

9. 1) Pour les fins du paragraphe c de l'article 8, sont notamment considérées comme matières inflammables, explosives ou caustiques les matières suivantes:

- a) celles qui ont un point d'inflammation situé au-dessous de 95° F,
- b) celles qui contiennent des liquides acides ou alcalins en concentration de plus de 10%,
- c) celles dont les vapeurs sont poison,
- d) celles qui sont explosives, corrosives, oxygénées, lacrymogènes, ou dangereuses pour la vie des usagers du tunnel ou des sections en tunnel,

ch. 231) and in Regulation 1 respecting the interpretative provisions of the transport regulations enacted under Order in Council 2876-72 dated 28 September 1972 have the meaning indicated in the said Act or Regulation each time they are used in this Regulation.

Division II

TRAFFIC STANDARDS

3. No person shall walk, ride or travel by means of a non-motorized vehicle on the road network.

4. No person shall travel on the road network at a speed:

- (a) exceeding that posted on the road signs, or
- (b) less than 30 miles per hour.

5. Subject to section 4, no person shall travel through the Louis-Hippolyte Lafontaine tunnel at a speed exceeding 60 miles per hour.

6. Subject to section 4, no person shall travel through the tunnelled sections of the east-west autoroute at a speed exceeding 45 miles per hour.

7. Except in case of emergency, no person shall stop, park or back up on the road network.

8. No person shall, in the Louis-Hippolyte Lafontaine tunnel and its approaches or in the tunnelled sections of the east-west autoroute (A20) and their approaches:

- (a) change lanes, except where necessary or if indicated otherwise,
- (b) travel on a lane other than the outer right service lane with a farm vehicle, a service vehicle, a commercial vehicle or a delivery car, if the weight of such vehicle at registration is of 5,000 lbs. or more,
- (c) carry inflammable, explosive or caustic substances of a total weight of 250 lbs. or more, except between midnight and 6 o'clock a.m.

9. (1) For the purposes of paragraph c of section 8, the following substances shall in particular be regarded as inflammable, explosive or caustic substances:

- (a) those having an ignition point above 95° F;
- (b) those containing acid or alkaline liquids in concentration higher than 10%;
- (c) those emitting poisonous fumes;
- (d) those that are explosive, corrosive, oxygenic, lachrymatory, or dangerous to the lives of the users of the tunnel or tunnelled sections;

- e) les gaz comprimés tels que le propane, l'ammoniaque et le méthane, et
 - f) toute substance qui, en cas de doute et sur demande écrite, est déterminée comme étant une matière dangereuse par le ministre ou une personne qu'il désigne à cette fin.
- 2) pour les fins du paragraphe c de l'article 8, ne sont cependant pas considérées comme matières inflammables, explosives ou caustiques les combustibles contenus dans le réservoir du véhicule en opération.

Section III

LES NORMES DE DÉPANNAGE ET DE REMORQUAGE

- 10. 1)** Tout préposé à la garde du réseau routier ou tout membre de la Sûreté du Québec peut faire dépanner, remorquer ou déplacer tout véhicule immobilisé ou tout objet abandonné, sur le réseau routier.
- 2) Dans les cas visés au paragraphe 1, le dépannage, le remorquage ou le déplacement doit être fait par l'entrepreneur choisi à cette fin par le ministre et aux conditions arrêtées entre cet entrepreneur et le ministre.

11. Nonobstant le paragraphe 2 de l'article 10, le ministre ou tout préposé à la garde du réseau routier peut, lorsqu'une telle mesure s'avère utile ou nécessaire, fournir un service de dépannage ou de remorquage et pousser ou déplacer hors du réseau routier tout véhicule immobilisé ou tout objet abandonné.

12. Aucun entrepreneur autre que celui choisi par le ministre ne peut dépanner, remorquer, pousser ou déplacer hors du réseau routier un véhicule immobilisé ou un objet abandonné, sauf sur le pont Mercier et les approches sud de ce point jusqu'aux routes 3 et 9c.

13. Tout dépannage, remorquage ou déplacement est fait aux frais et aux risques du propriétaire du véhicule ou de l'objet dépanné, remorqué ou déplacé.

Section IV

LES DISPOSITIONS FINALES

- 14.** Le présent règlement est adopté en vertu du Code de la route, notamment de son article 82.
- 15.** Le présent règlement entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

- (e) compressed gases such as propane, ammonia and methane; and
 - (f) any substance which, in case of doubt and upon written request, is determined to be a dangerous substance by the Minister or a person designated by him for such purpose.
- (2) For the purposes of paragraph c of section 8, the fuels in the tank of a vehicle in operation shall, however, be considered inflammable, explosive or caustic substances.

Division III

EMERGENCY REPAIR AND TOWING STANDARDS

- 10. (1)** Every person entrusted with the care of the road network or every member of the Québec Police Force may have any stationary vehicle or object left on the road network repaired, towed or removed.
- (2) in the cases contemplated in subsection 1, the emergency repairs, towing or removal must be made by the contractor chosen by the Minister for this purpose on the conditions agreed upon by such contractor and the Minister.

11. Notwithstanding subsection 2 of section 10, the Minister or any person entrusted with the care of the road network may, where useful or necessary, provide a repair or towing service and push or remove any stationary vehicle or object left on the road network.

12. No contractor other than the one chosen by the Minister shall repair, tow, push or remove a stationary vehicle or object left on the road network, except on Mercier bridge and the approaches south of the said bridge up to routes 3 and 9c.

13. Emergency repairs, towing and removal shall be at the expense and risk of the owner of the vehicle or of the object repaired, towed or removed.

Division IV

FINAL PROVISIONS

- 14.** This Regulation is enacted under the Highway Code, in particular section 82 thereof.
- 15.** This Regulation shall come into force upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

A.C. 272-74, 30 janvier 1974
Règ. 74-35, 1 février 1974

LOI DE DÉVELOPPEMENT DE
LA
RÉGION DE LA BAIE JAMES
(L.Q., 1971, ch. 34)

Ordonnance 60

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 60 de la municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:
QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi de développe-
ment de la région de la Baie James (L.Q., 1971, ch. 34),
soit approuvé l'ordonnance numéro 60 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de
la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette
officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal de la
vingt-troisième assemblée du conseil
d'administration siégeant à titre de
substitut du conseil municipal de la
Municipalité de la Baie James tenue
jeudi, le 13 décembre 1973

Sur proposition de M. Ernst, dûment appuyée par
M. Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance No 60:

D'engager M. Edgar Cahil, à titre de policier au sein
du corps policier de la Municipalité de la Baie James, au
salaire afférent à ce poste.

D'engager M. Michel Cossette, à titre de policier au
sein du corps policier de la Municipalité de la Baie James,
au salaire afférent à ce poste.

D'engager M. Guy Linteault, à titre de policier au sein
du corps policier de la Municipalité de la Baie James, au
salaire afférent à ce poste.

D'engager M. Réjean Lupien, à titre de policier au sein
du corps policier de la Municipalité de la Baie James, au
salaire afférent à ce poste.

O.C. 272-74, 30 January 1974
Reg. 74-35, 1 February 1974

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT

(S.Q., 1971, ch. 34)

Order No. 60

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 60 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime
Minister:

THAT Order No. 60, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James
Bay Region Development Act (S.Q., 1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the
twenty-third meeting of the
board of directors substituting
for the James Bay
Municipal Council held on
Thursday, December 13, 1973

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr. Ernst,
duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 60:

That Mr. Edgar Cahil be engaged to fill the post of
police officer in the James Bay Municipality police force
with the salary particular thereto.

That Mr. Michel Cossette be engaged to fill the post
of police officer in the James Bay Municipality police force
with the salary particular thereto.

That Mr. Guy Linteault be engaged to fill the post of
police officer in the James Bay Municipality police force
with the salary particular thereto.

That Mr. Réjean Lupien be engaged to fill the post of
police officer in the James Bay Municipality police force
with the salary particular thereto.

D'engager M. Jean-Claude St-Laurent, à titre de policier au sein du corps policier de la Municipalité de la Baie James, au salaire afférent à ce poste.

D'engager M. Gilles Neveu, à titre de policier au sein du corps policier de la Municipalité de la Baie James, au salaire afférent à ce poste.

D'engager M. Réal Cotton, à titre de policier au sein du corps policier de la Municipalité de la Baie James, au salaire afférent à ce poste.

D'engager M. Donald Vigneault, à titre de policier au sein du corps policier de la Municipalité de la Baie James, au salaire afférent à ce poste.

De soumettre la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et de demander au lieutenant-gouverneur en conseil que la présente ordonnance entre en vigueur à la date de la présente assemblée.

339-o

That Mr. Jean-Claude St-Laurent be engaged to fill the post of police officer in the James Bay Municipality police force with the salary particular thereto.

That Mr. Gilles Neveu be engaged to fill the post of police officer in the James Bay Municipality police force with the salary particular thereto.

That Mr. Réal Cotton be engaged to fill the post of police officer in the James Bay Municipality police force with the salary particular thereto.

That Mr. Donald Vigneault be engaged to fill the post of police officer in the James Bay Municipality police force with the salary particular thereto.

That this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council and that the Lieutenant-Governor in Council be petitioned to approve its coming into force on the date of this meeting.

339-o

A.C. 273-74, 30 janvier 1974
Règ. 74-36, 1 février 1974

LOI DE DÉVELOPPEMENT DE LA
RÉGION DE LA BAIE JAMES
(L.Q., 1971, ch. 34)

Ordonnance 61

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'ordonnance numéro 61 de la municipalité
de la Baie James.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 37 de la Loi de développe-
ment de la région de la Baie James (L.Q., 1971, ch. 34),
soit approuvé l'ordonnance numéro 61 adoptée par le conseil
d'administration de la Société de développement de la Baie
James siégeant à titre de substitut du conseil municipal de
la Baie James, et dont copie est annexée aux présentes;

QUE ladite ordonnance soit publiée dans la *Gazette
officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Extrait du procès-verbal de la
vingt-troisième assemblée du conseil
d'administration siégeant à titre de
substitut du conseil municipal de la
Municipalité de la Baie James, tenue
jeudi, le 13 décembre 1973

Sur proposition de M. Boulva, dûment appuyée par M.
Cliche, il est unanimement ordonné:

Ordonnance No 61;

Que la Municipalité de la Baie James soit par les présentes
autorisée à accepter de participer à l'Association des
Employeurs de la Baie James, le tout selon le projet de
constitution et de règlements déposé à l'assemblée et dont
copie dûment paraphée par le secrétaire est versée au dossier
de la présente assemblée.

Que la Municipalité de la Baie James soit par les présentes
autorisée à adopter et à approuver la formule d'adhésion
de l'Association des Employeurs de la Baie James soumise
à l'assemblée et dont copie dûment paraphée par le secrétaire
est versée au dossier de la présente assemblée.

De nommer M. Richard Champagne, membre du Comité
Exécutif de l'Association des Employeurs de la Baie James
à titre de représentant de la Municipalité de la Baie James.

O.C. 273-74, 30 January 1974
Reg. 74-36, 1 February 1974

JAMES BAY REGION
DEVELOPMENT ACT
(S.Q., 1971, ch. 34)

Order No. 61

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING Order No. 61 of the James Bay Municipality.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime
Minister:

THAT Order No. 61, a copy of which is annexed hereto,
made by the board of directors of the James Bay Develop-
ment Corporation substituting for the James Bay Municipal
Council, be approved pursuant to section 37 of the James
Bay Region Development Act (S.Q., 1971, ch. 34);

THAT the said Order be published in the *Québec Official
Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Extract of the minutes of the
twenty-third meeting of the
board of directors substituting
for the James Bay
Municipal Council held on
Thursday, December 13, 1973

It is unanimously ordered upon the proposal of Mr.
Boulva, duly seconded by Mr. Cliche:

Order No. 61

That the James Bay Municipality be hereby authorized
to accept membership in the James Bay Employers'
Association, the whole in accordance with the draft constitu-
tion and by-law, tabled at the meeting and a copy of which,
duly initialed by the Secretary, is entered in the record
of this meeting.

That the James Bay Municipality be hereby authorized
to adopt and approve the application form for membership
in the James Bay Employers' Association submitted to the
meeting and a copy of which, duly initialed by the Secretary,
is entered in the record of this meeting.

That Mr. Richard Champagne, member of the Executive
Committee of the James Bay Employers' Association be
appointed representative of the James Bay Municipality.

D'autoriser le président du conseil municipal, M. Charles Boulva, à nommer un substitut audit membre du Comité Exécutif.

De soumettre la présente ordonnance à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et de demander au lieutenant-gouverneur en conseil que la présente ordonnance entre en vigueur à la date de la présente assemblée.

339-o

That Mr. Charles Boulva, Chairman of the Municipal Council, be authorized to appoint a person to replace the said member of the Executive Committee.

That this Order be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council and that the Lieutenant-Governor in Council be petitioned to approve its coming into force on the date of this meeting.

339-o

A.C. 279-74, 30 janvier 1974
Règ. 74-37, 1 février 1974

LOI DE L'AIDE JURIDIQUE
(L.Q., 1972, ch. 14)

Tarif

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement provisoire établissant des tarifs d'honoraires applicables temporairement aux fins de la Loi de l'aide juridique.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de la justice par intérim:

QUE le règlement provisoire prévoyant un tarif d'honoraires applicable temporairement aux fins de l'aide juridique (L.Q., 1972, ch. 14 et ses amendements), adopté en vertu de l'arrêté en conseil 2030-73, en date du 31 mai 1973, et modifié en vertu des arrêtés en conseil 3135-73, en date du 29 août 1973, 3518-73, en date du 25 septembre 1973, 3946-73, en date du 31 octobre 1973 et 4419-73, en date du 5 décembre 1973, soit de nouveau modifié en remplaçant dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa du préambule, l'expression « 7 mois après avoir commencé à prendre effet » par « le 20 février 1974 ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

332-o

O.C. 279-74, 30 January 1974
Reg. 74-37, 1 February 1974

LEGAL AID ACT
(S.Q., 1972, ch. 14)

Tariff

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the provisional regulation establishing the tariff of temporarily applicable fees for the purposes of the Legal Aid Act.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the acting Minister of Justice:

THAT the provisional regulation establishing the tariff of temporarily applicable fees for the purposes of the Legal Aid Act (S.Q., 1972, ch. 14 and am.), enacted under Order in Council 2030-73 dated 31 May 1973 and amended under Orders in Council 3135-73 dated 29 August 1973, 3518-73 dated 25 September 1973, 3946-73 dated 31 October 1973 and 4419-73 dated 5 December 1973, be further amended by replacing in the second line of the second paragraph of the preamble the expression "7 months after taking effect" by "20 February 1974".

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

332-o



A.C., 327-74, 30 janvier 1974
Règ. 74-39, 1 février 1974

LOI DES MINES
(L.Q., 1965, ch. 34)

Soustraction au jalonnement

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la soustraction au jalonnement de certains terrains situés dans les bassins des rivières de la Baie James.

ATTENDU QUE l'aménagement hydroélectrique des rivières Eastmain et La Grande qui font partie du bassin versant de la Baie James, nécessite la construction d'ouvrages;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévenir tout jalonnement de nuisance dans les secteurs prévus pour la réalisation de ces ouvrages;

ATTENDU QUE, conformément au sous-paragraphe (1) de l'article 268 de la Loi des mines (L.Q., 1965, ch. 34), le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et soustraire, par règlement, au jalonnement des terrains qui, dans son opinion, peuvent être requis ou nécessaires à l'aménagement de forces hydrauliques ou à toutes autres fins;

ATTENDU QUE les études faites par la Société de Développement de la Baie James ont délimité les territoires qui sont affectés par l'aménagement hydroélectrique des rivières Eastmain et La Grande.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des richesses naturelles:

QUE soient réservés et soustraits au jalonnement les deux territoires dont les descriptions sont annexées au présent arrêté en conseil:

QUE ce règlement ait force de loi dès sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

O.C. 327-74, 30 January 1974
Reg. 74-39, 1 February 1974

MINING ACT
(S.Q., 1965, ch. 34)

Withdrawal from staking

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the withdrawal from staking of certain lands situated in the basins of the James Bay rivers.

WHEREAS the hydro-electric development of the Eastmain and La Grande rivers which are part of the catchment area of James Bay requires the erection of works:

WHEREAS it is expedient to prevent any harmful staking in the sectors provided for the accomplishment of such works:

WHEREAS, in accordance with paragraph 1 of section 268 of the Mining Act (S.Q., 1965, ch. 34), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to reserve and withdraw from staking any land which, in his opinion, may be required or necessary for the development of water power or for any other purpose:

WHEREAS studies completed by the James Bay Development Corporation have delimited the territories which are affected by the hydro-electric development of the Eastmain and La Grande rivers:

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources:

THAT the two territories whose descriptions are annexed to this Order in Council be reserved and withdrawn from staking;

THAT this Regulation have force of law upon its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Descriptions de deux territoires situés dans les bassins des rivières de la Baie James à être réservés et soustraits au jalonnement, à la demande de la Société de Développement de la Baie James. Aménagement hydroélectrique des rivières Eastmain et La Grande

1. Territoire situé dans la Province de Québec compris dans les cantons projetés numéros 4129 à 4135 incl. et 4230 à 4236 incl. territoire du Nouveau-Québec et ayant pour périmètre les lignes droites joignant successivement les points d'intersection des coordonnées suivantes:

Latitude Nord / North	55°00'00"	et / and	longitude Ouest / West	73°45'00"
"	55°08'00"	"	"	73°45'00"
"	55°08'00"	"	"	73°28'00"
"	55°15'00"	"	"	73°28'00"
"	55°15'00"	"	"	73°09'30"
"	55°11'30"	"	"	73°09'30"
"	55°12'00"	"	"	72°59'00"
"	55°14'00"	"	"	72°58'00"
"	55°15'00"	"	"	72°55'00"
"	55°15'00"	"	"	72°53'00"
"	55°14'00"	"	"	72°48'00"
"	55°13'00"	"	"	72°48'00"
"	55°14'30"	"	"	72°42'00"
"	55°13'30"	"	"	72°41'00"
"	55°13'30"	"	"	72°28'00"
"	55°14'30"	"	"	72°25'00"
"	55°15'30"	"	"	72°25'00"
"	55°18'00"	"	"	72°13'00"
"	55°18'30"	"	"	72°05'00"
"	55°17'30"	"	"	72°00'00"
"	55°16'00"	"	"	72°00'00"
"	55°17'00"	"	"	71°56'00"
"	55°16'30"	"	"	71°53'00"
"	55°17'45"	"	"	71°50'00"
"	55°16'00"	"	"	71°47'00"
"	55°14'00"	"	"	71°50'00"
"	55°13'30"	"	"	71°54'00"
"	55°15'00"	"	"	71°56'00"
"	55°15'00"	"	"	72°00'00"
"	55°14'30"	"	"	72°07'30"
"	55°13'45"	"	"	72°06'30"
"	55°11'30"	"	"	72°09'00"
"	55°10'00"	"	"	72°07'00"
"	55°00'00"	"	"	72°37'00"
"	55°00'00"	"	"	72°45'00"

Le tout tel que montré en rouge sur un montage des feuillets topographiques à l'échelle de 1: 250,000 du ministère des Mines et relevés techniques du gouvernement du Canada, portant les numéros 33P et 23M et les titres respectifs «Lac Bienville» et «Lac Gayot», signé par

Descriptions of two territories situated in the basins of the James Bay rivers to be reserved and withdrawn from staking upon the request of the James Bay Development Corporation. Hydro-electric development of the Eastmain and La Grande rivers

1. Territory situated in the Province of Québec within the planned townships numbers 4129 to 4135 inclusive and 4230 to 4236 inclusive, territory of New Québec and the perimeter of which are the straight lines successively joining the intersection points of the following coordinates:

The whole as shown in red on a montage of the topographic sheets on a scale of 1: 250,000, of the Department of Mines and Technical Surveys of the Government of Canada, bearing numbers 33P and 23M and the respective titles "Lac Bienville" and "Lac Gayot", signed by the

le sous-ministre des Richesses naturelles et déposé aux archives de ce ministère.

Deputy Minister of Natural Resources and filed in the records office of that department.

2. Territoire situé dans la Province de Québec compris dans les cantons projetés numéros 3343, 3344, 3443 à 3445, 3543 à 3546, 3643 à 3645, 3647 à 3650, 3743 à 3750, 3843 à 3849, 3943 à 3948 et 4043 à 4046, territoire du Nouveau-Québec et ayant pour périmètre les lignes droites joignant successivement les points d'intersection des coordonnées suivantes:

2. Territory situated in the Province of Québec within the planned townships numbers 3343, 3344, 3443 to 3445, 3543 to 3546, 3643 to 3645, 3647 to 3650, 3743 to 3750, 3843 to 3849, 3943 to 3948 and 4043 to 4046, territory of New Québec and the perimeter of which are the straight lines successively joining the intersection points of the following coordinates:

Latitude Nord / North	et / and	longitude Ouest / West
54°54'00"		70°01'50"
"	"	69°37'30"
"	"	69°37'30"
"	"	69°34'00"
"	"	69°35'00"
"	"	69°30'00"
"	"	69°30'00"
"	"	69°26'00"
"	"	69°31'00"
"	"	69°31'00"
"	"	69°25'00"
"	"	69°22'00"
"	"	69°23'45"
"	"	69°20'00"
"	"	69°17'00"
"	"	69°19'00"
"	"	69°19'00"
"	"	69°17'00"
"	"	69°11'00"
"	"	69°11'00"
"	"	69°09'00"
"	"	69°09'00"
"	"	69°01'00"
"	"	69°01'30"
"	"	68°55'00"
"	"	68°55'00"
"	"	68°51'00"
"	"	68°52'30"
"	"	68°49'00"
"	"	68°50'00"
"	"	68°52'30"
"	"	68°56'30"
"	"	68°56'30"
"	"	68°59'30"
"	"	68°59'30"
"	"	68°56'30"
"	"	68°56'30"
"	"	68°57'00"
"	"	68°59'00"
"	"	69°01'00"
"	"	69°03'00"
"	"	69°01'00"
"	"	68°59'00"
"	"	68°58'00"
"	"	68°55'00"
"	"	68°55'00"

Latitude Nord / North	54°33'00"	et / and	longitude Ouest / West	68°55'00"
"	54°33'00"	"	"	68°58'00"
"	54°31'00"	"	"	68°55'00"
"	54°33'30"	"	"	68°49'30"
"	54°31'00"	"	"	68°49'30"
"	54°31'00"	"	"	68°47'00"
"	54°35'30"	"	"	68°43'30"
"	54°32'30"	"	"	68°40'00"
"	54°29'00"	"	"	68°41'30"
"	54°27'00"	"	"	68°45'00"
"	54°26'00"	"	"	68°42'30"
"	54°27'30"	"	"	68°38'00"
"	54°25'30"	"	"	68°35'00"
"	54°26'30"	"	"	68°32'00"
"	54°21'15"	"	"	68°32'30"
"	54°20'30"	"	"	68°31'00"
"	54°22'00"	"	"	68°30'00"
"	54°22'00"	"	"	68°28'00"
"	54°20'30"	"	"	68°28'00"
"	54°23'00"	"	"	68°24'00"
"	54°21'00"	"	"	68°24'00"
"	54°20'30"	"	"	68°20'00"
"	54°17'30"	"	"	68°20'00"
"	54°18'00"	"	"	68°25'00"
"	54°19'00"	"	"	68°25'00"
"	54°18'30"	"	"	68°28'00"
"	54°19'30"	"	"	68°30'00"
"	54°18'30"	"	"	68°34'00"
"	54°16'30"	"	"	68°35'00"
"	54°17'30"	"	"	68°38'00"
"	54°21'00"	"	"	68°37'30"
"	54°21'00"	"	"	68°36'00"
"	54°22'30"	"	"	68°36'00"
Latitude Nord / North	54°24'30"	et / and	longitude Ouest / West	68°38'00"
"	54°24'30"	"	"	68°39'00"
"	54°22'00"	"	"	68°39'00"
"	54°22'00"	"	"	68°41'00"
"	54°20'00"	"	"	68°43'00"
"	54°21'00"	"	"	68°46'00"
"	54°24'00"	"	"	68°44'00"
"	54°24'00"	"	"	68°46'00"
"	54°25'15"	"	"	68°46'00"
"	54°25'15"	"	"	68°50'00"
"	54°27'30"	"	"	68°53'00"
"	54°26'30"	"	"	68°53'00"
"	54°21'00"	"	"	68°55'00"
"	54°23'30"	"	"	68°57'30"
"	54°26'00"	"	"	68°57'30"
"	54°28'00"	"	"	69°00'00"
"	54°26'00"	"	"	69°00'30"
"	54°26'00"	"	"	69°02'30"
"	54°23'30"	"	"	69°02'30"
"	54°23'30"	"	"	69°01'30"
"	54°20'45"	"	"	69°01'30"
"	54°20'45"	"	"	68°59'00"

Latitude Nord / North		et / and	longitude Ouest / West	
"	54°20'00"	"	"	68°57'30"
"	54°14'30"	"	"	68°57'30"
"	54°14'30"	"	"	69°00'00"
"	54°15'00"	"	"	69°05'00"
"	54°15'30"	"	"	69°05'00"
"	54°16'30"	"	"	69°04'00"
"	54°17'30"	"	"	69°04'00"
"	54°17'30"	"	"	69°06'00"
"	54°23'15"	"	"	69°06'00"
"	54°20'45"	"	"	69°08'30"
"	54°22'00"	"	"	69°11'30"
"	54°23'15"	"	"	69°12'30"
"	54°22'00"	"	"	69°13'30"
"	54°20'45"	"	"	69°16'00"
"	54°21'00"	"	"	69°19'00"
"	54°25'30"	"	"	69°20'30"
"	54°26'45"	"	"	69°18'00"
"	54°28'30"	"	"	69°20'00"
"	54°28'30"	"	"	69°23'30"
"	54°29'45"	"	"	69°23'30"
"	54°29'45"	"	"	69°22'00"
"	54°29'15"	"	"	69°19'00"
"	54°30'00"	"	"	69°17'00"
"	54°31'15"	"	"	69°18'00"
"	54°30'30"	"	"	69°21'00"
"	54°32'00"	"	"	69°21'30"
"	54°30'30"	"	"	69°24'00"
"	54°32'00"	"	"	69°25'00"
"	54°35'45"	"	"	69°22'00"
"	54°36'45"	"	"	69°30'00"
"	54°41'00"	"	"	69°40'00"
"	54°42'00"	"	"	69°43'00"
"	54°44'30"	"	"	69°47'00"
"	54°44'30"	"	"	69°51'30"
"	54°43'00"	"	"	69°51'30"
"	54°41'30"	"	"	69°47'00"
"	54°40'00"	"	"	69°47'00"
"	54°40'00"	"	"	69°45'00"
"	54°38'00"	"	"	69°47'00"
"	54°38'00"	"	"	69°50'00"
"	54°35'00"	"	"	69°50'00"
"	54°35'00"	"	"	69°47'00"
"	54°31'00"	"	"	69°38'00"
"	54°25'00"	"	"	69°38'00"
"	54°25'00"	"	"	69°37'00"
"	54°26'00"	"	"	69°35'00"
"	54°25'00"	"	"	69°33'00"
"	54°21'00"	"	"	69°38'00"
"	54°20'00"	"	"	69°42'00"
"	54°20'00"	"	"	69°47'00"
"	54°18'30"	"	"	69°49'00"
"	54°18'00"	"	"	69°45'00"
"	54°17'00"	"	"	69°45'00"
"	54°17'00"	"	"	69°38'00"
"	54°13'00"	"	"	69°36'00"

Latitude Nord / North		et / and	longitude Ouest / West	
"	54°08'30"	"	"	69°40'00"
"	54°08'00"	"	"	69°35'00"
"	54°05'00"	"	"	69°32'00"
"	54°05'00"	"	"	69°24'00"
"	54°03'15"	"	"	69°21'00"
"	54°03'15"	"	"	69°15'00"
"	54°02'00"	"	"	69°15'00"
"	54°00'15"	"	"	69°20'00"
"	54°00'15"	"	"	69°30'00"
"	53°57'00"	"	"	69°32'00"
"	53°55'00"	"	"	69°35'00"
"	53°55'00"	"	"	69°38'00"
"	53°57'30"	"	"	69°35'00"
"	53°59'30"	"	"	69°38'00"
"	53°54'00"	"	"	69°48'00"
"	53°51'00"	"	"	69°48'00"
"	53°51'00"	"	"	69°52'30"
"	54°49'00"	"	"	69°52'30"
"	53°49'00"	"	"	70°01'50"
"	54°03'00"	"	"	70°01'50"
"	53°59'00"	"	"	69°57'30"
"	53°59'00"	"	"	69°56'00"
"	54°00'15"	"	"	69°52'30"
"	54°01'45"	"	"	69°52'30"
"	54°03'30"	"	"	69°51'00"
"	54°03'30"	"	"	69°53'30"
"	54°05'00"	"	"	69°53'30"
"	54°05'00"	"	"	70°01'50"
"	54°54'00"	"	"	70°01'50"

Le tout tel que montré en rouge sur un montage des feuillets topographiques à l'échelle de 1: 250,000 du ministère des Mines et Relevés techniques du gouvernement du Canada, portant les numéros 23E, 23F, 23K et 23L et les titres respectifs « Nitchequon », « Lac Bermen », « Lac Hurault », « Lac Clairambault », signé par le sous-ministre des Richesses naturelles et déposé aux archives de ce ministère.

Raymond Tanguay

Félix Turcotte

Vérifié par:

André Lehoux, directeur,
Service de la Cartographie.

Québec, le 29 novembre 1973.

329-o

The whole as shown in red on a montage of the topographic sheets on a scale of 1: 250,000, of the Department of Mines and Technical Surveys of the Government of Canada, bearing numbers 23E, 23F, 23K and 23L and the respective titles "Nitchequon", "Lac Bermen", "Lac Hurault", "Lac Clairambault", signed by the Deputy Minister of Natural Resources and filed in the records office of that department.

Raymond Tanguay

Félix Turcotte

Checked by:

André Lehoux, director,
Cartography Service

Québec, 29, November, 1973.

329-o

A.C. 338-74, 30 janvier 1974
Règ. 74-40, 1 février 1974

LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE
(L.Q., 1969, ch. 58)

Chasse contrôlée à l'orignal

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une chasse contrôlée à l'orignal dans les parcs des Laurentides et du Mont-Tremblant, ainsi que dans les réserves suivantes: La Vérendrye, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Dunière, Mastigouche et Haute-Mauricie.

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes *a, b, c, f* et *r* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (L.Q., 1969, ch. 58 et am.), le lieutenant-gouverneur en conseil peut:

- a) fixer des catégories de permis et déterminer les conditions que doivent remplir les requérants et les détenteurs de permis délivrés en vertu de la présente Loi, la forme de ces permis, leur coût, leur teneur et leur durée;
- b) prescrire le calibre et les caractéristiques des armes qui peuvent être utilisées pour la chasse suivant la catégorie d'animaux qu'il indique;
- c) diviser le Québec en zones de chasse et déterminer dans chaque zone ou partie de zone, les catégories d'animaux qui peuvent être chassés et les périodes de l'année ou la partie de la journée pendant lesquelles la chasse est interdite à l'égard de ces catégories d'animaux;
- f) déterminer le nombre maximum d'animaux de la catégorie qu'il indique qui peuvent être tués par une même personne pendant toute la période pour laquelle la chasse est permise;
- r) prohiber complètement ou partiellement, dans les réserves, la chasse, le port d'armes, la circulation ou le séjour.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 9 de la Loi des parcs provinciaux (S.R.Q., 1964, ch. 201 et am.), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour la conservation et la protection de tous les animaux dans les parcs provinciaux;

ATTENDU QU'il y a lieu d'apporter à l'arrêté en conseil 2302-73 du 20 juin 1973 des modifications surtout quant aux dates et coût des permis en particulier;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

O.C. 338-74, 30 January 1974
Reg. 74-40, 1 February 1974

WILD-LIFE CONSERVATION ACT
(S.Q., 1969, ch. 58)

Controlled moose hunting

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING controlled moose hunting in the Laurentides and Mont-Tremblant Parks, and in the following Reserves: La Vérendrye, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Dunière, Mastigouche and Haute-Mauricie.

WHEREAS pursuant to subparagraphs *a, b, c, f* and *r* of section 77 of the Wild-life Conservation Act (S.Q., 1969, ch. 58 and am.), the Lieutenant-Governor in Council may:

- (a) fix classes of licences and determine the conditions to be fulfilled by applicants for and holders of licences issued under this Act, and the form, cost, tenor and terms of such licences;
- (b) prescribe the calibre and characteristics of the arms which may be used for hunting, according to the classes of animals which he indicates;
- (c) divide the Province of Québec into hunting zones and determine, within each zone or part of a zone, the classes of animals which may be hunted and the periods of the year or the parts of the day during which hunting for such classes of animals is prohibited;
- (f) fix the maximum number of animals of such class as he indicates which may be killed by one person during any open season;
- (r) totally or partially prohibit in such reserves, hunting, the carrying of arms, travel, or periods of stay.

WHEREAS under section 9 of the Provincial Parks Act (R.S.Q., 1964, ch. 201 and am.), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the preservation and protection of all animals in provincial parks;

WHEREAS it is expedient to amend Order in Council 2302-73 dated 20 June 1973, in particular with respect to the dates and cost of licences;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

QUE le règlement relatif à la chasse contrôlée à l'original dans les parcs des Laurentides et du Mont-Tremblant, ainsi que dans les réserves de la Vérendrye, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Dunière, Mastigouche et Haute-Mauricie, annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté et qu'il entre en vigueur à la date de sa deuxième publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

QUE l'arrêté en conseil portant le numéro 2302-73 du 20 juin 1973 soit abrogé à compter de la dernière publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement relatif à une chasse contrôlée à l'original dans les parcs des Laurentides et du Mont-Tremblant, ainsi que dans les réserves suivantes: La Vérendrye, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Dunière, Mastigouche et Haute-Mauricie

1. Définitions: Dans le présent règlement, à moins que le contexte indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient:

- a) « groupe »: réunion de 2 ou 3 chasseurs dont l'un est le chef du groupe.
- b) « chef de groupe »: chasseur qui s'inscrit au tirage au sort.

2. Périodes: Une chasse contrôlée à l'original est autorisée aux dates ci-après indiquées:

- a) Parc des Laurentides Du 14 septembre au 13 octobre
- b) Parc du Mont-Tremblant Du 21 septembre au 10 octobre
- c) La Vérendrye Du 21 septembre au 19 octobre
- d) Matane Du 21 septembre au 21 octobre
- e) Saint-Maurice Du 21 septembre au 10 octobre
- f) Portneuf Du 21 septembre au 20 octobre
- g) Dunière Du 21 septembre au 16 octobre
- h) Mastigouche Du 21 septembre au 3 octobre
- i) Haute-Mauricie Du 28 septembre au 20 octobre

3. Limite de prises: Sauf dans la réserve de la Haute-Mauricie où il est permis de tuer un original (mâle, femelle ou jeune) par chasseur, nul groupe de chasseurs ne peut abattre plus d'un original (mâle, femelle ou jeune).

4. Prohibition de chasse: Toute chasse autre que celle de l'original est interdite dans ces parcs et réserves pendant les périodes mentionnées à l'article 2.

THAT the Regulation respecting controlled moose hunting in the Laurentides and Mont-Tremblant Parks and in the following Reserves: La Vérendrye, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Dunière, Mastigouche and Haute-Mauricie, which is annexed to this Order in Council, be enacted and come into force on the date of its second publication in the *Québec Official Gazette*.

THAT Order in Council 2302-73 dated 20 June 1973 be revoked effective upon the date of the latter publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting controlled moose hunting in the Laurentides and Mont-Tremblant Parks and in the following Reserves: La Vérendrye, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Dunière, Mastigouche and Haute-Mauricie

1. Définitions: In this Regulation, unless the context indicates otherwise, the following words and expressions mean:

- (a) "party": group of 2 or 3 hunters one of whom is the leader of the party;
- (b) "leader of a party": hunter who registers for the drawing of lots.

2. Periods: Controlled moose hunting is authorized in the said parks and reserves on the following dates:

- (a) Laurentides Park From Sept. 14 to Oct. 13
- (b) Mont-Tremblant Park From Sept. 21 to Oct. 10
- (c) La Vérendrye From Sept. 21 to Oct. 19
- (d) Matane From Sept. 21 to Oct. 21
- (e) Saint-Maurice From Sept. 21 to Oct. 10
- (f) Portneuf From Sept. 21 to Oct. 20
- (g) Dunière From Sept. 21 to Oct. 16
- (h) Mastigouche From Sept. 21 to Oct. 3
- (i) Haute-Mauricie From Sept. 28 to Oct. 20

3. Game limit: Except in the Haute-Mauricie Reserve where the killing of one moose (male, female or young) per hunter is permitted, the killing of more than one moose (male, female or young) per party of hunters is prohibited.

4. Prohibited hunting: Any hunting other than that of moose shall be forbidden in these parks and reserves during the periods mentioned in section 2.

5. Circulation: Dans les secteurs des parcs et des réserves où se pratique une chasse contrôlée à l'original, la circulation au moyen d'un véhicule n'est permise qu'entre 10 heures et 15 heures, et qu'entre 20 heures et 22 heures; cette limitation ne s'applique pas aux employés forestiers dans l'exercice de leur fonction.

6. Permis: Tout chasseur doit, en outre du permis provincial de chasse à l'original, être détenteur du permis de séjour délivré au poste de contrôle de chacun des parcs ou réserves.

7. Coût des permis de séjour et leurs périodes de validité: Le coût des permis de séjour et la durée de validité sont les suivants:

	Validité	Coût par personne
a) Parc des Laurentides, sauf le secteur de Kiskissink	4 jours	\$102.96
b) Parc des Laurentides, secteur de Kiskissink	4 jours	\$102.96
c) Parc du Mont-Tremblant	4 jours	\$ 90.00
d) La Vérendrye	4 jours	\$ 90.00
e) Matane	4 jours	\$102.96
f) Saint-Maurice	5 jours	\$ 56.20
g) Portneuf	5 jours	\$ 56.20
h) Dunière	5 jours	\$ 40.00
i) Mastigouche	5 jours	\$ 40.00
j) Haute-Mauricie	7 jours	\$ 5.00

Les permis visés aux paragraphes *a*, *b* et *e* comprennent, en sus du privilège de chasse, les services d'un guide par groupe, l'hébergement et la taxe.

Les permis visés aux paragraphes *f* et *g* comprennent, en sus du privilège de chasse, l'hébergement et la taxe.

8. Dépôt: Sauf pour la réserve de la Haute-Mauricie où le dépôt est fixé à \$15, un dépôt de \$30 doit accompagner toute demande d'inscription.

9. Éligibilité: Toute personne résidante du Québec, âgée de 16 ans et plus, sauf les employés du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche et du centre de traitement électronique des données, est éligible au tirage.

10. Inscription: Toute inscription doit se faire sur une formule fournie à cette fin par le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche, et seul un chef de groupe est admis à présenter une formule d'inscription. La formule d'inscription est décrite à l'annexe A.

5. Travel: In the sectors of parks and reserves where controlled moose hunting is authorized, travel by means of a vehicle shall be permitted between 10:00 a.m. and 3:00 p.m. and between 8:00 p.m. and 10:00 p.m.; such limitation does not apply to forest employees in the performance of their duties.

6. Licences: In addition to the provincial licence to hunt moose, all hunters must hold a stay permit issued at control stations in each park or reserve.

7. Licence fees and their validity periods: The licence fees and the validity periods are as follows:

	Validity	Cost per person
(a) Laurentides Park, excluding the Kiskissink sector	4 days	\$102.96
(b) Laurentides Park, Kiskissink sector	4 days	\$102.96
(c) Mont-Tremblant Park	4 days	\$ 90.00
(d) La Vérendrye	4 days	\$ 90.00
(e) Matane	4 days	\$102.96
(f) Saint-Maurice	5 days	\$ 56.20
(g) Portneuf	5 days	\$ 56.20
(h) Dunière	5 days	\$ 40.00
(i) Mastigouche	5 days	\$ 40.00
(j) Haute-Mauricie	7 days	\$ 5.00

In addition to hunting privileges, the services of a guide for each group, accommodation and taxes are included in the licences contemplated in subparagraphs *a*, *b* and *e*.

In addition to hunting privileges, accommodation and taxes are included in the licences contemplated in subparagraphs *f* and *g*.

8. Deposit: Except in the Haute-Mauricie Reserve where the deposit is fixed at \$15, a \$30 deposit must be sent with each registration application.

9. Eligibility: All Québec residents of 16 years of age and over, except employees of the Department of Tourism, Fish and Game and of the *centre de traitement électronique des données*, are eligible for the draw.

10. Registration: All registration must be made on a form provided for such purpose by the Department of Tourism, Fish and Game and only the leader of a party shall be entitled to submit a registration form. The said form is described in Schedule A.

11. La présentation par une même personne de plus d'une formule d'inscription emporte automatiquement l'annulation de son droit de participation au tirage et à la chasse, de même que la confiscation du dépôt.

12. Choix du ou des compagnons: Le chef de groupe a la liberté du choix de son ou ses compagnons.

13. Composition d'un groupe: Sauf pour la réserve de la Haute-Mauricie où un chef de groupe doit être accompagné de 2 chasseurs, tout chef de groupe doit se faire accompagner d'un chasseur.

14. Le compagnon ne peut être chef d'un autre groupe et ne peut participer qu'à une chasse contrôlée au cours d'une même saison.

15. Un chef de groupe non favorisé par le tirage au sort ne peut agir comme compagnon.

16. Choix des groupes de chasseurs et dates de séjour: Le choix des groupes de chasseurs de même que les dates de séjour sont faits à l'aide d'un ordinateur électronique par le centre de traitement électronique des données du gouvernement du Québec.

17. Attribution des secteurs de chasse: L'attribution des secteurs de chasse est également faite au moyen d'un ordinateur électronique, excepté pour la Haute-Mauricie où, tenant compte des disponibilités, le secteur choisi par le chasseur lui est octroyé, sauf dans le cas du chasseur non familier avec ce territoire à qui le secteur est fixé par un agent au poste de contrôle.

Dans le parc de La Vérendrye, les zones de chasse seront tirées au sort par les chasseurs à leur arrivée au parc.

18. Logement: Exception faite des chasseurs qui ont retenu un camp dans les réserves ou parcs où ce service est disponible, les chasseurs doivent pourvoir à leur gîte de même qu'à celui de leur guide.

Les chasseurs, qui font défaut de pourvoir à un gîte adéquat à leur guide obligatoire, ne peuvent chasser.

19. Armes prohibées: Les calibres suivants ne peuvent être utilisés:

.30/.30, .32 Spécial, .35 Remington, .44 Magnum, .44/.40, .303 Savage, .30 Remington, 6.5 Manlicher, .351 Winchester auto, .38/.55, .250 Savage et .257 Roberts, ainsi que les arcs et arbalètes.

Le présent article ne s'applique pas à la réserve de la Haute-Mauricie.

20. Chasse et séjour prohibés: Nul ne peut y chasser ou séjourner dans un endroit autre et en dehors des périodes indiqués sur le permis.

11. A person who registers more than once shall automatically forfeit his right to take part in the draw and the hunt and shall thereby lose his deposit.

12. Choice of companion(s): The leader of a party may choose his companion or companions.

13. Composition of a party: Except in the Haute-Mauricie Reserve where the leader of a party must be accompanied by 2 hunters, every leader of a party must be accompanied by one hunter.

14. Such companion may not be the leader of another party nor may he take part in more than one controlled hunt during the same season.

15. The leader of a party who is not selected during the draw may not act as companion.

16. Selection of hunting parties and dates of stay: The selection of hunting parties and of the dates of stay are made by electronic computer by the *centre de traitement électronique des données du gouvernement du Québec*.

17. Assignment of hunting sectors: Hunting sectors are also assigned by electronic computer except for the Haute-Mauricie Reserve where the sector chosen by the hunter is granted him according to its availability; however, if the hunter is not familiar with his selected territory, a sector is assigned him by an agent at the control station.

In La Vérendrye Park, hunting zones shall be drawn by lot by the hunters upon their arrival at the park.

18. Living accommodation: Hunters who have not reserved a camp in the reserves or parks where such facilities are available must provide for their own shelter and that of their guide.

Hunters who fail to provide adequate shelter for their obligatory guide shall not be permitted to hunt.

19. Prohibited arms: The following calibres shall not be used: .30/.30, .32 Special, .35 Remington, .44 Magnum, .44/.40, .303 Savage, .30 Remington, 6.5 Manlicher, .351 Winchester Auto, .38/.55, .250 Savage and .257 Roberts and all bows and cross-bows.

This section does not apply to the Haute-Mauricie Reserve.

20. Prohibited hunting and stay: No person shall hunt or stay elsewhere than at the place and on the dates indicated on his licence.

21. Contrôle: Tout chasseur, au terme de son séjour, doit se présenter au poste de contrôle du parc ou de la réserve où il a chassé.

22. Étude biologique: Tout chasseur ayant abattu un orignal a l'obligation de faire inspecter la carcasse au poste de contrôle et sur laquelle certaines parties peuvent être prélevées pour fins d'étude. L'inspection des orignaux abattus peut se faire à l'endroit désigné pour chacun des parcs et des réserves entre 8 heures et 20 heures.

Les articles 21 et 22 ne s'appliquent pas à la réserve de la Haute-Mauricie.

23. Désistement: L'incapacité d'un chef de groupe de se prévaloir de son droit de chasse entraîne l'annulation de ce droit et il ne peut être remplacé.

24. L'incapacité d'un compagnon oblige le chef de groupe à se choisir un autre compagnon ou à se désister.

25. Remboursement du dépôt: Suite à un désistement, le désistant est remboursé du montant versé en dépôt, si le ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche en est avisé dans les 7 jours précédant la date fixée du séjour.

26. Liste d'attente: Les groupes inscrits à la liste de priorité d'attente constituée lors du tirage sont appelés à tour de rôle pour prendre la place des groupes qui se désistent.

21. Control: At the end of his stay, every hunter must report to the control station of the park or reserve where he has been hunting.

22. Biological study: Every hunter who has killed a moose must have the carcass inspected at the control station where certain parts of such carcass may be confiscated for study. Inspection of the moose killed may be made at the place designated for each park and reserve between 8:00 a.m. and 8:00 p.m.

Sections 21 and 22 do not apply to the Haute-Mauricie Reserve.

23. Withdrawal: If the leader of a selected party is unable to take part in the hunt he shall forfeit his right to hunt and shall not be replaced.

24. If a companion is unable to hunt, the leader of the party must either choose another companion or himself withdraw.

25. Reimbursement of deposit: Every person who withdraws must, in order to obtain reimbursement of his deposit, advise the Department of Tourism, Fish and Game of such withdrawal within 7 days prior to the date fixed for the commencement of his stay.

26. Waiting list: The parties entered on the priority waiting list made at the time of the draw shall be called in turn to replace those parties that have withdrawn.

ANNEXE A — SCHEDULE A
 CARACTÈRES MOULÉS SEULEMENT — BLOCK LETTERS ONLY

Certificat du chasseur
 Hunter's certificate

1974 — No.

--	--	--	--	--	--	--	--

Chef de groupe — *Leader of party*

Nom de famille — *Name*

Prénoms — *Given names*

Age

Rue — *Street*

Ville — *City*

Comté — *County*

Tél.: Domicile — *Residence*

Bureau — *Office*

Signature personnelle du requérant

Personal signature of applicant

DANS QUELLE RÉGION DÉSIREZ-VOUS CHASSER (un choix seulement)
 IN WHICH REGION DO YOU WISH TO HUNT (one choice only)

Placez un « × » dans la case appropriée

Insert an "×" in the appropriate box

Haute-Mauricie 1

Saint-Maurice 6

La Vérendrye 2

Kiskissink (Laurentides) 7

Laurentides 3

Mont-Tremblant 8

Matane 4

Dunière 9

Portneuf 5

Mastigouche 10

TOUTE FORMULE NON COMPLÈTE SERA REFUSÉE
INCOMPLETE FORMS WILL BE REJECTED

LIRE ATTENTIVEMENT

SEUL LE CHEF DE GROUPE s'inscrit au tirage. Il se fera accompagner à la chasse par une personne de son choix.

Toutefois, le compagnon ne peut en aucun cas être un autre chef de groupe (gagnant ou perdant).

Note: Pour la Haute-Mauricie, le chef de groupe se choisira deux compagnons.

DÉSISTEMENT: En cas de désistement du chef de groupe, le ou les compagnons ne seront pas autorisés à chasser. Un chef de groupe ne peut en aucun cas être remplacé.

READ CAREFULLY

Registration for the draw is made by THE LEADER OF A PARTY ONLY. He will select a person of his choice to accompany him.

However, the companion may not, under any circumstances, be leader of another party (selected or not selected).

Note: For Haute-Mauricie Reserve, the leader of a party will select two companions.

WITHDRAWAL: Should the leader of a party decide to withdraw, his companions will not be permitted to hunt. The leader of a party may, under no circumstances, be replaced.

(Seulement) HAUTE-MAURICIE (*Only*)

Veuillez indiquer le genre d'équipement que vous utiliserez
Please indicate type of equipment to be used

Véhicule — *Vehicle*

Tente — *Tent*

Roulotte — *Trailer*

Genre d'embarcation — *Type of boat*

Moteur — *Motor*

Choix de zone de chasse — *Choice of hunting zone*

1er — *First*

2e — *Second*

3e — *Third*



A.C. 345-74, 30 janvier 1974
Règ. 74-44, 1 février 1974

LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE
(L.Q., 1971, ch. 50)

Répartition des revenus

Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la répartition des revenus provenant de l'application de l'article 100 de la Loi sur l'évaluation foncière.

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté le 18 juillet 1973 le règlement 73-497, édicté par l'arrêté en conseil 2685-73;

ATTENDU QU'il est opportun de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE les règlements doivent, pour entrer en vigueur, être publiés dans la *Gazette officielle du Québec* en vertu de l'article 99 de la Loi sur l'évaluation foncière.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des affaires municipales:

QUE le règlement modifiant le règlement concernant les époques, les critères et les modalités de répartition des revenus provenant de l'application de l'article 100 de la Loi sur l'évaluation foncière, annexé au présent arrêté en conseil soit approuvé;

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement modifiant le Règlement 73-497

Ledit règlement est modifié:

- a) en insérant dans la deuxième ligne de l'article 4 après le mot « elles » les mots suivants « pour les fins du calcul du premier versement qui consistera dans le partage d'une somme de \$7,600,000.00. »;
- b) en remplaçant l'article 5 par les suivants:
 - « 5. Pour les fins du calcul du deuxième versement, le solde de la part afférente aux corporations municipales est partagé entre elles selon le rapport suivant: d'une part, la population de chacune d'elles telle qu'établie par le Bureau de la Statistique du Québec au premier juin 1971 à laquelle s'ajoute, le cas échéant, le montant des taxes foncières perçues

O.C. 345-74, 30 January 1974
Reg. 74-44, 1 February 1974

REAL ESTATE ASSESSMENT ACT
(S.Q., 1971, ch. 50)

Apportionment of revenue

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the apportionment of the revenue derived from the application of section 100 of the Real Estate Assessment Act.

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council enacted on 18 July, 1973, Regulation 73-497 made under Order in Council 2685-73;

WHEREAS it is expedient to amend this Regulation;

WHEREAS the regulations, to come into force, must be published in the *Québec Official Gazette*, in accordance with section 99 of the Real Estate Assessment Act.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs:

THAT the Regulation prescribing the times, criteria and conditions governing the apportionment of the revenue derived from the application of section 100 of the Real Estate Assessment Act, annexed to this Order in Council, be approved;

THAT this Regulation be published in the *Québec Official Gazette* and come into force upon the date of its publication.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation amending Regulation 73-497

The said Regulation is amended:

- (a) by inserting in the second line of section 4 after the word "them" the following words "for the computation of the first instalment which shall consist of the distribution of the amount of \$7,600,000.00.";
- (b) by replacing section 5 by the following:
 - "5. For computation of the second instalment, the balance of the part assignable to municipal corporations shall be divided among them according to the following ratio: on the one hand, the population of each municipal corporation as established by the Québec Statistics Bureau at 1 June, 1971 to which shall be added, as the case may be, the amount of real

par elles pour ces immeubles en 1971 moins l'écart entre celles-ci et le paiement du premier versement, et d'autre part, le chiffre de la population totale de ces corporations municipales auquel s'ajoute le montant total des taxes foncières versées pour ces immeubles au cours des exercices financiers commencés en 1971 moins le solde total entre les paiements du premier versement et les taxes perçues en 1971. »

- « 6. Le présent règlement ne s'applique qu'aux revenus provenant des paiements effectués par les personnes visées au paragraphe 1. de l'article 100 pour leur exercice financier commencé en 1971 qui ont été encaissés avant le premier octobre 1973, le solde de ces revenus pour le même exercice financier devant être inclus dans le prochain partage. »

340-o

estate taxes collected by the said corporations in respect of such immoveables in 1971 less the difference between the later and the payment of the first instalment, and, on the other hand, the total population of such municipal corporations to which shall be added the total amount of real estate taxes paid in respect of such immoveables during the fiscal years commencing in 1971 less the total balance between the payments of the first instalment and the taxes collected in 1971."

- "6. This Regulation applies only to revenue derived from payments made by the persons contemplated in subsection 1 of section 100 for their fiscal year commencing in 1971 which was collected before 1 October 1973, the balance of such revenue for the same fiscal year to be included in the next distribution.

340-o

A.C., 346-74, 30 janvier 1974
Règ. 74-45, 1 février 1974

LOI DES DETTES ET EMPRUNTS
MUNICIPAUX ET SCOLAIRES
(S.R.Q., 1964, ch. 171)

Taux maximum d'intérêt

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le taux de l'intérêt des emprunts municipaux et scolaires.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires, le lieutenant-gouverneur en conseil fixe, à l'occasion, le taux maximum de l'intérêt qu'une municipalité peut payer sur un emprunt;

ATTENDU QUE ce taux maximum a été fixé à 9½% par l'arrêté en conseil 337 du 28 janvier 1970;

ATTENDU QUE la Commission municipale du Québec, par une résolution du 22 janvier 1974, recommande que ce taux maximum soit fixé à 10½%;

ATTENDU QU'il y a lieu d'augmenter ce taux maximum.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des affaires municipales:

QUE le taux maximum de l'intérêt qu'une municipalité peut payer sur un emprunt soit fixé à 10½% conformément à l'article 49 de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires.

QUE le présent arrêté remplace l'arrêté en conseil 337 du 28 janvier 1970.

QUE le présent arrêté ait effet à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

340-o

O.C., 346-74, 30 January 1974
Reg. 74-45, 1 February 1974

MUNICIPAL AND SCHOOL DEBT
AND LOAN ACT
(R.S.Q., 1964, ch. 171)

Maximum rate of interest

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the rate of interest of municipal and school loans.

WHEREAS under section 49 of the Municipal and School Debt and Loan Act, the Lieutenant-Governor in Council may fix from time to time the maximum rate of interest that a municipality may pay on a loan;

WHEREAS this maximum rate was fixed at 9½% under Order in Council 337 dated 28 January 1970;

WHEREAS the Québec Municipal Commission, by a resolution dated 22 January 1974, recommends that this maximum rate be fixed at 10½%;

WHEREAS it is expedient to increase the maximum rate.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs:

THAT the maximum rate of interest that a municipality may pay on a loan be fixed at 10½% pursuant to section 49 of the Municipal and School Debt and Loan Act.

THAT this Order replace Order in Council 337 dated 28 January 1970.

THAT this Order take effect upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

340-o



A.C. 361-74, 30 janvier 1974
Règ. 74-46, 1 février 1974

LOI DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS
(L.Q., 1972, ch. 54)

Autorisation de signature

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'autorisation accordée à un fonctionnaire du ministère des transports d'approuver les devis de transport d'écoliers.

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 7 de la Loi du ministère des transports (L.Q., 1972, ch. 54) le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer dans quelle mesure un acte, document ou écrit peut être attribué au ministre s'il est signé par un fonctionnaire de ce ministère;

ATTENDU QUE l'article 101 de la Loi des transport modifie l'article 475 de la Loi de l'instruction publique (S.R.Q., 1964, ch. 235) en y ajoutant au paragraphe 6 qu'aucun projet de contrat de transport, aucune demande de soumissions ni devis à ces fins ne doit être définitivement proposé à quiconque, s'il n'est approuvé par le ministre des transports;

ATTENDU QU'il est opportun de nommer un fonctionnaire du ministère des transports responsable de la signature de ces approbations;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la recommandation du ministre des transports:

QUE monsieur Paul-André Blouin, directeur par intérim du service du transport scolaire du ministère des transports, soit autorisé à signer au nom du ministre des transports les approbations requises au paragraphe 6 de l'article 475 de la Loi de l'instruction publique, ajouté par l'article 101 de la Loi des transports (L.Q., 1972, ch. 55) et modifié par l'article 5 de la Loi modifiant la Loi des transports (1973, P.L. 32);

QUE cette autorisation entre en vigueur à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

330-o

O.C. 361-74, 30 January 1974
Reg. 74-46, 1 February 1974

TRANSPORT DEPARTMENT ACT
(S.Q., 1972, ch. 54)

Delegation of signature

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the authorization granted to a functionary of the Department of Transport to approve the specifications for the transport of pupils.

WHEREAS pursuant to the first paragraph of section 7 of the Transport Department Act (S.Q., 1972, ch. 54), the Lieutenant-Governor in Council may determine the extent to which an act, document or writing shall be attributed to the Minister when signed by a functionary of the said Department;

WHEREAS section 101 of the Transport Act amends section 475 of the Education Act (R.S.Q., 1964, ch. 235) by adding thereto in subsection 6 that no draft transport contract and no calling for tenders or specifications for such purposes shall be definitively proposed to anyone, unless approved by the Minister of Transport;

WHEREAS it is expedient to appoint a functionary of the Department of Transport responsible for the signature of such approvals;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT Mr. Paul-André Blouin, acting director of the school board transportation service of the Department of Transport, be authorized to sign in the name of the Minister of Transport the approvals required under subsection 6 of section 475 of the Education Act, amended by section 101 of the Transport Act (S.Q., 1972, ch. 55) and by section 5 of the Act to amend the Transport Act (1973, Bill 32);

THAT this authorization come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

330-o



A.C. 365-74, 30 janvier 1974
Règ. 74-47, 1 février 1974

LOI DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE
 (S.R.Q., 1964, ch. 216)

Contributions payables

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement relatif aux contributions payables par des parents ou gardiens pour le placement d'enfants dans des familles d'accueil ou des centres d'accueil.

ATTENDU QU'aux termes de l'article 16 de la Loi de l'assistance publique (S.R.Q., 1964, ch. 216); il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire tous règlements pour la mise à exécution des dispositions de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir les contributions payables par des parents ou gardiens pour le placement d'enfants dans des familles d'accueil ou des centres d'accueil;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des affaires sociales:

QUE sous l'autorité de l'article 16 de la Loi de l'assistance publique, le règlement prévu au texte annexé au présent arrêté en conseil, soit adopté;

QUE le règlement prévu au texte annexé au présent arrêté en conseil entre en vigueur le 1er janvier 1974.

Le greffier du Conseil exécutif,
 JULIEN CHOUINARD.

Règlement relatif aux contributions payables par les parents ou gardiens pour le placement d'enfants dans des familles d'accueil ou des centres d'accueil

1. Un centre de services sociaux exige le paiement d'une contribution par les parents ou gardiens qui bénéficient des services du centre relativement au placement d'enfants dans des familles d'accueil (foyers nourriciers) ou des centres d'accueil.

2. Lorsque des enfants sont placés en famille d'accueil, le prix exigible des parents ou gardiens est égal au barème de base versé par le centre de services sociaux prévu à l'arrêté en conseil 4677 du 12 décembre 1973, sous réserve des dispositions de l'article 7.

3. Les parents tenus de payer un prix conformément à l'article 1 sont le père et la mère qui n'ont pas légalement

O.C. 365-74, 30 January 1974
Reg. 74-47, 1 February 1974

PUBLIC CHARITIES ACT
 (R.S.Q., 1964, ch. 216)

Contributions to be paid

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a Regulation respecting the contributions to be paid by parents or guardians for the placement of children in foster families or reception centres.

WHEREAS under section 16 of the Public Charities Act (R.S.Q., 1964, ch. 216), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the carrying out of the provisions of the said Act;

WHEREAS it is expedient to determine the contributions to be paid by parents or guardians for the placement of children in foster families or reception centres;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT, under the authority of section 16 of the Public Charities Act, the Regulation annexed to this Order in Council be enacted;

THAT the said Regulation come into force on 1 January 1974.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the contributions to be paid by parents or guardians for the placement of children in foster families or reception centres

1. A social service centre shall require the payment of a contribution from parents or guardians who benefit from the services of the centre in respect of the placement of children in foster families (homes) or reception centres.

2. When children are placed in foster families, the rate required from parents or guardians shall be equal to the basic scale paid by the social service centre, in accordance with Order in Council 4677 dated 12 December 1973, subject to the provisions of section 7.

3. The parents required to pay a rate in accordance with section 1 shall be the father and mother who have not legally

abandonné leur enfant ou toute autre personne légalement tenue à son entretien.

4. Les prix sont exigibles à partir du premier jour du placement et sont payables au centre de services sociaux mensuellement à partir du premier jour du mois qui suit le placement de l'enfant.

5. Les parents résidents tenus de payer un prix en vertu de l'article 1 peuvent demander au ministre, en lui adressant le formulaire prescrit par ce dernier, d'être exonérés du paiement partiel de ce prix pour raison d'insuffisance de leurs ressources.

6. Pour calculer les revenus des parents ou gardiens, addition est faite de tous revenus de toutes provenances, du père et de la mère ou des gardiens, y compris le produit brut de toute indemnité, pension ou rente en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou du Québec.

De la somme trouvée en vertu du premier alinéa, déduction est faite des sommes annuelles suivantes pour les adultes et les enfants à charge:

- i) \$2,000. pour un premier adulte;
- ii) \$1,500 pour chaque adulte additionnel;
- iii) \$1,200. par enfant de 0 à 17 ans ainsi que les jeunes adultes de 18 à 20 ans inclusivement qui fréquentent une institution où se dispense l'enseignement de niveau secondaire au sens des règlements adoptés en vertu de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation (S.R.Q., 1964, ch. 234).

Le résultat obtenu constitue le revenu des parents ou gardiens au sens de l'article 7.

7. Lorsque des enfants sont placés en famille d'accueil ou dans un centre d'accueil, les parents ou gardiens dont les revenus calculés conformément à l'article 6 sont négatifs, ont droit de bénéficier d'une exonération en vertu de laquelle ils ne doivent payer au centre de services sociaux que les sommes mensuelles suivantes:

- a) pour un enfant de 0 à 11 ans: \$37;
- b) pour un enfant de 12 à 17 ans ainsi que les jeunes adultes de 18 à 20 ans inclusivement qui fréquentent une institution où se dispense l'enseignement de niveau secondaire au sens des règlements adoptés en vertu de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation (S.R.Q., 1964, ch. 234): \$42.

Lorsque les revenus sont positifs, les parents ou gardiens ont droit de bénéficier d'une exonération en vertu de laquelle ils ne doivent payer que \$1 par mois de plus pour chaque \$24 de revenu annuel additionnel.

8. Lorsque des parents ou gardiens demandent ou consentent à placer leurs enfants, ils doivent:

abandoned their child or any other person legally responsible for his maintenance.

4. The rates shall be required from the first day of placement and shall be payable monthly to the social service centre commencing on the first day of the month following the placement of the child.

5. Resident parents required to pay a rate under section 1 may apply to the Minister, by forwarding him the form prescribed by the latter, for exemption from partial payment of this rate by reason of their insufficiency of funds.

6. To compute the income of parents or guardians, income from all sources, that of the father, mother or guardians, including the gross proceeds of any indemnity, pension or annuity paid under an Act of the Parliament of Canada or Québec, shall be totalled.

From the amount calculated in accordance with the first paragraph, a deduction shall be made of the following annual amounts for dependent adults and children:

- (i) \$2,000 for a first adult;
- (ii) \$1,500 for each additional adult;
- (iii) \$1,200 per child of 0 to 17 years of age as well as young adults of 18 to 20 years of age inclusive who attend an institution where secondary education is provided, within the meaning of the regulations enacted under the Superior Council of Education Act (R.S.Q., 1964, ch. 234).

The result obtained shall constitute the income of parents or guardians within the meaning of section 7.

7. When children are placed in foster families or reception centres, the parents or guardians whose income calculated in accordance with section 6 is negative shall be entitled to an exemption under which they shall pay to the social service centre the following monthly amounts only:

- (a) for a child of 0 to 11 years of age: \$37;
- (b) for a child of 12 to 17 years of age as well as young adults of 18 to 20 years of age inclusive who attend an institution where secondary education is provided, within the meaning of the regulations enacted under the Superior Council of Education Act (R.S.Q., 1964, ch. 234): \$42.

When the income is positive, the parents or guardians shall be entitled to an exemption under which they shall only pay \$1 per month more for each \$24 of additional annual income.

8. When parents or guardians request or consent to place their children, they must:

- a) signer un engagement personnel, s'ils sont solvables, ou fournir l'engagement écrit d'une personne solvable, garantissant le paiement du prix exigible; ou
- b) remplir le formulaire visé à l'article 5 et l'adresser au ministre.

9. Un parent ou gardien jouissant d'une exonération de paiement doit sans délai informer le ministre de tout changement susceptible de modifier son éligibilité à une telle exonération.

10. Toutefois, la contribution des parents des enfants dont les placements ont été effectués avant le 1er janvier 1974 est applicable selon les modalités suivantes:

- a) à compter du 1er janvier 1974 jusqu'au 31 mars 1974, une contribution minimale de \$37 ou \$42 selon le cas est perçue par le ministère des affaires sociales;
- b) à compter du 1er avril 1974, la contribution sera perçue par le centre de services sociaux conformément aux articles précédents.

331-o

- (a) sign a personal commitment, if they are solvent, or provide the written commitment of a solvent person, guaranteeing the payment of the rate required; or
- (b) complete the form contemplated in section 5 and forward it to the Minister.

9. A parent or guardian benefitting from an exemption of payment shall immediately inform the Minister of any change which may alter his eligibility for such exemption.

10. However, the contribution of parents of children whose placements were effected prior to January 1, 1974 shall be applicable in accordance with the following terms and conditions:

- (a) effective from January 1, 1974 until March 31, 1974, a minimum contribution of \$37 or \$42, as the case may be, shall be collected by the Department of Social Affairs;
- (b) effective from April 1, 1974, the contribution shall be collected by the social service centre in accordance with the preceding sections.

331-o



A.C. 3393-73, 19 septembre 1973
Règ. 74-48, 7 février 1974

CODE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Format des registres

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le format des registres pour les index des immeubles dans la division d'enregistrement de l'Islet.

ATTENDU QUE l'article 2164 du Code civil de la province de Québec stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer la forme de tout livre, index ou autre document officiel que doivent tenir les registrateurs, ou ordonner qu'il en soit tenu de nouveaux; et tout ordre à cet effet est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et a effet à dater du jour qui y est mentionné, pourvu que ce jour ne soit pas fixé à moins d'un mois après la publication de cet ordre;

ATTENDU QUE, pour faciliter l'entrée des mentions des enregistrements dans les index des immeubles de la division d'enregistrement de l'Islet et pour faciliter les recherches dans ces mêmes index des immeubles, il y a lieu d'ordonner que les registres fournis au registrateur de cette division d'enregistrement pour servir d'index des immeubles soient des registres à feuillets mobiles.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la justice:

QUE les registres qui doivent être fournis pour servir d'index des immeubles dans la division d'enregistrement de l'Islet soient des registres à feuillets mobiles, et ce, à compter du trentième jour suivant la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* du présent arrêté en conseil.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

332-o

O.C. 3393-73, 19 September 1973
Reg. 74-48, 7 February 1974

CIVIL CODE OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Format of registers

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the format of registers for indexes of immovables in the l'Islet registration division.

WHEREAS under article 2164 of the Civil Code of the Province of Québec, the Lieutenant-Governor in Council may alter the form of any books, indexes or other official documents to be kept by registrars, or direct new ones to be kept; and all orders to that effect are published in the *Québec Official Gazette* and take effect from the day therein appointed, provided such day be not fixed at less than one month from the publication of such order;

WHEREAS, in order to facilitate the making of registration entries in the indexes of immovables for the l'Islet registration division, and to facilitate searches in the said indexes of immovables, it is expedient to order that the registers furnished the registrar of this registration division for use as indexes of immovables be loose-leaf registers.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the registers to be used as indexes of immovables in the l'Islet registration division be loose-leaf registers, effective on the thirtieth day from publication of this Order in Council in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

332-o



A.C. 3394-73, 19 septembre 1973
Règ. 74-49, 7 février 1974

CODE CIVIL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Format des registres

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le format des registres pour les index des immeubles dans la division d'enregistrement de La Tuque.

ATTENDU QUE l'article 2164 du Code civil de la province de Québec stipule que le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer la forme de tout livre, index ou autre document officiel que doivent tenir les registrateurs, ou ordonner qu'il en soit tenu de nouveaux; et tout ordre à cet effet est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et a effet à dater du jour qui y est mentionné, pourvu que ce jour ne soit pas fixé à moins d'un mois après la publication de cet ordre.

ATTENDU QUE, pour faciliter l'entrée des mentions des enregistrements dans les index des immeubles de la division d'enregistrement de La Tuque et pour faciliter les recherches dans ces mêmes index des immeubles, il y a lieu d'ordonner que les registres fournis au registrateur de cette division d'enregistrement pour servir d'index des immeubles soient des registres à feuillets mobiles.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de la justice:

QUE les registres qui doivent être fournis pour servir d'index des immeubles dans la division d'enregistrement de La Tuque soient des registres à feuillets mobiles, et ce, à compter du trentième jour suivant la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* du présent arrêté en conseil

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

332-o

O.C. 3394-73, 19 September 1973
Reg. 74-49, 7 February 1974

CIVIL CODE OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Format of registers

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the format of registers for indexes of immovables in the La Tuque registration division.

WHEREAS under article 2164 of the Civil Code of the Province of Québec, the Lieutenant-Governor in Council may alter the form of any books, indexes or other official documents to be kept by registrars, or direct new ones to be kept; and all orders to that effect are published in the *Québec Official Gazette* and take effect from the day therein appointed, provided such day be not fixed at less than one month from the publication of such order.

WHEREAS, in order to facilitate the making of registration entries in the indexes of immovables for the La Tuque registration division, and to facilitate searches in the said indexes of immovables, it is expedient to order that the registers furnished the registrar of this registration division for use as indexes of immovables be loose-leaf registers.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the registers to be used as indexes of immovables in the La Tuque registration division be loose-leaf registers, effective on the thirtieth day from publication of this Order in Council in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

332-o



Ordonnance F-28, 7 février 1974
Règ. 74-50, 8 février 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Ordonnance F-28 relative au prix du lait dans la région centrale

Vu la requête présentée par la Fédération des producteurs de lait du Québec et les représentations faites par les personnes intéressées au cours d'une audience publique tenue par la Régie;

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance:

a) l'expression « lait de classe I » signifie

i) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait pasteurisé;

lait pasteurisé et homogénéisé;

lait diététique;

ii) lait de beurre, contenant un minimum de 3.25% de gras de lait selon la méthode Babcock;

iii) lait chocolaté ou aromatisé, contenant un minimum de 3% de gras de lait selon la méthode Babcock;

iv) le lait écrémé ou le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous-paragraphe i);

v) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait écrémé;

vi) lait partiellement écrémé, contenant 1%, 1 1/2% ou 2% de gras de lait selon la méthode Babcock;

vii) le lait cru vendu pour consommation;

viii) le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphe i), ii) et iii);

b) l'expression « marchand de lait » signifie toute personne qui achète ou reçoit, d'un producteur, du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe a);

c) les mots « producteur » et « Régie » ont la même signification que dans la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés.

2. Le marchand de lait dont la fabrique est située dans la province, mais qui n'est pas visé par les ordonnances F-29 et F-30, respectivement pour les régions de l'Abitibi et de la Côte-Nord, doit verser au producteur et autre fournisseur, pour chaque 100 livres de lait de classe I

Order F-28, February 7, 1974
Reg. 74-50, February 8, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

Order F-28 concerning the milk price in central region

Considering the request made by the *Fédération des producteurs de lait du Québec* and the representations made by the interested persons at public hearing held by the Board;

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order:

(a) the words "Class I milk" mean

(i) milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

pasteurized milk;

pasteurized and homogenized milk;

dietetic milk;

(ii) buttermilk containing a minimum of 3.25% butterfat after the Babcock test;

(iii) chocolate or flavoured milk containing a minimum of 3% butterfat after the Babcock test;

(iv) skimmed milk or partly skimmed milk or cream utilized for the standardization of all the products named in subparagraph (i);

(v) milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

skimmed milk;

(vi) partly skimmed milk containing 1%, 1 1/2% of 2% butterfat after the Babcock test;

(vii) raw milk sold for consumption;

(viii) milk and cream sold by a milk dealer to another milk dealer for the purposes shown in subparagraphs (i), (ii) and (iii);

(b) the words "milk dealer" mean any person buying or receiving from a producer milk for use or sale in any of the dairy products named in paragraph a);

(c) the words "producer" and "Board" have the same meaning as that given by the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act.

2. The milk dealer whose factory is located in the Province, but who has no concern with orders F-29 and F-30 respectively for the regions of Abitibi and North Shore, must pay to the producer and other supplier, for each 100 pounds of Class I milk he buys or receives from

qu'il achète ou reçoit d'eux, \$9.01 net, f.a.b. la place d'affaires du marchand de lait.

Ce prix est fixé sur la base de 3.4% de gras de lait, avec une variation de \$0.06 par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus ou au-dessous de cette base.

3. Le marchand de lait peut convenir avec l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint des producteurs de lait du Québec ou, s'il y a lieu, avec d'autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

4. La présente ordonnance abroge l'ordonnance F-25 et entrera en vigueur le 15 février 1974.

Montréal, ce 7 février 1974.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

342-o

them, \$9.01 net, F.O.B. business place of said milk dealer.

This price is fixed on the basis of 3.4% butterfat, with a \$0.06 differential per 100 pounds of milk for each tenth of 1% above or below this basis.

3. The milk dealer may agree with the organization entrusted with the carrying out of the Québec Milk Producers' Joint Plan or, as the case may be, with other suppliers, by written contract approved by the Board, to another price for milk assigned to other products than those of Class I milk.

4. The present order repeals Order F-25 and shall come into force on February 15, 1974.

Montreal, this 7th of February, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

342-o

Ordonnance F-29, 7 février 1974
Règ. 74-51, 8 février 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Ordonnance F-29 relative au prix du lait dans la région de l'Abitibi

Vu la requête présentée par la Fédération des producteurs de lait du Québec et les représentations faites par les personnes intéressées au cours d'une audience publique tenue par la Régie;

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance

a) l'expression « lait de classe I » signifie

i) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait pasteurisé;

lait pasteurisé et homogénéisé;

lait diététique;

lait de beurre, contenant un minimum de 3.25% de gras de lait selon la méthode Babcock;

lait chocolaté ou aromatisé, contenant un minimum de 3% de gras de lait selon la méthode Babcock;

ii) le lait écrémé ou le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous-paragraphe i);

iii) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait écrémé;

lait partiellement écrémé, contenant 1%, 1 1/2% ou 2% de gras de lait selon la méthode Babcock;

iv) le lait cru vendu pour consommation;

v) le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphe i), ii) et iii);

b) l'expression « marchand de lait » signifie toute personne qui achète ou reçoit, d'un producteur, du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe a);

c) les mots « producteur » et « Régie » ont la même signification que dans la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés.

2. Le marchand de lait dont la fabrique est située dans la région de l'Abitibi, c'est-à-dire dans les comtés municipaux d'Abitibi et de Témiscamingue et dans les municipalités de cité et de villes situées géographiquement à l'intérieur de ces comtés, doit verser au producteur et

Order F-29, February 7, 1974
Reg. 74-51, February 8, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

Order F-29 concerning the milk price in the Abitibi region

Considering the request made by the *Fédération des producteurs de lait du Québec* and the representations made by the interested persons at public hearing held by the Board;

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order

(a) the words "Class I milk" mean

(i) milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

pasteurized milk;

pasteurized and homogenized milk;

dietetic milk;

buttermilk containing a minimum of 3.25% butterfat after the Babcock test;

chocolate or flavoured milk containing a minimum of 3% butterfat after the Babcock test;

(ii) skimmed milk or partly skimmed milk or cream utilized for the standardization of all the products named in subparagraph (i);

(iii) milk finally utilized by the milk dealer into the following products;

skimmed milk;

partly skimmed milk containing 1%, 1 1/2% or 2% butterfat after the Babcock test;

(iv) raw milk sold for consumption;

(v) milk and cream sold by a milk dealer to another milk dealer for the purposes shown in subparagraphs (i), (ii) and (iii);

(b) the words "milk dealer" mean any person buying or receiving from a producer milk for use or sale in any of the dairy products named in paragraph a);

(c) the words "producer" and "Board" have the same meaning as that given by the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act.

2. The milk dealer whose factory is located in the Abitibi region, that is in the municipal counties of Abitibi and Témiscamingue and in the city and town municipalities geographically located within these counties, must pay to the producer and other supplier for each 100 pounds of

autre fournisseur pour chaque 100 livres de lait de classe I qu'il achète ou reçoit d'eux, \$9.31 net, f.a.b. la place d'affaires dudit marchand de lait.

Ce prix est fixé sur la base de 3.4% de gras de lait, avec une variation de \$0.06 par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus ou au-dessous de cette base.

3. Le marchand de lait dont la place d'affaires est située hors de la région de l'Abitibi et qui vend ou livre directement ou par l'intermédiaire de distributeur, du lait de classe I dans cette région, doit payer ce lait au prix fixé pour la région de l'Abitibi et répartir entre les producteurs, au prorata de leurs quotas, la différence entre le prix payé et le prix fixé pour la région où se trouve la place d'affaires du marchand de lait.

4. Le marchand de lait peut convenir avec l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint des producteurs de lait du Québec ou, s'il y a lieu, avec d'autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

5. La présente ordonnance abroge l'ordonnance F-26 et entrera en vigueur le 15 février 1974.

Montréal, ce 7 février 1974.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

432-o

Class I milk he buys or receives from them, \$9.31 net, F.O.B. business place of said milk dealer.

This price is fixed on the basis of 3.4% butterfat, with a \$0.06 differential per 100 pounds of milk for each tenth of 1% above or below this basis.

3. The milk dealer whose business place is located outside the Abitibi region and who sells or delivers directly or through distributors Class I milk in this region, must pay this milk at the price fixed for the Abitibi region and share out among the producers proportionally to their quotas, the difference between the price paid and the price fixed for the region where is located the business place of said milk dealer.

4. The milk dealer may agree with the organization entrusted with the carrying out of the Québec Milk Producers' Joint Plan or, as the case may be, with other suppliers, by written contract approved by the Board, to another price for milk assigned to other products than those of Class I milk.

5. The present order repeals Order F-26 and shall come into force on February 15, 1974.

Montreal, this 7th of February, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

342-o

Ordonnance F-30, 7 février 1974
Règ. 74-52, 8 février 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

Ordonnance F-30 relative au prix du lait dans la région de la Côte-Nord

Vu la requête présentée par la Fédération des producteurs de lait du Québec et les représentations faites par les personnes intéressées au cours d'une audience publique tenue par la Régie:

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance:

a) l'expression « lait de classe I » signifie

i) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait pasteurisé;

lait pasteurisé et homogénéisé;

lait diététique;

lait de beurre, contenant un minimum de 3.25% de gras de lait selon la méthode Babcock;

lait chocolaté ou aromatisé, contenant un minimum de 3% de gras de lait selon la méthode Babcock;

ii) le lait écrémé ou le lait partiellement écrémé ou la crème servant à l'uniformisation de tout produit laitier énuméré au sous-paragraphe i);

iii) le lait utilisé finalement par le marchand de lait dans les produits suivants:

lait écrémé;

lait partiellement écrémé, contenant 1%, 1 1/2% ou 2% de gras de lait selon la méthode Babcock;

iv) le lait cru vendu pour consommation;

v) le lait et la crème vendus par le marchand de lait à un autre marchand de lait pour les fins indiquées aux sous-paragraphes i), ii) et iii);

b) l'expression « marchand de lait » signifie toute personne qui achète ou reçoit, d'un producteur, du lait pour l'utiliser ou le vendre en l'un ou l'autre des produits laitiers énumérés au paragraphe a);

c) les mots « producteur » et « Régie » ont la même signification que dans la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés.

2. Le marchand de lait dont la fabrique est située dans la région de la Côte-Nord, c'est-à-dire dans le comté municipal de Saguenay et dans les municipalités de cités et villes situées géographiquement à l'intérieur de ce comté, doit verser au producteur et autre fournisseur,

Order F-30, February 7, 1974
Reg. 74-52, February 8, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

Order F-30 concerning the milk price in the North Shore region

Considering the request made by the *Fédération des producteurs de lait du Québec* and the representations made by the interested persons at public hearing held by the Board:

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order:

(a) the words "Class I milk" mean

(i) milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

pasteurized milk;

pasteurized and homogenized milk;

dietetic milk;

buttermilk containing a minimum of 3.25% butterfat after the Babcock test;

chocolate or flavoured milk containing a minimum of 3% butterfat after the Babcock test;

(ii) skimmed milk or partly skimmed milk or cream utilized for the standardization of all the products named in subparagraph (i);

(iii) milk finally utilized by the milk dealer into the following products:

skimmed milk;

partly skimmed milk containing 1%, 1 1/2% or 2% butterfat after the Babcock test;

(iv) raw milk sold for consumption;

(v) milk and cream sold by a milk dealer to another milk dealer for the purposes shown in subparagraphs (i), (ii) and (iii);

(b) the words "milk dealer" mean any person buying or receiving from a producer milk for use or sale in any of the dairy products named in paragraph a);

(c) the words "producer" and "Board" have the same meaning as that given by the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act.

2. The milk dealer whose factory is located in the North Shore region, that is in the municipal county of Saguenay and in the city and town municipalities geographically located within this county, must pay to the producer and other supplier for each 100 pounds of Class I

pour chaque 100 livres de lait de classe I qu'il achète ou reçoit d'eux, \$9.66 net, f.a.b. la place d'affaires dudit marchand de lait.

Ce prix est fixé sur la base de 3.4% de gras de lait, avec une variation de \$0.06 par 100 livres de lait pour chaque dixième de 1% au-dessus ou au-dessous de cette base.

3. Toutefois, ce marchand de lait peut verser au producteur et autre fournisseur situés hors de la région de la Côte-Nord, le prix fixé par ordonnance pour la région du producteur ou fournisseur, net, f.a.b. le lieu d'expédition ou le quai d'embarquement de cette région à la région de la Côte-Nord. Le taux de transport du lait entre la ferme du producteur et le lieu d'expédition ou quai d'embarquement doit être négocié entre le marchand de lait et l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint des producteurs de lait du Québec, ou, s'il y a lieu, avec d'autres fournisseurs, puis être approuvé par la Régie avant d'entrer en vigueur.

4. Le marchand de lait peut convenir avec l'organisme chargé d'appliquer le plan conjoint des producteurs de lait du Québec ou, s'il y a lieu, avec d'autres fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Régie, d'un autre prix pour le lait destiné à d'autres produits que ceux du lait de classe I.

5. La présente ordonnance abroge l'ordonnance F-27 et entrera en vigueur le 15 février 1974.

Montréal, ce 7 février 1974.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

342-o

milk he buys or receives from them, \$9.66 net, F.O.B. business place of said milk dealer.

This price is fixed on the basis of 3.4% butterfat, with a \$0.06 differential per 100 pounds of milk for each tenth of 1% above or below this basis.

3. However, this milk dealer may pay to the producer or other supplier located outside the North Shore region, the price fixed by order for the region where is located the producer or supplier, net, F.O.B. the shipping point or embarkation wharf from this region to the North Shore region. The milk transport charge between the producer's farm and the shipping point or embarkation wharf must be negotiated between the milk dealer and the organization entrusted with the carrying out of the Québec Milk Producers' Joint Plan or, as the case may be, with other suppliers, and be approved by the board before coming into force.

4. The milk dealer may agree with the organization entrusted with the carrying out of the Québec Milk Producers' Joint Plan or, as the case may be, with other suppliers, by written contract approved by the Board, to another price for milk assigned to other products than those of Class I milk.

5. The present order repeals Order F-27 and shall come into force on February 15, 1974.

Montreal, this 7th of February, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

342-o

Ordonnance L-39, 7 février 1974
Règ. 74-53, 8 février 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

**Ordonnance L-39 relative au prix du lait nature
dans la région centrale**

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait écrémé ou partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation.

2. La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement au Québec, sauf dans les régions suivantes:

a) les Îles-de-la-Madeleine;

b) au nord du 50e parallèle;

c) la région de l'Abitibi et de la Gaspésie, telle que définie dans l'ordonnance L-40;

d) la région de Chibougamau-Côte-Nord, telle que définie dans l'ordonnance L-41.

3. Sauf dans les cas prévus aux articles 4 et 5, le lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit l'être aux prix suivants:

\$0.41 @ \$0.45 dans un contenant d'une pinte;

\$0.81 @ \$0.89 dans un contenant d'un demi-gallon;

\$1.17 @ \$1.32 dans un contenant de 3 pintes et de

\$1.54 @ \$1.74 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

4. Le prix du lait nature offert ou vendu au comptoir directement au consommateur doit l'être aux prix suivants:

\$0.40 @ \$0.44 dans un contenant d'une pinte;

\$0.79 @ \$0.87 dans un contenant d'un demi-gallon;

\$1.14 @ \$1.29 dans un contenant de 3 pintes et de

\$1.51 @ \$1.71 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

5. Le lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, restaurant ou épicerie, doit l'être aux prix suivants:

\$0.365 @ \$0.405 dans un contenant d'une pinte;

\$0.72 @ \$0.80 dans un contenant d'un demi-gallon;

\$1.04 @ \$1.19 dans un contenant de 3 pintes et de

\$1.36 @ \$1.56 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

Le prix du lait nature vendu dans un contenant de plus d'un gallon à l'une des personnes prévues au présent article, doit être majoré de \$0.08 le gallon si le contenant

Order L-39, February 7, 1974
Reg. 74-53, February 8, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

**Order L-39 concerning natural milk price
in the central region**

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order the words "natural milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, skimmed or partly skimmed milk sold or delivered for consumption.

2. This order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within Québec, except in the following regions:

(a) the Îles-de-la-Madeleine;

(b) north of the 50th parallel;

(c) the region of Abitibi and Gaspesia, as delimited in Order L-40;

(d) the region of Chibougamau-North-Shore, as delimited in Order L-41.

3. Except in cases covered by sections 4 and 5, natural milk offered, sold or delivered to consumer, shall be at the following prices:

\$0.41 @ \$0.45 in a container of one quart;

\$0.81 @ \$0.89 in a container of one half gallon;

\$1.17 @ \$1.32 in a container of 3 quarts and from

\$1.54 @ \$1.74 per gallon in a container of one or more gallons.

4. Natural milk offered or sold at the counter directly to the consumer shall be at the following prices:

\$0.40 @ \$0.44 in a container of one quart;

\$0.79 @ \$0.87 in a container of one half gallon;

\$1.14 @ \$1.29 in a container of 3 quarts and from

\$1.51 @ \$1.71 per gallon in a container of one or more gallons.

5. Natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, restaurant or grocery store shall be at the following prices:

\$0.365 @ \$0.405 in a container of one quart;

\$0.72 @ \$0.80 in a container of one half gallon;

\$1.04 @ \$1.19 in a container of 3 quarts and from

\$1.36 @ \$1.56 per gallon in a container of one or more gallons.

The price of natural milk sold in a container of more than one gallon to one of the persons mentioned in the present section, shall be increased by \$0.08 per gallon

peut être retourné au marchand de lait, et de \$0.11 si contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait.

6. Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation, doit contenir 1%, 1½% ou de 2% de gras de lait et nonobstant les articles 3, 4 et 5,

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

- \$0.02 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.06 dans un contenant de 3 pintes,
- \$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

b) le lait contenant 1½% de gras peut être vendu à un rabais de

- \$0.03 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.09 dans le contenant de 3 pintes,
- \$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

- \$0.04 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.12 dans un contenant de 3 pintes,
- \$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

d) le lait écrémé peut être vendu à un rabais de

- \$0.05 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.10 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.15 dans un contenant de 3 pintes,
- \$0.20 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

7. Les prix fixés aux articles 3, 4, 5 et 6 pour un contenant de 3 pintes s'appliquent également au lait ou au lait partiellement ou totalement écrémé offert, vendu ou livré en 3 sachets de polyéthylène d'une pinte chacun groupés dans un seul emballage.

8. Tous les prix mentionnés dans la présente ordonnance peuvent être diminués d'un montant maximum de \$0.05 la pinte pour donner effet à l'entente intervenue avec le Gouvernement du Canada relative à l'octroi d'un subside au consommateur.

9. La présente ordonnance abroge l'ordonnance L-36 et entrera en vigueur le 15 février 1974.

Montréal, ce 7 février 1974

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

if the container is returnable to the milk dealer, and by \$0.11 if the container is not returnable to the milk dealer.

6. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption, must contain 1%, 1½% or 2% butterfat and, notwithstanding sections 3, 4 and 5,

(a) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

- \$0.02 in a container of one quart,
- \$0.04 in a container of one half gallon,
- \$0.06 in a container of 3 quarts,
- \$0.08 per gallon in a container of one or more gallons.

(b) milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

- \$0.03 in a container of one quart,
- \$0.06 in a container of one half gallon,
- \$0.09 in a container of 3 quarts,
- \$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

(c) milk with 1% butterfat may be sold at discount of

- \$0.04 in a container of one quart,
- \$0.08 in a container of one half gallon,
- \$0.12 in a container of 3 quarts,
- \$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

(d) skimmed milk may be sold at a discount of

- \$0.05 in a container of one quart,
- \$0.10 in a container of one half gallon,
- \$0.15 in a container of 3 quarts,
- \$0.20 per gallon in a container of one or more gallons.

7. The prices fixed in sections 3, 4, 5 and 6 for a container of 3 quarts apply also to milk or partly or totally skimmed milk offered, sold or delivered in 3 bags of polyethylene of one quart each joined together into one package.

8. The prices mentioned in the present order may be lowered a maximum of \$0.05 a quart to make operative the agreement reached with the Government of Canada concerning the grant of a subsidy to the consumer.

9. The present order repeals order L-36 and shall come into force of February 15, 1974.

Montréal, this 7th of February, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

Ordonnance L-40, 7 février 1974
Règ. 74-54, 8 février 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

**Ordonnance L-40 relative au prix du lait nature
dans la région de l'Abitibi et de la Gaspésie**

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait écrémé ou partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation.

2. La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la région de l'Abitibi et de la Gaspésie. Cette région comprend les comtés municipaux d'Abitibi, Témiscamingue, Bonaventure, Gaspé-Est et Gaspé-Ouest, les municipalités de cités et villes comprises géographiquement à l'intérieur de ces comtés, ainsi que les municipalités de Lebel-sur-Quévillon et Matagami.

3. Sauf dans les cas prévus aux articles 4 et 5, le lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit l'être aux prix suivants:

\$0.42 @ \$0.48 dans un contenant d'une pinte;
\$0.82 @ \$0.94 dans un contenant d'un demi-gallon;
\$1.18 @ \$1.39 dans un contenant de 3 pintes et de
\$1.55 @ \$1.83 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

4. Le prix du lait nature offert en vente ou vendu au comptoir directement au consommateur doit l'être aux prix suivants:

\$0.41 @ \$0.47 dans un contenant d'une pinte;
\$0.80 @ \$0.92 dans un contenant d'un demi-gallon;
\$1.16 @ \$1.37 dans un contenant de 3 pintes et de
\$1.53 @ \$1.81 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

5. Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, restaurant ou épicerie, doit l'être aux prix suivants:

\$0.39 @ \$0.45 dans un contenant d'une pinte;
\$0.76 @ \$0.88 dans un contenant d'un demi-gallon;
\$1.11 @ \$1.29 dans un contenant de 3 pintes et de
\$1.38 @ \$1.71 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

Le prix du lait nature vendu dans un contenant de plus d'un gallon à l'une des personnes prévues au présent article, doit être majoré de \$0.08 le gallon si le contenant

Order L-40, February 7, 1974
Reg. 74-54, February 8, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

**Order L-40 concerning natural milk price in
the Abitibi and Gaspesia region**

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order the words "natural milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, skimmed or partly skimmed milk sold or delivered for consumption.

2. This order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Abitibi and Gaspesia region. This region includes the municipal counties of Abitibi, Témiscamingue, Bonaventure, Gaspé-East, Gaspé-West, the city and town municipalities geographically comprised within the territory of these counties, and also the municipalities of Lebel-sur-Quévillon and Matagami.

3. Except in cases covered by sections 4 and 5, natural milk offered, sold or delivered to consumer, shall be at the following prices:

\$0.42 @ \$0.48 in a container of one quart;
\$0.82 @ \$0.94 in a container of one half gallon;
\$1.18 @ \$1.39 in a container of 3 quarts and from
\$1.55 @ \$1.83 per gallon in a container of one or more gallons.

4. The price of natural milk offered for sale or sold at the counter directly to the consumer, shall be at the following prices:

\$0.41 @ \$0.47 in a container of one quart;
\$0.80 @ \$0.92 in a container of one half gallon;
\$1.16 @ \$1.37 in a container of 3 quarts and from
\$1.53 @ \$1.81 per gallon in a container of one or more gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, restaurant or grocery store, shall be at the following prices:

\$0.39 @ \$0.45 in a container of one quart;
\$0.76 @ \$0.88 in a container of one half gallon;
\$1.11 @ \$1.29 in a container of 3 quarts and from
\$1.38 @ \$1.71 per gallon in a container of one or more gallons.

The price of natural milk sold in a container of more than one gallon to one of the persons mentioned in the present section, shall be increased by \$0.08 per gallon

peut être retourné au marchand de lait, et de \$0.11 si le contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait.

6. Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1%, 1 1/2% ou de 2% de gras de lait et nonobstant les articles 3, 4 et 5.

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

- \$0.02 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.06 dans un contenant de 3 pintes,
- \$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

b) le lait contenant 1 1/2% de gras peut être vendu à un rabais de

- \$0.03 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.09 dans le contenant de 3 pintes,
- \$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

- \$0.04 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.12 dans un contenant de 3 pintes,
- \$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

d) le lait écrémé peut être vendu à un rabais de

- \$0.05 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.10 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.15 dans un contenant de 3 pintes,
- \$0.20 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

7. Les prix fixés aux articles 3, 4, 5 et 6 pour un contenant de 3 pintes s'appliquent également au lait ou au lait partiellement ou totalement écrémé offert, vendu ou livré en 3 sachets de polyéthylène d'une pinte chacun groupés dans un seul emballage.

8. Tous les prix mentionnés dans la présente ordonnance peuvent être diminués d'un montant maximum de \$0.05 la pinte pour donner effet à l'entente intervenu avec le Gouvernement du Canada relative à l'octroi d'un subside au consommateur.

9. La présente ordonnance abroge l'ordonnance L-37 et entrera en vigueur le 15 février 1974.

Montréal, ce 7 février 1974

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

if the container is returnable to the milk dealer, and by \$0.11 if the container is not returnable to the milk dealer.

6. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption, must contain 1%, 1 1/2% of 2% butterfat and, notwithstanding sections 3, 4 and 5.

(a) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

- \$0.02 in a container of one quart,
- \$0.04 in a container of one half gallon,
- \$0.06 in a container of 3 quarts,
- \$0.08 per gallon in a container of one or more gallons.

(b) milk with 1 1/2% butterfat may be sold at a discount of

- \$0.03 in a container of one quart,
- \$0.06 in a container of one half gallon,
- \$0.09 in a container of 3 quarts,
- \$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

(c) milk with 1% butterfat may be sold at discount of

- \$0.04 in a container of one quart,
- \$0.08 in a container of one half gallon,
- \$0.12 in a container of 3 quarts,
- \$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

(d) skimmed milk may be sold at a discount of

- \$0.05 in a container of one quart,
- \$0.10 in a container of one half gallon,
- \$0.15 in a container of 3 quarts,
- \$0.20 per gallon in a container of one or more gallons.

7. The prices fixed in sections 3, 4, 5 and 6 for a container of 3 quarts apply also to milk or partly or totally skimmed milk offered, sold or delivered in 3 bags of polyethylene of one quart each joined together into one package.

8. The prices mentioned in the present order may be lowered a maximum of \$0.05 a quart to make operative the agreement reached with the Government of Canada concerning the grant of a subsidy to the consumer.

9. The present order repeals order L-37 and shall come into force of February 15, 1974.

Montréal, this 7th of February, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

Ordonnance L-41, 7 février 1974
Règ. 74-55, 8 février 1974

LOI DES PRODUITS LAITIERS
ET DE LEURS SUCCÉDANÉS
(L.Q., 1969, ch. 45)

**Ordonnance L-41 relative au prix du lait nature
dans la région de Chibougamau-Côte-Nord**

Vu l'article 38 de la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés;

La Régie des marchés agricoles du Québec ordonne ce qui suit:

1. Dans la présente ordonnance l'expression « lait nature » signifie le lait cru, le lait pasteurisé, le lait pasteurisé et homogénéisé, le lait écrémé ou partiellement écrémé vendu ou livré pour consommation.

2. La présente ordonnance s'applique à quiconque vend ou livre du lait nature directement ou indirectement dans la région de Chibougamau-Côte-Nord. Cette région comprend le comté municipal de Saguenay, les municipalités des cités et villes comprises géographiquement à l'intérieur de ce comté, ainsi que Chibougamau et les municipalités situées à moins de 50 milles de Chibougamau.

3. Sauf dans les cas prévus aux articles 4 et 5, le lait nature offert, vendu ou livré au consommateur, doit l'être aux prix suivants:

\$0.45 @ \$0.51 dans un contenant d'une pinte;
\$0.89 @ \$1.01 dans un contenant d'un demi-gallon;
\$1.29 @ \$1.50 dans un contenant de 3 pintes et de
\$1.70 @ \$1.98 le gallon dans un contenant d'un ou de
plusieurs gallons.

4. Le prix du lait nature offert en vente ou vendu au comptoir directement au consommateur doit l'être aux prix suivants:

\$0.44 @ \$0.50 dans un contenant d'une pinte;
\$0.87 @ \$0.99 dans un contenant d'un demi-gallon;
\$1.27 @ \$1.54 dans un contenant de 3 pintes et de
\$1.68 @ \$1.96 le gallon dans un contenant d'un ou de
plusieurs gallons.

5. Le prix du lait nature offert, vendu ou livré à un établissement public, hôtel, cantine militaire, hôpital, restaurant ou épicerie, doit l'être aux prix suivants:

\$0.41 @ \$0.47 dans un contenant d'une pinte;
\$0.81 @ \$0.95 dans un contenant d'un demi-gallon;
\$1.20 @ \$1.38 dans un contenant de 3 pintes et de
\$1.53 @ \$1.81 le gallon dans un contenant d'un ou de
plusieurs gallons.

Le prix du lait nature vendu dans un contenant de plus d'un gallon à l'une des personnes prévues au présent

Order L-41, February 7, 1974
Reg. 74-55, February 8, 1974

DAIRY PRODUCTS AND DAIRY PRODUCTS
SUBSTITUTES ACT
(S.Q., 1969, ch. 45)

**Order L-41 concerning natural milk price
in the Chibougamau-North-Shore region.**

Considering section 38 of the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act;

The Québec Agricultural Marketing Board orders as follows:

1. In this order the words "natural milk" mean raw milk, pasteurized milk, pasteurized and homogenized milk, skimmed or partly skimmed milk sold or delivered for consumption.

2. This order applies to whoever sells or delivers natural milk directly or indirectly within the Chibougamau-North-Shore region. This region includes the municipal county of Saguenay, the city and town municipalities geographically comprised within the territory of this county, and also Chibougamau and the municipalities located at less than 50 miles from Chibougamau.

3. Except in cases covered by sections 4 and 5, natural milk offered, sold or delivered to consumer, shall be at the following prices:

\$0.45 @ \$0.51 in a container of one quart;
\$0.89 @ \$1.01 in a container of one half gallon;
\$1.29 @ \$1.50 in a container of 3 quarts and from
\$1.70 @ \$1.98 per gallon in a container of one or more
gallons.

4. The price of natural milk offered for sale or sold at the counter directly to the consumer, shall be at the following prices:

\$0.44 @ \$0.50 in a container of one quart;
\$0.87 @ \$0.99 in a container of one half gallon;
\$1.27 @ \$1.48 in a container of 3 quarts and from
\$1.68 @ \$1.96 per gallon in a container of one or more
gallons.

5. The price of natural milk offered, sold or delivered to a public institution, hotel, military canteen, hospital, restaurant or grocery store, shall be at the following prices:

\$0.41 @ \$0.47 in a container of one quart;
\$0.81 @ \$0.95 in a container of one half gallon;
\$1.20 @ \$1.38 in a container of 3 quarts and from
\$1.53 @ \$1.81 per gallon in a container of one or more
gallons.

The price of natural milk sold in a container of more than one gallon to one of the persons mentioned in the

article, doit être majoré de \$0.08 le gallon si le contenant peut être retourné au marchand de lait, et de \$0.11 si le contenant ne peut pas être retourné au marchand de lait

6. Le lait partiellement écrémé offert, vendu ou livré pour consommation doit contenir 1%, 1½% ou de 2% de gras de lait et nonobstant les articles 3, 4 et 5,

a) le lait contenant 2% de gras peut être vendu à un rabais de

- \$0.02 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.04 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.06 dans un contenant de 3 pintes,
- \$0.08 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

b) le lait contenant 1½% de gras peut être vendu à un rabais de

- \$0.03 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.06 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.09 dans le contenant de 3 pintes,
- \$0.12 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

c) le lait contenant 1% de gras peut être vendu à un rabais de

- \$0.04 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.08 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.12 dans un contenant de 3 pintes,
- \$0.16 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

d) le lait écrémé peut être vendu à un rabais de

- \$0.05 dans un contenant d'une pinte,
- \$0.10 dans un contenant d'un demi-gallon,
- \$0.15 dans un contenant de 3 pintes,
- \$0.20 le gallon dans un contenant d'un ou de plusieurs gallons.

7. Les prix fixés aux articles 3, 4, 5 et 6 pour un contenant de 3 pintes s'appliquent également au lait ou au lait partiellement ou totalement écrémé offert, vendu ou livré en 3 sachets de polyéthylène d'une pinte chacun groupés dans un seul emballage.

8. Tous les prix mentionnés dans la présente ordonnance peuvent être diminués d'un montant maximum de \$0.05 la pinte pour donner effet à l'entente intervenue avec le Gouvernement du Canada relative à l'octroi d'un subside au consommateur.

9. La présente ordonnance abroge l'ordonnance L-38 et entrera en vigueur le 15 février 1974.

Montréal, ce 7 février 1974.

Copie certifiée conforme.

Par le secrétaire,
GILLES LEBLANC.

present section, shall be increased by \$0.08 per gallon if the container is returnable to the milk dealer, and by \$0.11 if the container is not returnable to the milk dealer.

6. Partly skimmed milk offered, sold or delivered for consumption, must contain 1%, 1½% or 2% butterfat and, notwithstanding sections 3, 4 and 5,

(a) milk with 2% butterfat may be sold at a discount of

- \$0.02 in a container of one quart,
- \$0.04 in a container of one half gallon,
- \$0.06 in a container of 3 quarts,
- \$0.08 per gallon in a container of one or more gallons.

(b) milk with 1½% butterfat may be sold at a discount of

- \$0.03 in a container of one quart,
- \$0.06 in a container of one half gallon,
- \$0.09 in a container of 3 quarts,
- \$0.12 per gallon in a container of one or more gallons.

(c) milk with 1% butterfat may be sold at discount of

- \$0.04 in a container of one quart,
- \$0.08 in a container of one half gallon,
- \$0.12 in a container of 3 quarts,
- \$0.16 per gallon in a container of one or more gallons.

(d) skimmed milk may be sold at a discount of

- \$0.05 in a container of one quart,
- \$0.10 in a container of one half gallon,
- \$0.15 in a container of 3 quarts,
- \$0.20 per gallon in a container of one or more gallons.

7. The prices fixed in sections 3, 4, 5 and 6 for a container of 3 quarts apply also to milk or partly or totally skimmed milk offered, sold or delivered in 3 bags of polyethylene of one quart each joined together into one package.

8. The prices mentioned in the present order may be lowered a maximum of \$0.05 a quart to make operative the agreement reached with the Government of Canada concerning the grant of a subsidy to the consumer.

9. The present order repeals order L-38 and shall come into force of February 15, 1974.

Montréal, this 7th of February, 1974.

Certified True Copy.

GILLES LEBLANC,
Secretary.

Projets de règlement

Draft Regulations

Automobile—région de Sherbrooke

Projet de modification

Le ministre du travail et de la main-d'œuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'automobile dans les régions d'Arthabaska, Thetford Mines, Granby et Sherbrooke, rendue obligatoire par le décret 1982 du 1er juin 1971 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

Remplacer les articles 1.00 à 16.00 inclusivement et 18.00 à 29.00 inclusivement par les suivants:

« **1.00 Définitions:** Aux fins du présent décret, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

1.01 « Apprenti »: désigne tout salarié qui pratique l'un des métiers régis par le présent décret et qui n'a pas encore obtenu son certificat de compagnon à la suite d'un examen.

1.02 « Artisan »: désigne toute personne faisant seule ou en société un travail régi par le présent décret pour son propre bénéfice. Il désigne aussi tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

1.03 « Atelier de mécanique »: désigne tout établissement où, avec des pièces neuves ou usagées, on remet en bon état, répare, règle ou travaille les moteurs ou diverses autres pièces de véhicules à moteur pour le public ou dans le but de les revendre au gros ou au détail, que ces moteurs ou ces pièces soient séparés du véhicule ou non.

1.04 « Receveur-expéditeur de pièces de véhicules à moteur »: désigne tout salarié dont la fonction est strictement limitée à la réception, au déballage, à l'emmagasinage, à la préparation ou à l'expédition des commandes, à l'entretien de l'établissement ou au nettoyage des pièces des véhicules à moteur.

Ces tâches peuvent être confiées à des étudiants entre le 1er mai et le 30 septembre, pourvu que ceci ne contribue en aucune façon au déplacement d'un employé permanent.

Automobile—Sherbrooke region

Draft amendment

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act, (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the automobile industry in the Arthabaska, Thetford Mines, Granby and Sherbrooke regions, rendered obligatory by Decree 1982 of June 1, 1971 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for his consideration and decision, the following amendments to the said decree:

Sections 1.00 to 16.00 inclusively and sections 18.00 to 29.00 inclusively shall be replaced by the following:

“**1.00 Definitions:** For the purposes of this decree, the following words and expressions have the meaning hereinafter given to them:

1.01 “Apprentice”: any employee who plys one of the trades subject to this decree and who has not yet obtained a journeyman's certificate following an examination.

1.02 “Artisan”: any employee who, alone or in partnership, performs any of the work covered by the decree for his own benefit. It also means any employer or professional employer performing such work.

1.03 “Machine shop”: any establishment where, with new or used parts, motors or various other motor vehicle parts are rebuilt, reconditioned, repaired, adjusted or worked upon either for customers or for resale purposes (retail or wholesale), whether or not such motors or parts be detached from the motor vehicle.

1.04 “Warehouse clerk”: any employee whose work is strictly limited to receiving, unpacking, storing or cleaning motor vehicle parts, preparing or shipping orders, doing maintenance work or maintaining the establishment.

Students may perform such work between May 1 and September 30, provided they do not take a regular employee's place.

1.05 « Chasseur de véhicules à moteur »: désigne tout salarié dont la fonction est strictement limitée à la conduite et au déplacement des véhicules à moteur des clients ou de l'établissement, aux services courants tels que: vérifier le volume d'air dans les pneus, vérifier le niveau de liquide dans le radiateur et dans la batterie, nettoyer le parebrise, nettoyer l'intérieur et l'extérieur des véhicules à moteur, que ce travail soit fait à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

À l'exclusion des postes de lavage ces emplois peuvent être confiés à des étudiants entre le 1er mai et le 30 septembre pourvu que ceci ne contribue en aucune façon au déplacement d'un employé permanent.

1.06 « Commissionnaire »: désigne tout salarié dont le principal travail est la livraison ou le transport des marchandises avec un véhicule dont il a la charge.

1.07 « Compagnon »: désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et obtenu lors de l'examen son certificat de qualification compagnon dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile tels que: carrossier, carrossier-peintre, peintre, mécanicien, machiniste, électricien ou mise au point, soudeur, spécialiste en radiateur, aligneur de roues, spécialiste de la boîte automatique et préposé aux pièces.

1.08 « Concierge »: désigne tout salarié préposé au chauffage, au nettoyage et à l'entretien d'un établissement régi par le présent décret.

1.09 « Démonteur »: désigne tout salarié qui fait le démontage de véhicules à moteur dans le but de vendre, réparer ou emmagasiner les pièces ou de les revendre comme ferraille.

1.10 « Gardien de nuit »: désigne tout salarié dont les fonctions consistent à garder l'établissement ou la place d'affaires, ouvrir les portes, garer les voitures, nettoyer et entretenir l'établissement.

1.11 « Garage »: désigne tout endroit où l'on fait la réparation, la transformation, le démontage, le remontage ou le remisage des véhicules à moteur ou des pièces s'y rapportant. Sont considérés comme garage et par conséquent assujettis au présent décret, tous les établissements où se fait exclusivement ou en partie, la réparation ou le remontage des pièces ou accessoires nécessaires à la conduite ou au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces accessoires ou pièces soient séparés du véhicule à moteur ou non, ou qu'elles soient destinées à être vendues au gros ou au détail.

1.12 « Magasin de pièces »: désigne tout endroit où se fait le déballage, l'emballage, l'emmagasinement, la vente ou la

1.05 "Car jockey": any employee whose work consists solely in driving or moving motor vehicles belonging to customers or to the enterprise and in performing general services such as: checking tire pressure, checking the liquid level in the radiator or battery, cleaning the windshield and the outside and inside of motor vehicles, whether or not such work is performed inside or outside the establishment.

Students may perform such work between May 1 and September 30, provided they do not take a regular employee's place: (This section does not apply to car washes.)

1.06 "Messenger": any employee whose work consists mainly in delivering and transporting goods with a motor vehicle that is in his charge.

1.07 "Journeyman": any employee who has completed his apprenticeship and who, after examination, has obtained his certificate qualifying him as a journeyman in one of the automobile trades such as: bodyman, bodyman painter, painter, mechanic, machinist, electrician or tuner, welder, radiator specialist, wheel aligner, automatic transmission specialist, and partsman.

1.08 "Janitor": any employee who sees to the heating, cleaning up and maintenance work in a establishment covered by this decree.

1.09 "Wrecking mechanic": any employee who dismantles motor vehicles for the purpose of selling, repairing or storing the parts or selling the metal therefrom as scrap.

1.10 "Night watchman": any employee whose work consists in watching the establishment or business place, opening doors, placing or parking automobiles, cleaning and maintaining the establishment.

1.11 "Garage": any place where motor vehicles or parts thereof are repaired, transformed, dismantled, rebuilt or stored. Any establishment exclusively or partly engaged in the repair or rebuilding of parts or accessories required for the operation of a motor vehicle, whether or not such parts or accessories be detached from the motor vehicle or are intended to be resold on a wholesale or retail basis, is considered as a garage and is therefore governed by this decree.

1.12 "Parts store": any place where motor parts, automobile accessories and parts, as well as new or used

livraison de pièces de véhicules à moteur, d'accessoires d'automobiles ou de pièces d'équipement de garage, neuves ou usagées. Dans les établissements où seulement une partie du commerce consiste dans la vente de pièces d'automobiles, seuls les salariés affectés totalement ou en partie à ce travail sont régis par le présent décret.

1.13 « Pompiste »: désigne tout salarié dont le travail consiste à la surveillance des pompes distributrices des libres-services, à la vente d'essence ou de lubrifiants à la clientèle dans un établissement qui n'est pas construit de façon à pouvoir admettre un véhicule automobile à l'intérieur. Les conditions de travail du pompiste autres que celles concernant les salaires sont les mêmes que celles du préposé aux stations-services.

1.14 « Poste de lavage »: désigne tout endroit public où le travail principal consiste en le nettoyage, le lavage, le polissage ou l'essuyage des véhicules à moteur.

1.15 « Poste de vente ou de remontage de pièces ou accessoires »: désigne tout endroit où l'on fait la réparation, l'assemblage des pièces ou accessoires utilisés sur les véhicules à moteur usagés, le montage ou le démontage et la remise en bon état des dynamos, des démarreurs ou autres pièces ou accessoires nécessaires à la conduite et au fonctionnement d'un véhicule à moteur, que ces pièces ou accessoires soient séparés du véhicule à moteur ou non, qu'ils soient neufs ou usagés, qu'ils soient destinés à la vente au gros ou au détail.

1.16 « Préposé au service »: désigne tout salarié qui équilibre des roues, vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave, polit, essuie, nettoie, remorque ou conduit les véhicules à moteur, change et répare les pneus, les courroies de ventilateur ou de dynamo, les accumulateurs, les boyaux, les essuie-glaces, les phares, les filtres, les interrupteurs de clignotants et effectue toutes petites réparations d'urgence qui se présentent en dehors des heures normales des compagnons et qui ne peuvent être reportées au jour ouvrable suivant. Le montage des postes de radios, des appareils de climatisation et des clignotants doit être fait par un compagnon.

1.17 « Préposé aux stations-services »: désigne tout préposé au service travaillant dans une station-service distincte d'un garage ou dans un poste de lavage ou dans tout autre endroit où l'on donne les services au public plus de 5 jours par semaine.

1.18 « Préposé aux pièces de rechange »: désigne tout salarié affecté à la réception, au déballage, à l'emmagasinement, à la préparation ou à l'expédition des commandes, à l'identification ou à la vente des pièces ou accessoires d'un véhicule à moteur.

garage equipment parts are unpacked, packed, stored, sold and delivered. In establishments where only part of the commerce consists in the sale of automobile parts, only those employees who are totally or partly engaged in this work are governed by this decree.

1.13 "Pump attendant": any employee whose work consists in looking after self-service gasoline pumps and selling gas of lubricants to customers in an establishment which is constructed so that vehicles cannot be admitted inside. Working conditions of pump attendants, except those concerning wages, are the same as those for servicemen.

1.14 "Car wash": any public place where the main occupation consists in cleaning, washing, polishing and wiping motor vehicles.

1.15 "Parts or accessories shop": any place where parts or accessories for used cars are repaired and assembled, generators, starters and any other parts or accessories required for the operation of a motor vehicle are assembled, dismantled or reconditioned, whether or not such parts or accessories be detached from the motor vehicle, be new or used or intended to be sold on a wholesale or retail basis.

1.16 "Serviceman": any employee who does wheel alignment, sells gasoline or lubricants, greases, washes, polishes, wipes, cleans, tows or drives motor vehicles, changes and repairs tires, fan and generator belts, batteries, hoses, windshield wipers, headlights, filters, signal light switches, and does any emergency minor repair work outside standard working hours for journeymen when such work cannot be postponed until the next working day. However, radios, air conditioners and signal lights must be installed by a journeyman.

1.17 "Service station attendant": any serviceman working in a service station which is distinct from a garage or car wash or any other place where services are given to the public more than 5 days per week.

1.18 "Parts man": any employee who receives, unpacks, stores, fills out orders or ships goods ordered, labels or sells motor vehicle parts or accessories.

1.19 « Réparateur de pièces ou accessoires »: désigne tout salarié préposé à la réparation d'accumulateurs, de pare-chocs ou de toutes autres pièces ou accessoires d'un véhicule à moteur non énumérés au présent décret.

1.20 « Salarié »: désigne tout apprenti, ouvrier qualifié, compagnon, artisan, tout manoeuvre ou ouvrier non qualifié, tout préposé aux pièces de rechange, toute personne qui travaille individuellement, en équipe ou en société.

1.21 « Préposé aux stations-services à temps partiel »: désigne toute personne travaillant pour un employeur en surplus du personnel régulier durant certaines périodes de pointes périodiques, hebdomadaires ou autres.

1.22 « Spécialiste en pneus et cuisson »: désigne tout salarié qui, dans un établissement spécialisé dans l'industrie de pneus, en plus de monter les pneus d'autos et de camions de toutes dimensions, équilibre et graisse les roues, remplace les goujons de roues, met le calcium dans les roues de tracteur et coupe de goujons de roues au chalumeau.

1.23 « Station-service »: désigne tout endroit où l'on exécute un ou plusieurs des travaux mentionnés ci-dessous:

- a) vente de l'essence ou des lubrifiants;
- b) vente, montage ou réparation des pneus;
- c) lavage, nettoyage, polissage, lubrification, posage d'antirouille ou remisage des véhicules à moteur;
- d) service de dépannage;
- e) vente ou montage des pièces d'équipement énumérées à l'article 1.16;
- f) toutes les petites réparations d'urgence qui se présentent en dehors des heures normales de travail du mécanicien et qui ne peuvent être reportées aux jours suivants;
- g) remorquage des véhicules à moteur.

Toutefois, si une station-service possède une section de mécanique ou de réparation de véhicules à moteur, ladite section est considérée comme garage et assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

1.24 « Terrain de démontage »: désigne tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines de leurs pièces sont démontées pour être emmagasinées, réparées ou vendues comme matériel utilisable ou comme ferraille.

1.25 « Terrain ou garage de stationnement »: désigne un endroit réservé au stationnement ou au remisage des véhicules à moteur. Toutefois, les établissements qui ne donnent aucun service sur les véhicules à moteur sont exclus.

1.19 "Parts or accessories repairman": any employee whose work consists in repairing batteries, bumpers or any other motor vehicle part or accessory not mentioned in this decree.

1.20 "Employee": any apprentice, skilled worker or journeyman, artisan, labourer or unskilled worker, spare parts man or person who works individually, in a crew or in partnership.

1.21 "Part time service station attendant": any person working for an employer in addition to the regular personnel during certain busy times, periodically, weekly or otherwise.

1.22 "Tire and burning specialist": any person who, in a tire-specializing firm: mounts tires on motor vehicles and trucks of all sizes, balances and lubricates wheels, replaces wheel studs, puts calcium in tractor wheels, torchcuts wheel studs.

1.23 "Service station": any place where work of one or several of the kinds mentioned below is performed:

- (a) sale of gasoline and lubricants;
- (b) sale, fitting on, removal and repair of tires;
- (c) washing, cleaning, polishing, lubrication of storing of motor vehicles;
- (d) break-down service;
- (e) sale and installation of the equipment parts mentioned in section 1.16;
- (f) all emergency repairs required outside the mechanic's standard working hours and which cannot be postponed to any following working day;
- (g) towing of motor vehicles.

However, when a service station includes a motor vehicle mechanical or repair department, such department is considered as a garage and is governed by the working conditions set forth for garages or machine shops.

1.24 "Wrecking yard": any place where motor vehicles or certain parts thereof are dismantled in view of being stored, repaired or sold as used parts or as scrap.

1.25 "Parking lot or parking garage": any area reserved to park or store motor vehicles. However, establishments which do not service motor vehicles are excluded.

1.26 « Vendeur de service »: désigne tout salarié préposé exclusivement à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, à l'inscription des commandes et, de façon générale, le salarié qui assure le service à la clientèle dans un atelier de mécanique ou de réparation ou dans un garage assujéti au présent décret.

1.27 « Vérificateur »: désigne tout salarié préposé exclusivement à la vérification des véhicules à moteur et à l'évaluation ou l'estimation de toutes les réparations.

2.00 Champ d'application professionnel

2.01 Le présent décret s'applique aux employeurs, aux employeurs professionnels, aux salariés de garages, aux artisans et aux salariés de postes d'essence, de stations-services, de terrains ou de garages de stationnement, d'ateliers de mécanique, de postes de lavage, de postes de vente, de réparation ou de remontage de pièces ou d'accessoires, de terrains de démontage, d'établissements de vente ou de montage de pneus et de magasins de pièces situés dans le champ d'application territorial du présent décret.

Exceptions: Sont exclus du présent décret:

- a) un garage municipal aussi longtemps que les conditions de travail y sont fixées par une convention collective particulière;
- b) les établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique, une station-service, pour autant qu'ils limitent leurs services exclusivement à leurs propres véhicules ou accessoires et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour autrui moyennant rémunération ou non;
- c) les ateliers qui font exclusivement le montage ou la réparation de machinerie agricole;
- d) les chefs ou gérants de départements des pièces, les chefs ou gérants de services, les chefs de départements de carrosserie, de peinture ou de mécanique, les chasseurs de véhicules à moteur, les concierges ou gardiens de nuit, ainsi que les vendeurs de service et les vérificateurs. Pour l'application du présent article, les chefs ou gérants sont considérés comme tels s'ils ont chacun la responsabilité d'au moins 4 salariés assujétis au présent décret.

Toutefois, les vendeurs de service et les vérificateurs deviennent assujétis au présent décret dès qu'ils exécutent un travail régi par ledit décret;

- e) les établissements industriels fabriquant ou manufacturant en série des pièces de véhicules à moteur.

1.26 "Customer service supervisor": any employee whose work consists in greeting customers; distributing and co-ordinating work: writing out customers' request and, in general, making certain that customers are properly served in the machine shop, repair shop or garage hereby covered.

1.27 "Checker": any employee who checks over motor vehicles and makes estimates on all repair jobs.

2.00 Professional jurisdiction

2.01 This decree applies to employers, professional employers, garage employees, artisans, employees in gas stations, service stations, parking lots or parking garages, machine shops, car washes, parts or accessories stores or shops, wrecking yards, tire sales or tire fitting establishments and parts stores within the territorial jurisdiction of this decree.

Exceptions: Are excluded from this decree:

- (a) a municipal garage so long as working conditions therein are governed by a private collective agreement;
- (b) industrial establishments operating a garage, a machine shop, a service station as an accessory thereto, provided they restrict their services to their own vehicles or accessories and do not work for outsiders either for payment or gratuitously;
- (c) shops exclusively assembling or repairing agricultural equipment;
- (d) the heads or managers of the parts department, the service department, the body shop, paint shop, or machine shop; the car jockey, the janitor or night watchman, as well as the customer service supervisors and checkers.

For the purposes of this section, the heads or managers are considered as such if each has the responsibility of at least 4 employees subject to this decree;

- (e) industrial establishments that make or mass produce motor vehicle parts.

3.00 Champ d'application territorial

3.01 Le présent décret s'applique aux districts électoraux de Sherbrooke, Stanstead, Richmond, Wolfe, Arthabaska, Shefford, Mégantic, tels qu'ils étaient délimités par la Loi de la division territoriale avant ses amendements du 21 décembre 1972 (Projet de loi 62). Il s'applique aussi aux municipalités de Saint-Évariste, La Guadeloupe, Saint-Méthode ainsi qu'à toutes les municipalités situées en tout ou en partie dans un rayon de 10 milles des limites des cités de Granby, Sherbrooke, Magog et de la ville de Coaticook.

4.00 Dispositions générales

4.01 Les taux minima de salaires sont ceux mentionnés à l'article 22.00 pour chacun des emplois qui y sont mentionnés et le mode de rémunération est sous forme de taux horaire, sous réserve de l'article 4.05.

4.02 Pourboires: Le pourboire est la propriété du salarié et l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir même avec le consentement du salarié, comme partie du salaire.

4.03 Travail d'une catégorie inférieure: L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement l'exécution de tout travail, régi ou non, d'une catégorie inférieure à celle déterminée dans son certificat de qualification ou de classification, pourvu que ce salarié continue de recevoir son salaire horaire habituel applicable.

4.04 Taux fixe: Le travail à taux fixe, à l'unité ou à la pièce, est permis mais l'employeur ne peut l'exiger d'aucun salarié. Le montant total pour le travail exécuté doit être établi avec le salarié avant que le travail ne débute.

Dans ce cas, le taux horaire applicable prévu pour chaque emploi constitue une garantie minimale pour tout travail exécuté à taux fixe. Le temps détaillé et les montants payés doivent être comptabilisés par l'employeur, de façon à pouvoir être vérifiés par le comité paritaire.

4.05 Tout salarié n'ayant pas encore reçu son certificat du C.P.A., doit recevoir le taux de salaire minimum prévu au présent décret pour la catégorie de travail qu'il exécute. S'il occupe plus d'une fonction, il est payé pour la mieux rémunérée.

4.06 Les artisans, les employeurs et les employeurs professionnels doivent avertir le comité paritaire avant le début ou lors de la cessation des opérations.

3.00 Territorial jurisdiction

3.01 This decree applies to the electoral districts of Sherbrooke, Stanstead, Richmond, Wolfe, Arthabaska, Shefford and Mégantic as defined by the Territorial Division Act before the amendments of December 21, 1972 (Bill 62). It also applies to the municipalities of Saint-Évariste, La Guadeloupe, and Saint-Méthode, as well as to all the municipalities entirely or partly located within a 10-mile radius from the limits of the cities of Granby, Sherbrooke, Magog and of the town of Coaticook.

4.00 General provisions

4.01 The minimum wage rates are those mentioned in section 22.00 for each of the jobs mentioned and payment is made as an hourly rate as provided for in section 4.05.

4.02 Tips: Tips belong to the employee and the employer may not withhold them nor use them as part of the wages, even with the employee's consent.

4.03 Work of a lower category: Employers may have an employee perform work of a category lower than that called for by his competency certificate or classification, provided such employee continues to be paid at his applicable hourly rate.

4.04 Flat rate: Flat rate work (unit or piece-work) is permissible, but no employer may require his employee to perform work on a flat rate basis. The total amount for the flat rate work to be performed shall be established with the employee before the said work is begun.

In this case, the hourly rate provided for each occupation constitutes a minimum guarantee for any flat rate work performed. The time taken to perform flat rate work and the amounts paid for such work shall be kept on record by the employer in such a manner as to enable the Parity Committee to verify same.

4.05 Any employee who has not yet received his certificate from the Automobile Parity Committee shall receive the minimum wage rate mentioned in this decree for the category of work which he performs. If he has more than one function, he shall be paid the rate of the higher paid function.

4.06 Artisans, employers and professional employers shall advise the Parity Committee before operations begin or when the cease.

4.07 L'employeur et l'employeur professionnel doivent avvertir le comité paritaire avant l'embauche ou lors du départ de tout salarié à temps plein ou à temps partiel.

5.00 Durée du travail et horaires

5.01 Compagnons, apprentis, préposés aux pièces, commissionnaires et démonteurs: La semaine normale de travail est de 42 $\frac{1}{2}$ heures et s'étend du lundi au vendredi inclusivement. La journée normale de travail est de 8 $\frac{1}{2}$ heures étalées entre 7 h et 18 h avec une interruption d'une heure pour le repas du midi.

5.02 Préposé au service: La semaine normale de travail du préposé au service est de 46 $\frac{1}{2}$ heures réparties en 5 jours du lundi au vendredi inclusivement.

Les heures de la journée normale de travail sont réparties entre 7 h et 18 h ne dépassant pas 10 heures par jour.

5.03 Préposé aux stations-service: La semaine normale de travail du préposé aux stations-service est de 48 heures réparties du dimanche au samedi inclusivement.

Dans une semaine normale de travail, il y a 2 journées normales de 9 heures et 3 journées normales de 10 heures réparties de la façon suivante:

La journée normale est étalée entre 6 h et 18 h avec une interruption d'une heure pour le repas du midi.

Pour chaque préposé aux stations-service à temps plein, il est permis d'avoir un préposé aux stations-service à temps partiel.

Tout préposé aux stations-service à temps partiel doit être rémunéré pour un minimum de 3 heures à chaque fois qu'on lui demande de se rapporter au travail.

Tout préposé aux stations-service doit bénéficier de 2 jours de congé chaque semaine.

5.04 Spécialiste en pneus et cuisson: La semaine normale de travail pour les spécialistes en pneus et cuisson est de 46 $\frac{1}{2}$ heures du lundi au dimanche inclusivement.

La journée normale de travail est répartie après entente entre l'employeur et ses employés, entre 7 h et 22 h.

De plus, il pourra y avoir une équipe de nuit entre 22 h et 7 h.

Les hommes de service et les spécialistes en pneus qui travaillent sur l'équipe de nuit recevront une prime de 10% de leur taux horaire régulier.

Les spécialistes en pneus bénéficieront d'une prime de 10% pour tout travail exécuté le dimanche sauf lorsque les temps supplémentaire s'applique.

L'employeur ne peut exiger que le salarié travaille plus de 5 heures consécutives sans prendre 1 heure de congé de repas.

4.07 The employer and the professional employer shall advise the Parity Committee before hiring a full-time or part-time employee or when such employee leaves.

5.00 Standard working hours

5.01 Journeymen, apprentices, parts men, messengers and wrecking mechanics: The standard workweek is 42 $\frac{1}{2}$ hours scheduled from Monday through Friday inclusively. The standard workday is 8 $\frac{1}{2}$ hours scheduled between 7 a.m. and 6 p.m. with one hour off for the noon meal.

5.02 Serviceman: For servicemen the standard workweek is 46 $\frac{1}{2}$ hours scheduled over 5 days from Monday through Friday inclusively.

The standard workday is scheduled between 7 a.m. and 6 p.m. and shall not exceed 10 hours each day.

5.03 Service station attendants: For service station attendants the standard workweek is 48 hours scheduled from Sunday through Saturday inclusively.

In a standard workweek there are two (2) standard days of 9 hours each and 3 standard days of 10 hours each, scheduled as follows:

The standard day is scheduled between 6 a.m. and 6 p.m. with one hour off for the noon meal.

For each full-time service station attendant, it is permissible to have one part-time service station attendant.

Any part-time service station attendant shall be paid for a minimum of 3 hours each time he is asked to report for work.

Service station attendants shall be entitled to 2 holidays each week.

5.04 Tire and burning specialists: The standard workweek for tire and burning specialists is 46 $\frac{1}{2}$ hours scheduled from Monday through Sunday inclusively.

The standard workday is scheduled upon agreement between the employer and his employees, between 7 a.m. and 10 p.m.

In addition, a night shift may be set up between 10 p.m. and 7 a.m.

Servicemen and tire specialists working on the night shift shall receive a 10% shift differential based on their regular hourly rate.

Tire specialists shall receive a 10% shift differential for any work performed on Sunday except when overtime rates apply.

An employer may not require an employee to work more than 5 consecutive hours without one hour off for meals.

Tout spécialiste en pneus aura droit à l'intérieur d'une période de 7 jours de calendrier à 2 jours consécutifs de congé.

5.05 Nonobstant les heures normales de travail déterminées précédemment aux paragraphes 5.01, 5.02 et 5.03, l'employeur peut organiser une deuxième équipe comprenant des compagnons, apprentis, préposés aux pièces et autres salariés nécessaires. Dans tel cas, la durée normale quotidienne de travail de la deuxième équipe est égale à celle de l'équipe de jour étalée entre 13 h et 4 h du lundi au vendredi inclusivement.

Une période de repos sans rémunération peut être fixée par entente entre les parties et varier d'une demi-heure à 1 heure.

Tout salarié faisant partie de la deuxième équipe a droit à une prime de 10% de son salaire effectif excepté le préposé aux stations-service qui bénéficie d'une prime de 10% pour toutes les heures effectuées après 18 h.

6.00 Heures supplémentaires

6.01 Taux normal majoré de 50%: Tout travail exécuté en dehors des heures normales de la journée ou de la semaine normale entraîne une majoration de 50% du taux normal.

6.02 Tout travail exécuté par un salarié le dimanche entraîne une majoration de 100% du taux normal. (Cette disposition ne s'applique pas aux préposés aux stations-service ni aux spécialistes en pneus et cuisson).

6.03 Tout travail exécuté les jours chômés et payés entraîne une majoration de 100% du taux normal, excepté le préposé aux stations-service qui, ces jours-là, travaille à temps régulier, plus le paiement de la fête s'il y a lieu.

6.04 Toute majoration pour les heures supplémentaires doit être calculée à partir du salaire effectivement payé.

6.05 Tout travail exécuté à la demande de l'employeur après les heures normales de travail entraîne une majoration de 50% du taux normal. Cependant, le salarié, à moins de se faire remplacer, est tenu de terminer un travail déjà commencé si ce travail peut se terminer dans un délai de 15 minutes.

6.06 Tout travail exécuté par un salarié durant son premier jour et/ou son deuxième jour de congé hebdomadaire entraîne une majoration de 50% du taux normal.

6.07 Ordonnance numéro 4: Lorsque des taux de salaire déterminés par le présent décret sont inférieurs à ceux de l'Ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, ces derniers taux doivent être payés.

All tire specialists are entitled, within a period of 7 calendar days, to 2 consecutive holidays.

5.05 Notwithstanding the standard working hours established above in subsections 5.01, 5.02 and 5.03, the employer may organize a second shift which includes journeymen, apprentices, parts men, and other necessary employees. In such case, the standard workday of the second shift is equal to that of the day shift and is scheduled between 1 p.m. and 4 a.m. from Monday through Friday inclusively.

A rest period without pay may be established by agreement between the parties and may vary from one-half hour to an hour.

Any employee who is part of the second shift is entitled a 10% shift differential except for the service station attendant who receives a 10% differential for all hours worked after 6 p.m.

6.00 Overtime hours

6.01 Time and a half: Any work performed over and above the hours of the standard workday or workweek is paid at time and a half.

6.02 Any work performed by an employee on Sunday is paid at double time. (This provisions does not apply to service station attendants or to tire and burning specialists).

6.03 Any work performed on paid holidays is paid at double time, except for the service station attendant who on those days works at regular time, plus the holiday pay if such is the case.

6.04 Calculation of overtime rates shall be based on actual wage rates.

6.05 Time and a half shall be paid for any work performed after standard working hours at the request of the employer. However, unless he finds someone to replace him, the employee shall have to complete any work already begun, if such work may be completed within a 15 minute delay.

6.06 Time and a half shall be paid for any work performed by an employer on his first and/or second day of his weekly holiday.

6.07 Ordinance number 4: Whenever wage rates determined by the present decree are inferior to those established by Ordinance number 4 of the Minimum Wage Commission, the latter rates must be paid.

7.00 Congés payés

7.01 Droit au congé: Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, a moins d'un an de service continu pour le même employeur, aura droit à des vacances dont la durée est déterminée à raison de 1 jour par mois de service sans que la durée totale du congé exigible excède 2 semaines.

Tout salarié qui, au 1er mai de chaque année, a 1 an de service continu pour le même employeur, a droit à 2 semaines complètes de vacances.

Tout salarié qui, au 1er mai de l'année 1974, a 9 ans et au 1er mai 1975 a 8 ans ou plus de service continu pour le même employeur aura droit à 3 semaines complètes de vacances.

7.02 Indemnité de congés payés: Tout salarié qui a droit à 2 semaines ou moins, recevra une rémunération de vacances égale à 4% des gains qu'il a effectués entre le 1er mai et le 30 avril de l'année précédente.

Tout salarié qui a droit à 3 semaines de vacances, recevra une rémunération de vacances égale à 6% des gains qu'il a effectués entre le 1er mai et le 30 avril de l'année précédente.

7.03 Période de congés: À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur, les congés annuels sont pris de la façon suivante:

les première et deuxième semaines sont prises consécutivement entre le 1er mai et le 15 septembre sauf pour les spécialistes en pneus et cuisson de la zone 2 alors que ce doit être entre le 1er mai et le 30 septembre;

la troisième semaine est prise entre le 15 septembre et le 1er mai sauf pour les spécialistes en pneus et cuisson de la zone 2 que ce doit être entre le 30 septembre et le 1er mai.

Il est entendu que si l'employeur désire fermer partiellement ou totalement son entreprise aux fins de congés annuels, il doit organiser les congés de ses salariés en 2 groupes tout au plus, entre le 24 juin et le 15 août. L'employeur doit afficher au plus tard le 1er mai les dates de fermeture.

7.04 L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congé à laquelle il a droit avant son départ en vacances.

7.05 Indemnité compensatrice de congé: Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir, au moment de la première paie suivant son départ, une indemnité compensatrice pour les congés qu'il a acquis pendant la période de référence et qu'il n'a pas pris, équivalente à 4% ou 6% selon le cas du salaire gagné durant cette période de référence.

7.00 Annual paid vacations

7.01 Entitlement to vacation: Any employee who, on May 1, of each year, has less than one year's continuous service with the same employer is entitled to 1 day's annual vacation with pay per month of continuous service. However, the said annual vacation shall not exceed 2 weeks.

Any employee who, on May 1, of each year has one year of continuous service with the same employer, is entitled to 2 weeks' paid vacation.

Any employee who, on May 1, 1974, has 9 years of continuous service with the same employer and on May 1, 1975, has 8 years is entitled to three full weeks' vacation.

7.02 Vacation pay: Any employee who is entitled to two weeks' vacation or less shall receive vacation pay equal to 4% of his wages earned between May 1 and April 30 of the preceding year.

Any employee who is entitled to three weeks' vacation shall receive vacation pay equal to 6% of his wages earned between May 1 and April 30 of the preceding year.

7.03 Vacation period: Unless otherwise agreed upon between the employee and his employer, the annual vacation is taken as follows:

the first and second weeks are taken consecutively between May 1 and September 15 except for tire and burning specialists in zone 2 who take their vacation between May 1 and September 30;

the third week shall be taken between September 15 and May 1, except as concerns tire and burning specialists of zone 2 who shall take it between September 30 and May 1.

It is understood that if the employer wishes to close down his establishment, entirely or partly, for the vacation period, he shall organize his employees into not more than 2 groups that will take their vacation between June 24 and August 15. The employer shall post the closing dates by May 1 at the latest.

7.04 Before he leaves on vacation, the employee shall receive his vacation pay from his employer.

7.05 Severance: Any employee who voluntarily quits his employment or who is dismissed for good reason shall receive, on the pay-day following his departure, the vacation pay for the vacation to which he had become entitled during the qualifying period and which he had not yet taken, plus 4% or 6% of the wages he earned during such qualifying period, as the case may be.

7.06 Si un ou plusieurs jours fériés chômés et payés tombent pendant la période de congés annuels d'un salarié, celui-ci a droit à autant de jours additionnels de congé qu'il y a de tels jours.

7.07 Ordonnance numéro 3: Lorsque des conditions du présent décret sont inférieures à celles établies par l'Ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les conditions plus avantageuses de ladite ordonnance s'appliquent.

8.00 Jours chômés et payés

8.01 Les jours suivants sont des jours chômés et payés quel que soit le jour de la semaine avec lequel ils coïncident: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, l'Action de Grâce, Noël et le lendemain de Noël.

8.02 Paiement: Tout salarié à temps plein recevra pour chaque jour chômé et payé une somme égale à son gain pour une journée régulière de travail comprenant les primes d'équipe.

8.03 Admissibilité: Pour avoir droit à ces congés payés et chômés le salarié à temps plein, doit avoir 3 mois de service et doit avoir travaillé ou doit avoir été en congé d'absence autorisée le dernier jour ouvrable précédant et le premier jour ouvrable suivant le jour chômé. Le salarié absent pour cause de maladie ou accident depuis moins de 1 mois a également droit à ces jours chômés et payés.

8.04 Tout arrêté en conseil, ordonnance ou Loi fédérale, provinciale ou tout règlement municipal qui reporte la célébration de l'un de ces fêtes chômées à un autre jour s'applique de droit.

9.00 Rappel au travail

9.01 Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement doit être payé au taux de salaire majoré applicable et a droit à une indemnité minimale égale à 2 heures à taux régulier.

10.00 Période de collation

10.01 Tout salarié a droit à une période de repos de 10 minutes au milieu de chaque demi-journée de travail.

11.00 Accident de travail

11.01 L'employeur paie à tout salarié qui a 5 mois d'ancienneté au travail le salaire perdu à partir du moment

7.06 If one or several general holidays with pay fall within any employee's annual vacation with pay, such employee shall be entitled to as many additional days' vacation with pay as there are such general holidays in his said vacation.

7.07 Ordinance number 3: Whenever conditions of this decree are inferior to those established by Ordinance number 3 of the Minimum Wage Commission, the more advantageous conditions of the said Ordinance shall apply.

8.00 General paid holidays

8.01 The following days are general paid holidays, regardless of the day on which they fall: New Year's Day, January 2, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26.

8.02 Holiday pay: Every regular employee shall receive holiday pay equal to his earnings for a standard day's work, his shift differential included.

8.03 Entitlement: To be entitled to any general holiday with pay, the regular employee must have 3 months' continuous service with the same employer and must have worked (or been absent with leave) on the working day immediately before such general paid holiday and on the working day immediately after such general paid holiday. The employee who is absent through sickness or accident for less than 1 month shall also be entitled to the above general paid holidays.

8.04 Any federal, provincial or municipal order in council, ordinance or law transferring the celebration of any of the above general holidays with pay shall apply as of right.

9.00 Call-back:

9.01 Any employee called back to work after having left the establishment shall be paid the overtime rate applicable and shall receive at least an amount equal to 2 hours' wages at straight time.

10.00 Rest period:

10.01 Every employee is entitled to a 10-minute rest period at the middle of each half-day's work.

11.00 Industrial accidents:

11.01 The employer shall pay, to any employee having 5 months' seniority in his employ, the wages lost from the

de l'accident jusqu'à la fin de sa demi-journée de travail au cours de laquelle se produisit l'accident.

12.00 Congés spéciaux

12.01 Tout salarié à temps plein qui justifie de 5 mois de service chez le même employeur, a droit à:

- a) 3 jours de congés à l'occasion du décès du père, de la mère, du conjoint et à l'occasion du décès d'un enfant d'âge scolaire;
- b) 1 jour de congé à l'occasion du décès d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge scolaire, d'un frère, d'une soeur, du beau-père et de la belle-mère.

12.02 Ce congé sera le jour des funérailles et, si applicable, les jours qui précèdent immédiatement les funérailles; ces jours seront payés dans la mesure où ils tombent sur des jours ouvrables.

12.03 Il est entendu, cependant, que cette clause s'applique seulement si le salarié assiste aux funérailles. Pour recevoir ces bénéfices le salarié devra remplir toute formule prévue à cet effet par l'employeur et, sur demande, produire toute preuve attestant le décès survenu.

13.00 La paie

13.01 La paie doit être distribuée aux salariés une fois par semaine au plus tard le jeudi avant-midi. Ceci comprendra le gain de la semaine précédente et devra être accompagné d'un bulletin de paie tel que 13.02.

Toutefois, un établissement qui, lors de l'entrée en vigueur du présent décret, utilisait un système de mécanographie à cette fin et où la paie était remise au salarié semi-mensuellement, peut continuer cette pratique mais il doit en informer le comité paritaire.

13.02 Le bulletin de paie doit contenir les mentions suivantes:

- a) les nom et prénom du salarié;
- b) la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
- c) le taux horaire;
- d) les heures normales;
- e) les heures supplémentaires;
- f) la nature et le montant des retenues opérées;
- g) le montant net versé au salarié.

moment of the accident until the end of the half-day's work during which the accident occurred.

12.00 Bereavement leave:

12.01 Any regular employee having 5 months' continuous service with the same employer is entitled to:

- (a) 3 days' leave on the occasion of the death of his father, mother, spouse, or school age child;
- (b) 1 day's leave on the occasion of the death of a child under school age, a brother, sister, father-in-law and mother-in-law.

12.02 Such leave shall be for the day of the funeral and, whenever applicable, for the days immediately preceding the funeral; such day's leave shall be days off with pay if they fall on working days.

12.03 However, it is understood that this clause applies only if the employee attends the funeral. To receive such benefits, the employee shall fill in any form provided for that purpose by the employer and, upon request, produce proof of the death in question.

13.00 Payment of wages

13.01 The employees' wages shall be paid to them once a week, in the forenoon, on Thursday, at the latest. Such wages shall cover the previous week's work and a pay slip as mentioned in subsection 13.02 shall be included with the wages.

However, if an establishment is making use of data processing for the payment of wages when this decree comes into force and if payment of wages to the employees is made every fourth night such establishment may continue this practice and the Parity Committee shall be informed thereof.

13.02 The pay slip shall contain the following particulars

- (a) employee's full name;
- (b) date of payment and pay period corresponding thereto;
- (c) employee's hourly wage rate;
- (d) number of regular hours worked;
- (e) number of overtime hours worked;
- (f) amounts and nature of deductions made;
- (g) net take-home pay.

14.00 Garantie de travail

14.01 Tout salarié doit recevoir une rémunération quotidienne minimale égale au nombre d'heures travaillées depuis son arrivée au garage jusqu'à la fin de sa journée normale de travail en conformité avec l'article 16.00.

14.02 Le salarié qui quitte son travail trop tôt ou qui arrive en retard à son travail voit cette garantie de rémunération diminuée d'autant.

15.00 Certificat

15.01 Dès son entrée dans l'industrie assujettie au présent décret, tout salarié doit s'inscrire au comité paritaire afin d'obtenir son certificat de qualification ou de classification rendant ainsi possible la compilation des différents stages de son apprentissage, ou de son expérience ou des 2 à la fois. L'employeur ne peut faire travailler un salarié qui ne s'est pas conformé à la présente disposition. Ce certificat doit être présenté sur demande d'un inspecteur du C.P.A.

15.02 Aucun salarié détenteur d'un certificat de classification ne peut exécuter du travail de métier requérant un certificat de qualification.

15.03 Aucun employeur ne peut forcer un salarié détenteur d'un certificat de classification à exécuter du travail de métier requérant un certificat de qualification.

16.00 Heures de présence

16.01 Tout salarié doit être rémunéré selon le présent décret pour toutes les heures où il a été présent et disponible durant la journée normale de travail, que ses services aient été utilisés ou non. Toutefois, la présente disposition n'a pas pour effet d'empêcher l'employeur de faire des mise-à-pied.

18.00 Outils

18.01 Le salarié engagé comme homme de métier doit fournir les outils nécessaires à l'exercice de son métier jusqu'à 1 1/4 pouce.

19.00 Période de repas

19.01 L'employeur ne peut forcer un salarié à travailler plus de 6 heures entre chaque repas.

14.00 Work guarantee

14.01 Every employee shall be paid a minimum daily amount of wages equivalent to the number of standard working hours lapsing between his arrival at the garage and the end of his standard working day, in conformity with section 16.00.

14.03 If an employee leaves his work too early or comes in late for work, such work guarantee shall be decreased accordingly.

15.00 Certificate

15.01 Immediately upon taking up employment in the industry subject to this decree, the employee must register with the Parity Committee in order to obtain his competency or classification certificate, so that his various stages of apprenticeship or experience or of both may be recorded. No employer may employ any employee who has not complied with this clause. This certificate shall be presented at the request of an inspector of the Automobile Parity Committee.

15.02 No employee holding a classification certificate may do trade work requiring a qualification certificate.

15.03 No employer may require an employee who holds a classification certificate to do trade work requiring a qualification certificate.

16.00 Presence at work

16.01 Every employee shall be remunerated according to the provisions of this decree for all hours during which he shall have been present and available during the standard working day, whether his time was used or not. However, this does not imply that the employer is not allowed to lay off employees.

18.00 Tools

18.01 Any employee hired as a tradesman shall supply the tools necessary to ply his trade (up to 1 1/2 inch capacity).

19.00 Mealtime

19.01 No employer may request an employee to work more than 6 hours between each meal.

20.00 Loyauté

20.01 Il est interdit à un salarié d'exécuter un travail quelconque relevant de l'un ou l'autre des métiers de l'industrie de l'automobile à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de l'employeur, sans l'autorisation de ce dernier.

21.00 Classification

21.01 Les salariés suivants doivent posséder un certificat de classification et, sauf disposition expresse du présent décret, ont droit, selon la durée de leurs services au taux horaire déterminé pour l'apprenti de 1ère, 2ème, 3ème et 4ème année, compagnon C, compagnon B ou compagnon A, selon le cas, et suivent les horaires établis à l'article 5.00 du présent décret: charron, forgeron, receveur-expéditeur de pièces de véhicules à moteur, préposé aux freins, préposé à la suspension, préposé au différentiel, préposé au châssis, préposé aux silencieux, vitrier, préposé au polissage, remonteur de pièces ou accessoires, réparateur de pare-chocs, réparateur de batteries, démonteur, commissionnaire, préposé aux services, pompiste, ainsi que tout autre salarié assujéti au présent décret mais pour qui le comité paritaire n'a pas d'examen qui lui donnerait droit à un certificat de qualification.

21.02 Le travail du préposé aux freins, à la suspension de même qu'au châssis et au système d'échappement doit être effectué par un salarié de classe C, B ou A ou par un apprenti accompagné d'un salarié de classe C, B ou A de sa catégorie.

21.03 Lorsqu'un receveur-expéditeur de pièces de véhicules à moteur devient préposé aux pièces pour le même employeur pour lequel il était receveur-expéditeur, un crédit de temps de 100% lui est accordé pour le temps travaillé comme receveur-expéditeur et il a immédiatement droit au salaire du préposé aux pièces.

21.04 Lorsqu'un receveur-expéditeur de pièces de véhicules à moteur devient préposé aux pièces pour un autre employeur que celui pour lequel il était receveur-expéditeur, un crédit de temps de 50% lui est accordé pour le temps travaillé comme receveur-expéditeur.

21.05 Lorsqu'un préposé aux pièces devient receveur-expéditeur, un crédit de temps de 100% lui est accordé pour le temps travaillé comme préposé aux pièces et son salaire n'est pas diminué.

22.00 Taux de salaire et classification

22.01 Les taux minimaux de salaires horaires pour les emplois régis par le présent décret sont les suivants:

20.00 Loyalty

20.01 Employees are prohibited from doing any work respecting one or the other of the trades in the automobile industry either inside or outside the employer's establishment, without authorization of the latter.

21.00 Classification

21.01 The following employees must be the holders of a classification certificate, and, unless otherwise explicitly established in the present decree, shall be entitled, according to their service time, to the hourly wage rates fixed for 1st year, 2nd year, 3rd year or 4th year apprentices, Class "C", Class "B" or Class "A" journeymen, as the case may be, and shall be subject to working hour schedules established in subsection 5.00 of the present decree: wheelwright, blacksmiths, warehouse clerks, brake specialists, suspension specialists, differential specialists, chassis or frame specialists, muffler specialists, glass specialists, polishing specialists, parts or accessories assemblers, bumper repairers, battery repairers, wreckers, messengers, servicemen and any other employee subject to this decree and for whom the Parity Committee has provided no special examination that would entitle him to a competency certificate.

21.02 The work of brake specialists, suspension specialists, frame specialists as well as of exhaust specialists shall be carried out by an employee Class C, B or A, or by an apprentice accompanied by an employee Class C, B or A of his category.

21.03 When a warehouse clerk becomes a part clerk for the same employer, he shall receive a 100% credit for his time while he was employed as a warehouse clerk, and he is immediately entitled to the wages of a parts clerk.

21.04 When a warehouse clerk becomes a parts clerk for an employer other than the one for whom he worked as a warehouse clerk, he shall receive a 50% credit for his time spent as a warehouse clerk.

21.05 When a parts clerk becomes a warehouse clerk, he shall receive a 100% credit for his time while he was employed as a parts clerk and his wages are not decreased.

22.00 Wage rates and classification

22.01 The minimum hourly wages for the trades governed by the decree are as follows:

		À compter du 1er mai 1974	À compter du 1er nov. 1974	À compter du 1er janv. 1975	À compter du 1er juin 1975
		As of May 1, 1974	As of Nov. 1, 1974	As of Jan. 1, 1975	As of June 1, 1975
Compagnon AA / Journeyman AA	\$ 4.03	\$ 4.03	\$ 4.03	\$ 4.33	\$ 4.68
A	4.03	4.03	4.03	4.33	4.68
B	3.75	3.75	3.75	4.05	4.40
C	3.55	3.55	3.55	3.85	4.20
Apprentis / Apprentice:					
4e année / 4th year	3.22	3.22	3.22	3.46	3.74
3e année / 3rd year	3.02	3.02	3.02	3.25	3.51
2e année / 2nd year	2.82	2.82	2.82	3.03	3.27
1ère année / 1st year	2.62	2.62	2.62	2.81	3.04
Préposé aux pièces / Parts clerk:					
A	3.29	3.29	3.29	3.69	4.04
B	3.20	3.20	3.20	3.50	3.85
C	2.98	2.98	2.98	3.28	3.63
Apprentis / Apprentice:					
4e année / 4th year	2.71	2.71	2.71	2.95	3.23
3e année / 3rd year	2.54	2.54	2.54	2.77	3.03
2e année / 2nd year	2.37	2.37	2.37	2.58	2.83
1ère année / 1st year	2.20	2.20	2.20	2.40	2.63
Préposé au service / Serviceman:					
6e année / 6th year	2.94	2.94	2.94	3.24	3.59
5e année / 5th year	2.78	2.78	2.78	3.08	3.43
4e année / 4th year	2.50	2.50	2.50	2.75	3.05
3e année / 3rd year	2.35	2.35	2.35	2.59	2.87
2e année / 2nd year	2.20	2.20	2.20	2.43	2.69
1ère année (18 ans et plus) / 1st year (18 years and over)	1.91	2.00	2.15	2.15	2.33
1ère année (moins de 18 ans) / 1st year (less than 18 years)	1.91	1.91	2.00	2.10	2.33
Démonteur / Wrecking mechanic:					
6e année / 6th year	3.59	3.59	3.59	3.89	4.24
5e année / 5th year	3.11	3.11	3.11	3.41	3.76
4e année / 4th year	2.87	2.87	2.87	3.11	3.39
3e année / 3rd year	2.69	2.69	2.69	2.92	3.18
2e année / 2nd year	2.33	2.33	2.33	2.53	2.75
1ère année / 1st year	2.15	2.15	2.15	2.33	2.54
Commissionnaire / Messenger:					
18 ans et plus / 18 years and over	1.90	2.00	2.15	2.15	2.33
moins de 18 ans / less than 18 years	1.90	1.90	2.00	2.10	2.33
Préposé aux stations-service / Service station mechanic:					
6e année / 6th year	2.79	2.79	2.79	3.09	3.44
5e année / 5th year	2.63	2.63	2.63	2.93	3.38
4e année / 4th year	2.35	2.35	2.35	2.60	2.90

3e année / 3rd year	2.20	2.20	2.20	2.44	2.72
2e année (18 ans et plus) / 2nd year (18 years and over)	2.05	2.05	2.15	2.28	2.54
2e année (moins de 18 ans) / 2nd year (less than 18 ans)	2.05	2.05	2.05	2.28	2.54
1ère année (18 ans et plus) / 1st year (18 years and over)	1.86	2.00	2.15	2.15	2.18
1ère année (moins de 18 ans) / 1st year (less than 18 years)	1.86	1.90	2.00	2.00	2.18
Receveur-expéditeur / Warehouse clerk:					
4e année / 4th year	2.50	2.50	2.50	2.65	2.85
3e année / 3rd year	2.35	2.35	2.35	2.50	2.65
2e année (18 ans et plus) / 2nd year (18 years and over)	1.91	2.00	2.15	2.35	2.50
2e année (moins de 18 ans) / 2nd year (less than 18 years)	1.91	1.91	2.00	2.35	2.50
1ère année (18 ans et plus) / 1st year (18 years and over)	1.86	2.00	2.15	2.15	2.35
1ère année (moins de 18 ans) / 1st year (less than 18 years)	1.86	1.90	2.00	2.00	2.35
Spécialiste en pneus et cuisson / Tire and burning specialist:					
6e année / 6th year	3.20	3.20	3.20	3.40	3.60
5e année / 5th year	3.05	3.05	3.05	3.25	3.45
4e année / 4th year	2.80	2.80	2.80	3.00	3.15
3e année / 3rd year	2.65	2.65	2.65	2.85	3.00
2e année / 2nd year	2.50	2.50	2.50	2.70	2.85
1ère année / 1st year	2.30	2.30	2.30	2.50	2.65

23.00 Durée du décret

23.01 Le présent décret est valable à compter de la date de la parution (publication) dans la *Gazette officielle du Québec* et il demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1975.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours avant le 31 octobre 1975 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du travail et de la main-d'oeuvre.»

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

23.00 Term of the decree

23.01 This decree becomes effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and it remains in force until October 31, 1975.

It renews itself automatically from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives written notice to the contrary, not more than 60 days and not less than 30 days before October 31, 1975, or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du travail et
de la main-d'oeuvre, Québec

337-o

During the 30 days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour
and Manpower,

337-o

Carton ondulé — Province*Projet de Modification*

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication de boîtes de carton ondulé au Québec, rendue obligatoire par le décret 728 du 6 juillet 1955 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1. Remplacer le paragraphe 3.04 de l'article III par le suivant:

« **3.04** Les heures de travail des diverses équipes sont étalées de la façon suivante:

- 1ère équipe: entre 7 h et 18 h;
- 2e équipe: entre 14 h et 1 h;
- 3e équipe: entre 23 h et 8 h.

Dans le cas d'un employeur opérant seulement avec une équipe, les heures de travail seront étalées entre 7 h et 17 h. »

2. Remplacer le paragraphe 4.07 de l'article IV par le suivant:

« **4.07 a)** L'employeur doit accorder au salarié 2 pauses, avec paie, de 10 minutes chacune par équipe.

b) Lorsqu'un salarié est appelé à effectuer 2 heures supplémentaires ou plus, l'employeur doit lui accorder une pause de 10 minutes, avec paie, avant ou après les heures régulières de son équipe.

c) Lorsqu'un salarié est appelé à effectuer 4 heures supplémentaires ou plus, l'employeur doit lui accorder une pause de 15 minutes, avec paie, à un moment fixé par l'employeur. »

3. Biffer le paragraphe 4.09 de l'article IV.

4. Remplacer le paragraphe 5.01 de l'article V par le suivant:

« **5.01** Les salaires horaires minimaux sont les suivants:

Corrugated Paper Boxes — Province*Draft amendment*

Pursuant to the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Mr. Jean Cournoyer, hereby gives notice, that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the manufacture of corrugated paper boxes in Québec, rendered obligatory by Decree 728 of July 6, 1955 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council for his consideration and decision, the following amendments to the said decree:

1. Subsection 3.04 of section III shall be replaced by the following:

“**3.04** Working hours for the different shifts are scheduled as follows:

- First shift: between 7:00 hrs and 18:00 hrs;
- Second shift: between 14:00 hrs and 1:00 hrs;
- Third shift: between 23:00 hrs and 8:00 hrs.

When an employer is operating only one shift, the working hours shall be scheduled between 7.00 and 17.00 hours.”

2. Subsection 4.07 of section IV shall be replaced by the following:

“**4.07 (a)** The employer shall grant employees 2 ten minute rest periods with pay for each shift.

(b) When an employee does 2 hours overtime or more, the employer shall grant him a ten minute rest period with pay, before or after the regular hours of his shift.

(c) When an employee does 4 hours overtime or more, the employer shall grant him a fifteen minute rest period with pay, at a time left to the employer's discretion.”

3. Subsection 4.09 of section IV shall be deleted.

4. Subsection 5.01 of section V shall be replaced by the following:

“**5.01** Minimum hourly wages are the following:

Taux de salaires minimaux		Minimum wage rates		
Classification des emplois	À compter du		As of	
	1 ^{er} avril 1974	1 ^{er} oct. 1974	April 1, 1974	Oct. 1, 1974
Classification des emplois			Job classification	
Chef d'équipe	\$3.40	\$3.55	Lead hand	\$3.40 \$3.55
Machine à onduler:			Corrugating machine:	
Conducteur	3.30	3.45	Operator	3.30 3.45
Conducteur temporaire	3.24	3.39	Temporary operator	3.24 3.39
Découpeur	3.24	3.39	Slitter and knifer	3.24 3.39
Conducteur de colleuses double face	3.19	3.34	Double-backer	3.19 3.34
Ramasseur et placeur de rouleaux	3.00	3.15	Tailor and roll shafter	3.00 3.15
Machine à onduler (petit format — papier cristal (glassine):			Corrugating machine (small-glassine):	
Conducteur	3.20	3.35	Operator	3.20 3.35
Découpeur	3.09	3.24	Slitter and knifer	3.09 3.24
Ramasseur — placeur de rouleaux et aide	2.89	3.04	Tailor and roll shafter and assistant	2.89 3.04
Encocheuse — imprimeuse et presse flexographique:			Printer-slotter machine and flexographic press:	
Conducteur	3.24	3.39	Operator	3.24 3.39
Aide-conducteur	3.14	3.29	Slotter man	3.14 3.29
Margeur et ramasseur	3.05	3.20	Feeder and tailor	3.05 3.20
Presse à imprimer sur la longueur:			Printing press longway:	
Conducteur	3.19	3.34	Operator	3.19 3.34
Ramasseur	3.05	3.20	Tailor	3.05 3.20
Encocheuse (grosses boîtes):			Slotting machine (large boxes):	
Conducteur	3.10	3.25	Operator	3.10 3.25
Ramasseur	2.95	3.10	Tailor	2.95 3.10
Encocheuse (petites boîtes):			Slotting machine (small boxes):	
Conducteur:			Operator:	
Classe A	3.05	3.20	Class A	3.05 3.20
Classe B	2.72	2.87	Class B	2.72 2.87
Ramasseur:			Tailor:	
Classe A	2.95	3.10	Class A	2.95 3.10
Classe B	2.67	2.82	Class B	2.67 2.82
Mitrailleuse de boîtes (coupe et traçage: 1ère opération):			Box slitting and scoring machine (1st operation):	
Mitrailleur	3.15	3.30	Operator	3.15 3.30
Ramasseur	2.95	3.10	Tailor	2.95 3.10
Mitrailleuse de feuilles (coupe et traçage divers):			Sheet slitting and scoring machine (miscellaneous):	
Mitrailleur	3.09	3.24	Operator	3.09 3.24
Ramasseur:			Tailor:	
Classe A	2.95	3.10	Class A	2.95 3.10
Classe B	2.67	2.82	Class B	2.67 2.82
Encocheuse — mitrailleuse de cloisons:			Combination partition slitter-slotter:	
Conducteur	3.14	3.29	Operator	3.14 3.29
Ramasseur:			Tailor:	
Classe A	3.04	3.19	Class A	3.04 3.19
Classe B	2.67	2.82	Class B	2.67 2.82

Encocheuse simple de cloisons:

Conducteur:		
Classe A	3.05	3.20
Classe B	2.72	2.87
Ramasseur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.67	2.82

Machine à assembler les cloisons:

Conducteur:		
Classe A	3.10	3.25
Classe B	2.72	2.87
Margeur	2.67	2.82
Ramasseur	2.67	2.82

Assemblage des cloisons:

Assembleur	2.67	2.82
------------------	------	------

Coupeuse de rabats:

Découpeur	3.10	3.25
Ramasseur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.67	2.82

Plieuse — colleuse:

Conducteur	3.22	3.37
------------------	------	------

Ramasseur et inspecteur:

Classe A	3.14	3.29
Classe B	2.72	2.87

Plieuse — enrubaneuse:

Conducteur	3.22	3.37
------------------	------	------

Ramasseur et inspecteur:

Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.72	2.87

Rubaneuse semi-automatique:

Conducteur:		
Classe A	3.05	3.20
Classe B	2.72	2.87

Ramasseur et inspecteur:

Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.67	2.82

Pliage de boîtes:

Plieur	2.67	2.82
--------------	------	------

Rubaneuse à la main:

Conducteur	2.67	2.82
------------------	------	------

Machine automatique à plier et à piquer:

Piqueur	3.18	3.33
---------------	------	------

Margeur:		
Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.67	2.82

Ramasseur et inspecteur:

Classe A	2.95	3.10
Classe B	2.72	2.87

Machine semi-automatique à piquer:

Piqueur:		
Classe A	3.10	3.25
Classe B	2.72	2.87

Plain partition slotter:

Operator:		
Class A	3.05	3.20
Class B	2.72	2.87

Tailor:

Class A	2.95	3.10
Class B	2.67	2.82

Partition assembly machine:

Operator:		
Class A	3.10	3.25
Class B	2.72	2.87
Feeder	2.67	2.82
Tailor	2.67	2.82

Partition assembly:

Assembler	2.67	2.82
-----------------	------	------

Flap-cutting machine:

Operator	3.10	3.25
Tailor:		
Class A	2.95	3.10
Class B	2.67	2.82

Folding and glueing machine:

Operator	3.22	3.37
----------------	------	------

Tailor and inspector:

Class A	3.14	3.29
Class B	2.72	2.87

Folding and taping machine:

Operator	3.22	3.37
----------------	------	------

Tailor and inspector:

Class A	2.95	3.10
Class B	2.72	2.87

Semi-automatic taping-machine:

Operator:		
Class A	3.05	3.20
Class B	2.72	2.87

Tailor and inspector:

Class A	2.95	3.10
Class B	2.67	2.82

Box folding:

Folder	2.67	2.82
--------------	------	------

Hand taping machine:

Operator	2.67	2.82
----------------	------	------

Automatic folding and stitching machine:

Operator	3.18	3.33
----------------	------	------

Feeder:		
Class A	2.95	3.10
Class B	2.67	2.82

Tailor and inspector:

Class A	2.95	3.10
Class B	2.72	2.87

Semi-automatic stitching machine:

Operator:		
Class A	3.10	3.25
Class B	2.72	2.87

Machine à piquer à la main:			Manual stitching machine:		
Piqueur:			Operator:		
Classe A	3.10	3.25	Class A	3.10	3.25
Classe B	2.72	2.87	Class B	2.72	2.87
Scie à ruban:			Band saw:		
Scieur	2.95	3.10	Operator	2.95	3.10
Coucheuse à nappe:			Curtain coater:		
Conducteur	3.19	3.34	Operator	3.19	3.34
Ramasseur	2.95	3.10	Tailor	2.95	3.10
Machine à laminer, teindre et imprimer:			Printing, tinting and laminating		
Conducteur	3.24	3.39	machine:		
Aide	3.00	3.15	Operator	3.24	3.39
Attacheuse automatique de courroies			Helper	3.00	3.15
métalliques:			Automatic steel-strapping machine:		
Conducteur	3.14	3.29	Operator	3.14	3.29
Presse automatique à découper:			Automatic die press cutting machine:		
Mécanicien	3.22	3.37	Operator	3.22	3.37
Aide ou décortiqueur	2.95	3.10	Helper or stripper	2.95	3.10
Presse à platine à découper margée à			Platen die press cutting machine		
la main:			(handfed):		
Conducteur	3.19	3.34	Operator	3.19	3.34
Aide ou décortiqueur	2.95	3.10	Helper or stripper	2.95	3.10
Bobineuse et coupeuse (simple face):			Rewinding and cutting machine		
Conducteur:			(single face):		
Classe A	3.09	3.24	Operator:		
Classe B	2.72	2.87	Class A	3.09	3.24
Ramasseur:			Class B	2.72	2.87
Classe A	3.04	3.19	Tailor:		
Classe B	2.67	2.82	Class A	3.04	3.19
Paraffineuse:			Class B	2.67	2.82
Conducteur	3.04	3.19	Waxing machine:		
Empaquetage et ficelage:			Operator	3.04	3.19
Ficelleur:			Bundling and tying:		
Classe A	3.00	3.15	Tier:		
Classe B	2.67	2.82	Class A	3.00	3.15
Matières adhésives:			Class B	2.67	2.82
Préposé à la colle	3.10	3.25	Adhesive unit:		
Presse à balles:			Operator	3.10	3.25
Conducteur	3.05	3.20	Waste bailing press:		
Aide	3.00	3.15	Operator	3.05	3.20
Manutention de rouleaux:			Helper	3.00	3.15
Chef manutentionnaire	3.10	3.25	Roll handling:		
Manutention motorisée:			Chief roll handler	3.10	3.25
Conducteur	3.10	3.25	Power roll handling:		
Manutentionnaire	3.00	3.15	Operator	3.10	3.25
Manutention:			Roll handler	3.00	3.15
Conducteur de chariot élévateur-au-			Handling:		
tomoteur	3.10	3.25	Power lift truck operator	3.10	3.25
Machines non classées:			Unclassified machines:		
Conducteur	3.09	3.24	Operator	3.09	3.24
Margeur:			Feeder:		
Classe A	2.89	3.04	Class A	2.89	3.04
Classe B	2.67	2.82	Class B	2.67	2.82

Expédition:				Shipping department:	
Expéditeur	3.24	3.39	Shipper	3.24	3.39
Aide-expéditeur	3.14	3.29	Assistant-shipper	3.14	3.29
Vérificateur	3.04	3.19	Checker	3.04	3.19
Conducteur de camion à remorque	3.19	3.34	Trailer truck driver	3.19	3.34
Conducteur de camion	3.14	3.29	Truck driver	3.14	3.29
Aide	2.98	3.13	Helper	2.98	3.13
Entretien:				Maintenance:	
Hommes de métier	3.34	3.49	Tradesman	3.34	3.49
Mécanicien	3.34	3.49	Mechanic	3.34	3.49
Aide aux hommes de métier	3.15	3.30	Tradesman's helper	3.15	3.30
Huileur	3.09	3.24	Oiler	3.09	3.24
Concierge	2.97	3.12	Janitor	2.97	3.12
Chaufferie:				Boiler room:	
Conducteur mécanicien de machines fixes:				Stationary engineman:	
2e classe	3.54	3.69	2nd class	3.54	3.69
3e classe	3.37	3.52	3rd class	3.37	3.52
4e classe	3.27	3.42	4th class	3.27	3.42
Travaux divers: L'échelle de base de salaire pour les travaux divers est la suivante:				Miscellaneous work: The basic wage scale for general work is as follows:	
Aide tous travaux:				General helper:	
Classe A	2.89	3.04	Class A	2.89	3.04
Classe B	2.63	2.78	Class B	2.63	2.78

Définition classe A: Travail généralement lourd, impliquant la manutention de grandes boîtes.

Définition classe B: Travail généralement léger quant aux dimensions et à la pesanteur du matériel manipulé.»

5. Remplacer les paragraphes 7.02 et 7.03 de l'article VII par les suivants:

«**7.02 Droit au congé:** Tout salarié régi par le présent décret a droit:

- a) après un an de service continu pour le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu d'une durée minimale de 2 semaines;
- b) s'il a moins d'un an de service continu pour le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu dont la durée est déterminée à raison d'un jour par mois de travail sans que la durée totale du congé exigible excède 2 semaines;
- c) s'il a au moins 8 ans de service continu pour le même employeur, à un congé dont la durée est de 3 semaines;
- d) s'il a au moins 18 ans de service continu pour le même employeur, à un congé dont la durée est de 4 semaines.

Class A definition: Heavy work involving the handling of large boxes.

Class B definition: Light work, as regards the size and weight of material handled."

5. Subsections 7.02 and 7.03 of section VII shall be replaced by the following:

"**7.02 Vacation entitlement:** Every employee governed by this decree:

- (a) after one year of continuous service with the same employer during the qualifying year, is entitled to a continuous paid vacation of at least 2 weeks;
- (b) if he has less than one year of continuous service with the same employer during the qualifying year, he is entitled to a continuous paid vacation equal to one day's vacation for each month of service. This vacation not to exceed 2 weeks;
- (c) if he has at least 8 years of continuous service with the same employer, is entitled to 3 weeks' vacation;
- (d) if he has at least eighteen years' continuous service with the same employer, is entitled to a 4 weeks' vacation.

7.03 Le salarié doit toucher pour son congé annuel une indemnité déterminée de la façon suivante:

- a) 4% de ses gains durant l'année de référence s'il justifie de moins de 8 ans au service de son employeur;
- b) 6% de ses gains durant l'année de référence s'il justifie de 8 ans au service de son employeur;
- c) 8% de ses gains durant l'année de référence s'il justifie de 18 ans au service de son employeur. »

6. Remplacer les paragraphes 8.06 et 8.07 par les suivants:

«**8.06 Congé de mortalité:** Lors du décès de son conjoint ou de son enfant, de son père ou de sa mère, de son frère ou de sa soeur, le salarié permanent peut s'absenter pour la période qui s'étend du jour du décès au jour des funérailles. Il doit être rémunéré pour chaque jour faisant partie de sa semaine normale de travail, jusqu'à concurrence de 3 jours, pourvu que:

- a) il assiste aux funérailles;
- b) il ne soit pas absent du travail à ce moment en raison de maladie, d'accident, de compensation ou de congé annuel.

S'il ne peut assister aux funérailles, il n'a droit qu'à une indemnité de 8 fois son taux horaire.

8.07 Lors du décès du beau-père ou de la belle-mère du salarié, ce dernier ne peut s'absenter que le jour des funérailles, pourvu qu'il y assiste. Il doit toucher pour cette journée, si elle fait partie de sa semaine normale de travail, une indemnité de 8 fois son taux horaire. »

7. Remplacer le paragraphe 10.02 de l'article X par le suivant:

«**10.02 Durée du décret:** Le décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er janvier 1975. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins qu'un groupe prépondérant des parties contractantes patronales ou ouvrières ne donne aux autres parties un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus 60 jours et d'au moins 30 jours avant le 1er janvier de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du travail et de la main-d'oeuvre. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

7.03 The employee's vacation pay shall be established in the following manner:

- (a) 4% of his total wages during the qualifying year if he has less than 8 years of service with his employer;
- (b) 6% of his total wages during the qualifying year if he has 8 years of service with his employer;
- (c) 8% of his total wages earned during the qualifying year if he has 18 years of service with his employer.''

6. Subsections 8.06 and 8.07 shall be replaced by the following:

8.06 Bereavement leave: In the event of the death of his spouse or child, his father or mother, his brother or sister, the regular employee shall be entitled to a leave from the day of death to the day of the funeral. He shall be remunerated for each day of his standard workweek not exceeding 3 days, provided that:

- (a) he attends the funeral;
- (b) he not be absent from work during that time because of sickness, accident, compensation or annual vacation.

If he cannot attend the funeral, he shall only have the right to 8 times his hourly rate.

8.07 In the event of the death of his father-in-law or mother-in-law, the employee shall only be absent for the day of the funeral, provided he attend. He shall receive for this day, if it is part of his standard workweek, 8 times his hourly rate.

7. Subsection 10.02 of section X shall be replaced by the following:

''**10.02 Term of the decree:** The decree comes into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until January 1, 1975. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless a preponderant number of contracting parties (labour or management) gives the other parties a written notice to the contrary, no more than 60 and no less than 30 days before January 1 of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.''

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Ministre du travail et
de la main-d'oeuvre,

Québec

337-o

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

During the 30 days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

Department of Labour
and Manpower,

Québec

337-o

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.



Avis

Loi constituant la Corporation des Bibliothécaires professionnels du Québec (L.Q., 1969, ch. 105).

Prenez avis qu'à l'expiration des 30 jours suivant la présente publication, la Corporation des Bibliothécaires professionnels du Québec soumettra au lieutenant-gouverneur en conseil, pour approbation, et ce, selon l'article 9 de sa loi constitutive (L.Q., 1969, ch. 105), le Règlement ci-dessous sur les équivalences des diplômes en bibliothéconomie.

**Règlement du Conseil d'administration
de la Corporation des Bibliothécaires
professionnels du Québec sur les équivalences
des diplômes en bibliothéconomie.**

Chacun des diplômes dont la description suit est déclaré équivalent au baccalauréat, à la maîtrise ou au doctorat en bibliothéconomie de l'Université de Montréal ou de l'Université McGill, à l'exclusion des diplômes honorifiques:

- 1) un baccalauréat, une maîtrise ou un doctorat en bibliothéconomie décerné par les universités canadiennes suivantes: *University of Alberta*, *University of British Columbia*; *Dalhousie University*; *Université d'Ottawa*; *University of Toronto*; *University of Western Ontario*;
- 2) un baccalauréat, une maîtrise ou un doctorat en bibliothéconomie décerné par les universités américaines, en autant que le programme d'études menant à ces diplômes était agréé par l'*American Library Association* au moment de l'obtention du diplôme en vertu des *Minimum Requirements for Library Schools* (1933) (écoles des types I et II seulement) ou des *Standards for Accreditation* (1951);
- 3) l'inscription, ou l'équivalent, au registre des membres des associations professionnelles nationales de Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande ou Afrique du Sud, en autant que le bibliothécaire possède aussi un diplôme universitaire de 1er cycle qui lui donnerait, au moment de la présentation de sa demande, la possibilité d'être admis à l'École de bibliothéconomie de l'Université de Montréal ou à celle de l'Université McGill;
- 4) les diplômes français d'État suivants: diplôme supérieur de bibliothécaire, diplôme technique de bibliothécaire ou certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire, en autant que le bibliothécaire possède aussi un diplôme universitaire du 1er cycle qui lui donnerait, au moment de la présentation de sa demande, la possibilité d'être admis à l'École de bibliothéconomie de l'Université de Montréal ou à celle de l'Université McGill;

Notice

An act to incorporate The Corporation of Professional Librarians of Québec (S.Q., 1969, ch. 105).

Notice is given that upon the expiry of 30 days following the date of this publication and pursuant to section 9 of its incorporation Act (S.Q., 1969, ch. 105), the Corporation of Professional Librarians of Québec will submit the following By-law respecting the equivalence of degrees in library science for the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

**By-Law of the Board of Directors
of the Corporation of Professional
Librarians of Québec respecting the
equivalence of degrees in library science**

Each diploma or degree described in the text below is declared equivalent to a bachelor's, master's or doctor's degree in library science from the Université de Montréal or McGill University, excluding honorary degrees:

- 1) a bachelor's, masters's or doctor's degree in library science from one of the following Canadian universities: *University of Alberta*, *University of British Columbia*, *Dalhousie University*, *University of Ottawa*, *University of Toronto* or *University of Western Ontario*.
- 2) a bachelor's, master's or doctor's degree in library science from an American university whose program in library science was accredited by the *American Library Association* at the time the degree was awarded under either the *Minimum Requirements for Library Schools* (1933) (type I or type II schools only) or the *Standards for Accreditation* (1951);
- 3) registration or its equivalent in the national professional association of either Great Britain, Australia, New Zealand or South Africa, provided that the librarian also possesses an undergraduate university degree which would be acceptable for entrance to the library school of the Université de Montréal or that of McGill University at the moment of his application for membership in the Corporation;
- 4) the following French state diplomas: "*diplôme supérieure de bibliothécaire*", "*diplôme technique de bibliothécaire*", or "*certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire*", provided that the librarian also possesses an undergraduate university degree which would be acceptable for entrance to the library school of the Université de Montréal or that of McGill at the moment of his application for membership in the Corporation;

- 5) les diplômes français suivants, décernés par l'École des bibliothécaires-documentalistes (Institut Catholique de Paris): diplôme de bibliothécaire ou diplôme de bibliothécaire-documentaliste en autant que le bibliothécaire possède aussi un diplôme universitaire de 1er cycle qui lui donnerait, au moment de la présentation de sa demande, la possibilité d'être admis à l'École de bibliothéconomie de l'Université de Montréal ou à celle de l'Université McGill.
- 5) the "*diplôme de bibliothécaire*" or the "*diplôme de bibliothécaire-documentaliste*" of the École de bibliothécaires-documentalistes (*Institut Catholique de Paris*), provided that the librarian also possesses an undergraduate university degree which would be acceptable for entrance to the library school of the Université de Montréal or that of McGill University, at the moment of his application for membership in the Corporation.

335-o

335-o

Matériaux de construction**Section IV****PROJET DE MODIFICATION**

Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre, monsieur Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément à la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q., 1964, ch. 143 et am.), que la « Centrale des Syndicats Démocratiques » lui a présenté une requête à l'effet d'être acceptée comme partie contractante de deuxième part au décret 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les 30 jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, le ministre du travail et de la main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
RÉAL MIREAULT.

Ministère du travail et
de la main-d'oeuvre,
Québec

337-o

Building Materials**Division IV****DRAFT AMENDMENT**

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q., 1964, ch. 143 and am.), the Minister of Labour and Manpower, Jean Cournoyer, hereby gives notice that the "Centrale des syndicats démocratiques" have petitioned him to be accepted as the contracting party to the second part of Decree 2203 of December 6, 1960 and amendments, respecting the building materials industry in the province of Québec.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the 30 days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

RÉAL MIREAULT,
Deputy Minister.

Department of Labour
and Manpower,
Québec

337-o



CODE DES PROFESSIONS

(L.Q., 1973, ch. 43)

Projet de règlement

Le Conseil général du Barreau du Québec donne avis conformément à l'article 93 du Code des professions (L.Q., 1973, ch. 43), qu'il a adopté, en vertu du paragraphe *b* de l'article 92 du Code des professions un règlement, dont le texte apparaît ci-dessous, relatif à l'élection du Bâtonnier du Québec et du vice-président.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Règlement no 1***Élection du Bâtonnier du Québec
et du vice-président**

La date de clôture du scrutin pour l'élection du Bâtonnier du Québec et du vice-président est le dernier jour juridique du mois d'avril.

341-o

CODE DES PROFESSIONS

(L.Q., 1973, ch. 43)

Projet de règlement

Le Conseil général du Barreau du Québec donne avis conformément à l'article 93 du Code des professions (L.Q., 1973, ch. 43), qu'il a adopté, en vertu du paragraphe *b* de l'article 92 du Code des professions un règlement, dont le texte apparaît ci-dessous, relatif à la durée du mandat du Bâtonnier du Québec et du vice-président.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil au moins 30 jours après la présente publication.

*Règlement no 2***Durée du mandat du Bâtonnier du Québec
et du vice-président**

La durée du mandat du Bâtonnier du Québec et du vice-président est d'un an.

341-o

PROFESSIONAL CODE

(S.Q., 1973, ch. 43)

Draft Regulation

The General Council of the Bar of the Province of Québec gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code (S.Q., 1973, ch. 43) that, pursuant to paragraph *b* of section 92 of the Professional Code, it made a regulation respecting the election of the Bâtonnier of the Province of Québec and of the vice-president, a copy of which is annexed hereto.

This Regulation shall be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

*Regulation no.***Election of the Bâtonnier of the Province
of Québec and of the vice-president**

The date fixed for the closing of the poll for the election of the Bâtonnier of the Province of Québec and of the vice-president shall be the last juridical day of the month of April.

341-o

PROFESSIONAL CODE

(S.Q., 1973, ch. 43)

Draft Regulation

The General Council of the Bar of the Province of Québec gives notice in accordance with section 93 of the Professional Code (S.Q., 1973, ch. 43) that, pursuant to paragraph *b* of section 92 of the Professional Code, it made a regulation respecting the term of office of the Bâtonnier of the Province of Québec and of the vice-president, a copy of which is annexed hereto.

This Regulation shall be submitted for the approval of the Lieutenant-Governor in Council at least 30 days after the present publication.

*Regulation no. 2***Term of office of the Bâtonnier of the Province
of Québec and of the vice-president**

The term of office of the Bâtonnier of the Province of Québec and of the vice-president shall be one year.

341-o



Proclamations

Proclamations

Canada
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi du Régime des allocations familiales du Québec (projet de loi 1) a été sanctionnée le 13 décembre 1973;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 39 de ce projet de loi, cette loi doit entrer en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure;

ATTENDU QU'il y a lieu que cette entrée en vigueur soit fixée au 9 janvier 1974.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 103-74, du 9 janvier 1974, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des affaires sociales:

QUE l'entrée en vigueur de la Loi du Régime des allocations familiales du Québec (projet de loi 1), soit fixée au 9 janvier 1974.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Act respecting the Québec Family Allowances Plan (Bill 1) was assented to on December 13, 1973;

WHEREAS pursuant to section 39 of said Bill, this Act must come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except for the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date;

WHEREAS it is expedient to fix such coming into force on January 9, 1974.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 103-74, dated January 9, 1974, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Social Affairs:

THAT January 9, 1974 be the date fixed for the coming into force of the Québec Family Allowances Act (Bill 1).

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto Affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante-quatorze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 501

Folio: 191

332-o

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-four and in the twenty-second year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501

Folio: 191

332

Canada
province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, le Code des professions (projet de loi 250 de 1973) a été sanctionné le 6 juillet 1973;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 268 de cette loi, les dispositions dudit code entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 17 janvier 1974 l'entrée en vigueur de l'article 178 du Code des professions;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 219-74, du 16 janvier 1974, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre responsable de l'application du Code des professions:

QUE l'entrée en vigueur de l'article 178 du Code des professions (projet de loi 250, sanctionné le 6 juillet 1973) soit fixée au 17 janvier 1974.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the professional Code (Bill 250 of 1973) was assented to on July 6, 1973;

WHEREAS pursuant to section 268 of said Act, the provisions of said Code shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix January 17, 1974, as the date of the coming into force of section 178 of the Professional Code;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 219-74, dated January 16, 1974, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister who is responsible for the application of the Professional Code;

THAT January 17, 1974 be the date fixed for the coming into force of section 178 of the Professional Code (Bill 250, assented to on July 6, 1973).

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante-quatorze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 501
Folio: 192

332-o

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this sixteenth day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-four and in the twenty-second year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 192

332-o

Québec
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

SALUT.

GREETING.

Proclamation

Proclamation

ATTENDU QUE les lois suivantes ont été sanctionnées le 6 juillet 1973:

WHEREAS the following acts were assented to on July 6, 1973:

- Loi modifiant la Loi du Barreau (projet de loi 251 de 1973);
- Loi médicale (projet de loi 252 de 1973);
- Loi modifiant la Loi du notariat (projet de loi 253 de 1973);
- Loi des dentistes (projet de loi 254 de 1973);
- Loi sur la pharmacie (projet de loi 255 de 1973);
- Loi sur l'optométrie (projet de loi 256 de 1973);
- Loi modifiant la Loi des médecins vétérinaires (projet de loi 257 de 1973);
- Loi des agronomes (projet de loi 258 de 1973);
- Loi des architectes (projet de loi 259 de 1973);
- Loi modifiant la Loi des ingénieurs (projet de loi 260 de 1973);
- Loi des arpenteurs-géomètres (projet de loi 261 de 1973);
- Loi modifiant la Loi des ingénieurs forestiers (projet de loi 262 de 1973);
- Loi modifiant la Loi des chimistes professionnels (projet de loi 263 de 1973);
- Loi des comptables agréés (projet de loi 264 de 1973);
- Loi des techniciens en radiologie (projet de loi 265 de 1973);
- Loi des opticiens d'ordonnance (projet de loi 268 de 1973);
- Loi sur la chiropratique (projet de loi 269 de 1973);
- Loi des audioprothésistes (projet de loi 270 de 1973);
- Loi sur la podiatrie (projet de loi 271 de 1973);
- Loi des infirmières et infirmiers (projet de loi 273 de 1973).

- An Act to amend the Bar Act (Bill 251 of 1973);
- Medical Act (Bill 252 of 1973);
- An Act to amend the Notarial Act (Bill 253 of 1973);
- Dental Act (Bill 254 of 1973);
- Pharmacy Act (Bill 255 of 1973);
- Optometry Act (Bill 256 of 1973);
- An Act to amend the Veterinary Surgeons Act (Bill 257 of 1973);
- Agrologists Act (Bill 258 of 1973);
- Architects Act (Bill 259 of 1973);
- An Act to amend the Engineers Act (Bill 260 of 1973);
- Land Surveyors Act (Bill 261 of 1973);
- An Act to amend the Forest Engineers Act (Bill 262 of 1973);
- An Act to amend the Professional Chemists Act (Bill 263 of 1973);
- Chartered Accountants Act (Bill 264 of 1973);
- Radiology Technicians Act (Bill 265 of 1973);
- Dispensing Opticians Act (Bill 268 of 1973);
- Chiropractic Act (Bill 269 of 1973);
- Hearing-aid Acousticians Act (Bill 270 of 1973);
- Podiatry Act (Bill 271 of 1973);
- Nurses Act (Bill 273 of 1973).

ATTENDU QU'en vertu du dernier article de chacune des lois ci-haut mentionnées, leurs dispositions doivent entrer

WHEREAS pursuant to the last section of each of the acts hereinabove mentioned, their provisions must come into

en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1er février 1974 l'entrée en vigueur des dispositions de chacune des lois ci-haut mentionnées, sauf:

- a) le deuxième alinéa de l'article 46 de la Loi médicale et le paragraphe *m* de l'article 47 de la Loi modifiant la Loi du notariat mis en vigueur en vertu de proclamations antérieures;
- b) le premier alinéa de l'article 37 de la Loi médicale qui sera mis en vigueur par proclamation à venir;
- c) l'article 15 de la Loi sur la chiropratique qui sera mis en vigueur par proclamation à venir;
- d) l'article 17 de la Loi des audioprothésistes qui sera mis en vigueur par proclamation à venir;
- e) l'article 19 de la Loi sur la podiatrie qui sera mis en vigueur par proclamation à venir.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 202-74, du 24 janvier 1974, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre responsable de l'application du Code des professions:

QUE l'entrée en vigueur des dispositions de chacune des lois ci-haut mentionnées, à l'exception des dispositions décrites aux paragraphes *a*, *b*, *c*, *d* et *e* ci-dessus, soit fixée au 1er février 1974.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante-quatorze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 501
Folio: 195

332-o

force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix the coming into force of the provisions of each of the acts hereinabove mentioned on February 1, 1974, except for:

- (a) the second paragraph of section 46 of the Medical Act and subsection *m* of section 47 of the Act to amend the Notarial Act, which came into force pursuant to previous proclamations;
- (b) the first paragraph of section 37 of the Medical Act which shall come into force by future proclamation;
- (c) section 15 of the Chiropractic Act which shall come into force by future proclamation;
- (d) section 17 of the Hearing-aid Acousticians Act, which shall come into force by future proclamation;
- (e) section 19 of the Podiatry Act which shall come into force by future proclamation.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in a decree numbered 202-74, dated January 24, 1974, We have decreed and ordered and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the Professional Code:

THAT the coming into force of the provisions of each of the acts hereinabove mentioned, except for the provisions described in paragraphs *a*, *b*, *c*, *d* and *e* hereinabove, be fixed on February 1, 1974.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-four and in the twenty-second year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 195

332-o

Canada
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE le Code des professions (projet de loi 250 de 1973) a été sanctionné le 6 juillet 1973

ATTENDU QU'en vertu de l'article 268 de cette loi, les dispositions dudit code entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil

ATTENDU QUE les articles 1 paragraphe i), 3 à 22, 178, 191, 238, 256 et 266 du Code des professions ont déjà été mis en vigueur par des proclamations antérieures du lieutenant-gouverneur en conseil

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1er février 1974 l'entrée en vigueur de tous les articles du Code des professions qui ne sont pas déjà en vigueur, sauf les articles 101 et 239 à 244.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 261-74, du 24 janvier 1974, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre responsable de l'application du Code des professions:

QUE soit fixée au 1er février 1974 l'entrée en vigueur de tous les articles du Code des professions, sauf:

- a) les articles 1 paragraphe i), 3 à 22, 178, 191, 238, 256 et 266 déjà en vigueur en vertu de proclamations antérieures;
- b) les articles 101 et 239 à 244 qui seront mis en vigueur par proclamation à venir.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

Canada
Province of
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Professional Code (Bill 250 of 1973) was assented to on July 6, 1973;

WHEREAS, pursuant to section 268 of said Act, the provisions of said Code shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS section 1 paragraphe (i), 3 to 22, 178, 191, 238, 256 and 266 of the Professional Code have already been brought into force by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix February 1st 1974 as the date of coming into force of the sections of the Professional Code which have not already been enforced, with the exception of sections 101, and 239 to 244.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expresses in a decree numbered 261-74, dated January 24, 1974, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister responsible for the application of the Professional Code:

THAT the 1st of February 1974 be fixed as the date of the coming into force of all sections of the Professional Code, except:

- (a) sections 1 paragraphe (i), 3 to 22, 178, 191, 238, 256 and 266 already brought into force by proclamation;
- (b) sections 101 and 239 to 244, which shall be enforced by future proclamations.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante-quatorze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-deuxième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 501
Folio: 196

332-o

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-four and in the twenty-second year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 501
Folio: 196

332-o

Errata au décret de la Construction

Gazette officielle du 14 novembre 1973—Volume 105,
N° 32.

1) *Page 5841***Art. 1.01**

À la sixième ligne du paragraphe a), changer le mot « meusres » par le mot « mesures ».

2) *Page 5876***Section 22.03, 9B (7ème ligne)**

Remplacer le mot « retrouv » par le mot « retrouve ».

3) *Page 5876***Section 22.03, 9B (8ème ligne)**

Remplacer le mot « réseste » par le mot « présente ».

4) *Page 5885***Art. 24.06—4B (première ligne)**

Remplacer le mot « moteur » par le mot « monteur ».

Art. 24.06—4B (troisième ligne)

Ajouter après le mot « sous-paragraphe » la lettre a).

5) *Page 5888***Art. 25.07**

Dans la version anglaise, aux paragraphes a), b) et d), remplacer les mots « when using » par le mot « by » pour les rendre conformes au paragraphe c).

6) *Page 5888***Art. 25.07 d)**

Dans la version anglaise, remplacer les mots « (7 days) » par les mots « Sunday included ».

7) *page 5888***Art. 25.08**

Dans la version anglaise, à la troisième ligne, remplacer le mot « radius » par le mot « distance ».

8) *Page 5898***Art. 26.05, 2) (5ème ligne)**

Au début de la cinquième ligne, remplacer le mot « et » par le mot « de ».

9) *Page 5905***Art. 29.01**

À la cinquième ligne, il s'agit de l'article 32L.

10) Page 5948

Annexe D-1N° 27—*Mécanicien de chantier*

première colonne— mai 1973

Remplacer \$4.81 par \$5.81.

11) Page 5964

Écrire tout à fait en haut de la page les mots « Annexe D-9/Appendix D-9 » qui ont été oubliés. Dans le titre et le sous-titre, remplacer avant le mot « Richelieu », le mot « de » par le mot « du ».

12) Page 5994

Annexe E-8N° 9—*Conducteur de bétonnière (voirie) (o-13)*

Septième colonne— 1er janvier 1976—Remplacer \$6.58 par \$6.53.

13) Page 5995

Annexe E-8N° 38—*Soudeur (o-15)*

Septième colonne— 1er janvier 1976

Remplacer \$7.06 par \$7.12.

14) Page 6007

La page 6007 doit être en fait la page 6009 parce que les taux de salaires qu'elle contient sont la suite de la page 6008, soit l'annexe E-15.

15) Page 6009

La page 6009 doit être en fait la page 6007 parce que les taux de salaires qu'elle contient sont la suite de la page 6006, soit l'annexe E-14.

16) Page 6010

Annexe F-12N° 3—*Monteur de lignes « C »*

Quatrième colonne— 1er octobre 1975

Remplacer \$5.46 par \$6.46.

Cinquième colonne— 1er janvier 1976.

Remplacer \$5.46 par \$6.46.

17) Page 6011

Annexe F-3 dans le sous-titre, remplacer le mot « enfouis » par le mot « enfoui ».

ERRATUM

Gazette officielle du Québec, Partie II, vol. 105, No 38, 27 décembre 1973, A.C. 4502-73 du 5 décembre 1973, Industrie des chapeaux et casquettes (Prélèvement).

Dans la version anglaise, le nom du comité paritaire doit se lire:

« The Joint Committee of the Men's, Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the province of Québec », partout où il apparaît dans l'arrêté en conseil 4502-73 du 5 décembre 1973, publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 27 décembre 1973.

337-o

ERRATUM

Québec Official Gazette, Part II, vol. 105, No. 38, December 27, 1973, O.C. 4502-73 of December 5, 1973, Men's, Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry (Levy).

In the English version, the name of the Joint Committee shall read:

“The Joint Committee of the Men's Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the province of Québec”, wherever it appears in Order in Council 4502-73 of December 5, 1973, published in the *Québec Official Gazette* of December 27, 1973.

337-o



INDEX **Textes réglementaires (Règlements)**
Statutory Instruments (Regulations)

Abréviations: A — Abrogé
 Abbreviations: Abrogé
 N — Nouveau
 New
 M — Modifié
 Modified

	Règlements — Regulations		Enregistrement		Commentaires Comments
	Lois	— Statutes	No	Date	
Agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés — Statut particulier (Loi de la fonction publique, L.Q. 1965, ch. 14)			Règ. 74-10	15-01-74	415
Agronomes, Loi des (L.Q. 1973, ch. 58)					529 Proclamation
Aide juridique — Tarifs d'honoraires — Règlement provisoire (Loi de l'aide juridique, L.Q. 1972, ch. 14)			Règ. 74-37	01-02-74	455
Allocations familiales, Loi du régime des . . . — Entrée en vigueur le 9 janvier 1974 (L.Q. 1973, ch. 36)					527 Proclamation
Architectes, Loi des (L.Q. 1973, ch. 59)					529 Proclamation
Arpenteurs-géomètres, Loi des (L.Q. 1973, ch. 61)					529 Proclamation
Assistance-Publique — Placement d'enfants dans des familles d'accueil ou centres d'accueil — Contributions payables par des parents ou gardiens (Loi de l'assistance publique, S.R.Q. 1964, ch. 216)			Règ. 74-47	01-02-74	477
Audioprothésistes, Loi des (L.Q. 1973, ch. 54)					529 Proclamation
Automobile — Sherbrooke (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)					497 Projet
Automobile — Sherbrooke (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)					497 Draft
Baie James, munic.— Ord. No 60 (Loi de développement de la Baie James, L.Q. 1971, ch. 34)			Règ. 74-35	01-02-74	451
Baie James, munic.— Ord. No 61 (Loi de développement de la région de la Baie James, L.Q. 1971, ch. 34)			Règ. 74-36	01-02-74	453
Bar of the Province of Québec (Professional Code, S.Q. 1973, ch. 43)					525 draft

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Barreau, Loi du... - Loi modifiant..... (L.Q. 1973, ch. 74)			529	Proclamation
Barreau du Québec..... (Code des professions, L.Q. 1973, ch. 43)			525	projet
Biens meubles de la sacristie de l'église St-Jacques - Bien culturel..... (Loi sur les biens culturels, L.Q. 1972, ch. 19)	Règ. 74-29	21-01-74	435	
Building materials..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)			523	Draft
Bulk trucking - Regulation 12E1..... (Transport Act, S.Q. 1972, ch. 55)	Reg. 74-27	22-01-74	429	
Camionnage en vrac - Règlement 12E1..... (Loi des transports, L.Q. 1972, ch. 55)	Règ. 74-27	22-01-74	429	
Carton ondulé - Province..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)			513	M
Chapeaux en toile et casquettes (hommes, garçons et enfants) - Prélèvement..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143)	Règ. 74-645	11-12-73	537	Erratum
Chasse contrôlée à l'original dans les parcs des Laurentides et du Mont-Tremblant ainsi que dans les réserves suivantes: La Vérendrye, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Dunière, Mastigouche et Haute-Mauricie..... (Loi de la conservation de la faune, L.Q. 1969, ch. 58)	Règ. 74-40	01-02-74	463	
Chimistes professionnels, Loi des... - Loi modifiant..... (L.Q. 1973, ch. 63)			529	Proclamation
Chiropratique, Loi sur la..... (L.Q. 1973, ch. 56)			529	Proclamation
Circulation, dépannage et remorquage sur certaines voies de communication - Montréal..... (Code de la route, S.R.Q. 1964, ch. 231)	Règ. 74-34	25-01-74	447	
Code des professions - Entrée en vigueur..... (L.Q. 1973, ch. 43)			529	Proclamation
Code des professions, Loi du... - Entrée en vigueur de l'article 178..... (L.Q. 1973, ch. 36)			531	Proclamation

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec..... (Loi médicale, S.R.Q. 1964, ch. 249)	Règ. 74-28	22-01-74	433	M
College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec..... (Medical Act, R.S.Q. 1964, ch. 249)	Reg. 74-28	22-01-74	433	M
Comptables agréés, Loi des..... (L.Q. 1973, ch. 64)			529	Proclamation
Construction — Decree..... (Construction Industry Labour Relations Act, S.Q. 1968, ch. 45 and am.)	Reg. 73-552	05-11-74	535	Erratum
Construction — Décret..... (Loi sur les relations de travail dans l'industrie de la construction, L.Q. 1968, ch. 45 et am.)	Règ. 73-552	05-11-74	535	Erratum
Controlled moose hunting in the Laurentides and Mont-Tremblant Parks and in the following Reserves: La Vérendrye, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Dunière, Mastigouche and Haute-Mauricie..... (Wild-Life Conservation Act, S.Q. 1969, ch. 58)	Reg. 74-10	01-02-74	415	
Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec. (L.Q. 1969, ch. 105)			521	Projet
Corporation of Professional Librarians of Québec..... (S.Q. 1969, ch. 105)			521	Draft
Corporations professionnelles soumises au Code des professions — Entrée en vigueur des lois relatives..... (L.Q. 1973, ch....)			533	Proclamation
Corrugated Paper Boxes — Province..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143 and am.)			513	Draft
Délégation de signature..... (Loi du ministère des transports, L.Q. 1972, ch. 54)	Règ. 74-46	01-02-74	475	
Delegation of signature..... (Transport Department Act, S.Q. 1972, ch. 54)	Reg. 74-46	01-02-74	475	
Dentistes, Loi des..... (L.Q. 1973, ch. 49)			529	Proclamation
Église St-Jacques — Biens meubles de la sacristie — Bien culturel..... (Loi sur les biens culturels, L.Q. 1972, ch. 19)	Règ. 74-29	21-01-74	435	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Emprunts municipaux et scolaires — Taux d'intérêt (Loi des dettes et emprunts municipaux, S.R.Q. 1964, ch. 171)	Règ. 74-45	01-02-74	473	
Évaluation foncière, Loi sur l' . . . — Répartition des revenus (Article 100) (Loi sur l'évaluation foncière, L.Q. 1971, ch. 50)	Règ. 74-44	01-02-74	471	
Fish and Game Reserve of the Matamec River (Wild-Life Conservation Act, S.Q. 1969, ch. 58)	Reg. 74-33	25-01-74	445	
Infirmières et infirmiers, Loi des (L.Q. 1973, ch. 48)			529	Proclamation
Ingénieurs, Loi des . . . — Loi modifiant (L.Q. 1973, ch. 60)			529	Proclamation
Ingénieurs-forestiers, Loi des . . . — Loi modifiant la (L.Q. 1973, ch. 62)			529	Proclamation
James Bay Munic.— Ord. No. 60 (S.Q. 1971, ch. 34)	Reg. 74-35	01-02-74	451	
James Bay Munic.— Ord. No. 61 (James Bay Region Development Act, S.Q. 1971, ch. 34)	Reg. 74-36	01-02-74	453	
Lait, Abitibi — Ord. F-29 — (Prix) (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-51	22-01-74	487	
Lait — Côte-Nord — Ord. F-30 (Prix) (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-52	22-01-74	489	
Lait, région centrale — Ord. F-28 — (Prix) (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-50	22-01-74	485	
Lait nature, Abitibi et Gaspésie — Ord. L-40 (Prix) (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-54	22-01-74	493	
Lait nature, Chibougamau-Côte-Nord — Ord. L-41 (Prix) (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-55	22-01-74	495	
Lait nature, région centrale — Ord. L-39 (Prix) (Loi des produits laitiers et de leurs succédanés, L.Q. 1969, ch. 45)	Règ. 74-53	22-01-74	491	
Legal Aid Act — Tariff of fees — Provisional regulation (Legal Aid Act, S.Q. 1972, ch. 14)	Reg. 74-37	01-02-74	455	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Loi médicale..... (L.Q. 1973, ch. 46)			529	Proclamation
Matériaux de construction..... (Loi des décrets de convention collective, S.R.Q. 1964, ch. 143 et am.)			523	Projet
Médecins — Loi médicale..... (L.Q. 1973, ch. 46)			529	Proclamation
Médecins vétérinaires, Loi des... — Loi modifiant la..... (L.Q. 1973, ch. 57)			529	Proclamation
Millinery and headwear (Women's and children's) — Québec — Levy..... (Collective Agreement Decrees Act, R.S.Q. 1964, ch. 143)	Reg. 73-545	11-12-73	537	Erratum
Milk, Abitibi — Ord. F-29 (Price)..... (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-51	22-01-74	487	
Milk, central region — Ord. F-28 (Price)..... (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-50	22-01-74	485	
Milk — North Shore — Ord. F-30 (Price)..... (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-52	22-01-74	489	
Milk, natural — Abitibi and Gaspesia Ord. L-40 (Price)... (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-54	22-01-74	493	
Milk, natural — central region Ord. L-39 (Price)..... (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-53	22-01-74	491	
Milk, natural — Chibougamau-Côte-Nord — Ord. L-41 (Price)..... (Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act, S.Q. 1969, ch. 45)	Reg. 74-55	22-01-74	495	
Mines, Loi des... — Formules à utiliser..... (Loi des Mines, L.Q. 1965, ch. 34)	Règ. 74-26	22-01-74	425	
Mining Act — Forms to be used..... (Mining Act, S.Q. 1965, ch. 34)	Reg. 74-26	22-01-74	425	
Moveables of sacristy of St. James Church — Cultural property..... (Cultural Property Act, S.Q. 1972, ch. 19)	Reg. 74-29	21-01-74	435	

INDEX — Suite / Continued

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Municipal and School loans — Rate of interest..... (Municipal and school debt and loan Act, R.S.Q. 1964, ch. 171)	Reg. 74-45	01-02-74	473	
Notariat, Loi du . . . — Loi modifiant la (L.Q. 1973, ch. 45)			529	Proclamation
Opticiens d'ordonnance, Loi des (L.Q. 1973, ch. 53)			529	Proclamation
Optométrie, Loi sur l' (L.Q. 1973, ch. 52)			529	Proclamation
Pêche aux coquillages (Loi sur les pêcheries, S.R.C. 1970, ch. F-14)	Règ. 74-30	25-01-74	439	
Pêche aux coquillages (Loi sur les pêcheries, S.R.C. 1970, ch. F-14)	Règ. 74-31	25-01-74	441	
Pêche aux coquillages (Loi sur les pêcheries, S.R.C. 1970, ch. F-14)	Règ. 74-32	25-01-74	443	
Pharmacie, Loi sur la (L.Q. 1973, ch. 51)			529	Proclamation
Podiatrie, Loi sur la (L.Q. 1973, ch. 55)			529	Proclamation
Professional Code — Coming into force (S.Q. 1973, ch. 43)			529	Proclamation
Professional Code Act — Coming into force of the section 178 (S.Q. 1973, ch. 36)			531	Proclamation
Professional Corporations subordinated to Professional Code — Coming into force of relative Acts (S.Q. 1973, ch. . . .)			533	Proclamation
Public Charities — Placement of children in foster families or reception centres — Contributions to be paid by parents of guardians (Public Charities Act, R.S.Q. 1964, ch. 216)	Reg. 74-47	01-02-74	477	
Québec Family Allowances Plan — Coming into force on January 9, 1974 (S.Q. 1973, ch. 36)			529	Proclamation
Real Estate Assessment — Apportionment of the revenue — Section 100 (Real Estate Assessment Act, S.Q. 1971, ch. 50)	Reg. 74-44	01-02-74	471	

INDEX — Fin / Concluded

Règlements — Regulations Lois — Statutes	Enregistrement Registration		Page	Commentaires Comments
	No	Date		
Registers for indexes of immoveables (Format) — l'Islet (Civil Code of the Province of Québec)	Reg. 74-48	07-02-74	481	
Registers for index of immoveables (Format) — La Tuque . . (Civil Code of the Province of Québec)	Reg. 74-49	07-02-74	483	
Registres pour index d'immeubles (Format) — l'Islet Code civil de la Province de Québec)	Règ. 74-48	07-02-74	481	
Registres pour index d'immeubles (Format) — La Tuque . . (Code civil de la province de Québec)	Règ. 74-49	07-02-74	483	
Réserve de chasse et de pêche de la rivière Matamec (Loi de la conservation de la faune, L.Q. 1969, ch. 58)	Règ. 74-33	25-01-74	445	
St. James Church — Moveables of sacristy — Cultural pro- perty (Cultural property, S.Q. 1972, ch. 19)	Reg. 74-29	21-01-74	435	
Shellfishing (Fisheries Act, R.S.Q. 1970, ch. F-14)	Reg. 74-32	25-01-74	443	
Shellfishing (Fisheries Act, R.S.C. 1970, ch. F-14)	Reg. 74-31	25-01-74	441	
Shellfishing (Fisheries Act, R.S.C. 1970, ch. F-14)	Reg. 74-30	25-01-74	439	
Soustraction au jalonnement — Rivières de la Baie James . . . (Loi des mines, L.Q. 1965, ch. 34)	Règ. 74-39	01-02-74	457	
Supervisors of office personnel technicians and integrated personnel — Particular status (Civil Service Act, S.Q. 1965, ch. 14)	Reg. 74-10	15-01-74	415	
Techniciens en radiologie, Loi des (L.Q. 1973, ch. 47)			529	Proclamation
Traffic, emergency repairs and towing on certain main arteries — Montreal (Highway Code, R.S.Q. 1964, ch. 231)	Reg. 74-34	25-01-74	447	
Withdrawal from staking — James Bay Rivers (Mining Act, S.Q. 1965, ch. 34)	Reg. 74-39	01-02-74	457	



TABLE DES MATIÈRES TABLE OF CONTENTS

TEXTES RÉGLEMENTAIRES (Règlements) STATUTORY INSTRUMENTS (Regulations)

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 74-10	C.T. 77160	Conseil du Trésor	Agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés - Statut particulier / <i>Supervisors of office personnel technicians and integrated personnel - Particular status</i>	415
Règ. 74-26	189-74	Richesses naturelles	Mines, Loi des... - Formules à utiliser / <i>Mining Act - Forms to be used</i>	425
Règ. 74-27	206-74	Transports	Camionnage en vrac / <i>Bulk trucking</i> - Règlement 12E1 / <i>Regulation 12E1</i>	429
Règ. 74-28	211-74	Affaires sociales	Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec / <i>College of Physicians and Surgeons of the Province of Québec</i> - Mod. / <i>Amend</i>	433
Règ. 74-29		Affaires culturelles	Biens meubles de la sacristie de l'église St-Jacques / <i>Moveables of sacristy of St. James Church</i> - Bien culturel / <i>Cultural Property</i>	435
Règ. 74-30		Industrie et commerce	Pêche aux coquillages / <i>Shellfishing</i>	439
Règ. 74-31		Industrie et commerce	Pêche aux coquillages / <i>Shellfishing</i>	441
Règ. 74-32		Industrie et commerce	Pêche aux coquillages / <i>Shellfishing</i>	443
Règ. 74-33	250-74	Tourisme, chasse et pêche	Réserve de chasse et de pêche de la rivière Matamec / <i>Fish and Game Reserve of the Matamec River</i>	445
Règ. 74-34	255-74	Transports	Circulation, dépannage et remorquage sur certaines voies de communication - Montréal / <i>Traffic, emergency repairs and towing on certain main arteries</i>	447
Règ. 74-35	272-74	Premier ministre	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. No 60..	451
Règ. 74-36	273-74	Premier ministre	Baie James, munic. / <i>James Bay Munic.</i> - Ord. No 61.	453
Règ. 74-37	279-74	Justice	Aide juridique / <i>Legal Aid Act</i> - Tarifs d'honoraires / <i>Tariff of fees</i> - Règlement provisoire / <i>Provisional regulation</i>	455
Règ. 74-39	327-74	Richesses naturelles	Soustraction au jalonement - Rivières de la Baie James / <i>Withdrawal from staking - James Bay Rivers</i> ..	457
Règ. 74-40	338-74	Tourisme, chasse et pêche	Chasse contrôlée à l'original dans les parcs des Laurentides et du Mont-Tremblant ainsi que dans les réserves suivantes: La Vérendrye, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Dunière, Mastigouche et Haute-Mauricie / <i>Controlled moose hunting in the Laurentides and Mont-Tremblant Parks, and in the following Reserves: La Vérendrye, Matane, Saint-Maurice, Portneuf, Dunière, Mastigouche and Haute-Mauricie</i>	463

TABLE DES MATIÈRES — Suite / TABLE OF CONTENTS — Continued

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 74-44	345-74	Affaires municipales	Évaluation foncière, loi sur l'... / <i>Real estate Assessment - Répartition des revenus / Apportionment of the revenue (Article 100 / Section 100)</i>	471
Règ. 74-45	346-74	Affaires municipales	Emprunts municipaux et scolaires / <i>Municipal and school loans - Taux d'intérêt / Rate of interest</i>	473
Règ. 74-46	361-74	Transports	Délégation de signature / <i>Delegation of signature</i>	475
Règ. 74-47	365-74	Affaires sociales	Placement d'enfants dans des familles d'accueil ou centres d'accueil - contributions payables par des parents ou gardiens / <i>Placement of children in foster families or reception centres - Contributions to be paid by parents or guardians</i>	477
Règ. 74-48	3393-73	Justice	Format des registres / <i>Format of registers - L'Islet</i>	481
Règ. 74-49	3394-73	Justice	Format des registres / <i>Format of registers - La Tuque</i>	483
Règ. 74-50		R.M.A.Q.	Lait, région centrale - Ord. F-28 (Prix) / <i>Milk, central region - Ord. F-28 (Price)</i>	485
Règ. 74-51		R.M.A.Q.	Lait, Abitibi - Ord. F-29 (Prix) / <i>Milk, Abitibi - Ord. F-29 (Price)</i>	487
Règ. 74-52		R.M.A.Q.	Lait, Côte-Nord - Ord. F-30 (Prix) / <i>Milk, North Shore - Ord. F-30 (Price)</i>	489
Règ. 74-53		R.M.A.Q.	Lait, nature, région centrale, - Ord. L-39 (Prix) / <i>Milk, natural, central region - Ord. L-39 (Price)</i>	491
Règ. 74-54		R.M.A.Q.	Lait, nature - Abitibi et Gaspésie - Ord. L-40 (Prix) / <i>Milk, natural, Abitibi and Gaspesia - Ord. L-40 (Price)</i>	493
Règ. 74-55		R.M.A.Q.	Lait nature, Chibougamau - Côte-Nord - Ord. L-41 (Prix) / <i>Milk, natural, Chibougamau - North-Shore - Ord. L-41 (Price)</i>	495
PROJET DE RÈGLEMENTS			DRAFT REGULATIONS	
Automobile - Région de Sherbrooke			Automobile - Sherbrooke Region.....	497
Barreau du Québec.....			Bar of the Province of Québec.....	525
Carton ondulé - Province			Corrugated Paper Boxes - Province.....	513
Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec			Corporation of Professional Librarians of Québec....	521
Matériaux de construction			Building Materials.....	523

TABLE DES MATIÈRES — Fin / TABLE OF CONTENTS — Concluded

PROCLAMATIONS

Allocations familiales, Loi du Régime des... -
entrée en vigueur le 9 janvier 1974

Code des professions - entrée en vigueur

Code des professions, Loi du... - entrée en vigueur
de l'article 178Corporations professionnelles soumises au Code des
professions - entrée en vigueur des lois relatives

PROCLAMATIONS

Québec Family Allowances Plan - coming into force
on January 9, 1974 527

Professional Code - coming into force 529

Professional Code Act - coming into force of the
section 178 531Professional Corporations subordinated to Profession-
al Code - coming into force of relative Acts 533

ERRATA

ERRATA

No d'enregistrement	A.C.	Recommandé ou établi par	Titre du texte réglementaire ou autre document	Page
Registration No.	O.C.	Recommended or made by	Name of statutory instrument or other document	
Règ. 73-552	3984-73	Travail et main- d'oeuvre	Construction - (Décret / Decree) Erratum	535
Règ. 74-645	4502-73	Travail et main- d'oeuvre	Chapeaux en toile et casquettes (hommes, garçons et enfants) / Millinery and headwear (Women's and children's) - Québec Prélèvement / Levy - Erratum . . .	537

